



UNIVERSITE ABDERRAHMEN MIRA – BEJAIA  
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES  
SCIENCES DE GESTION

Département Des Sciences Economiques  
Mémoire en vue de l'obtention du Diplôme de  
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

**Option : Economie Monétaire Et Bancaire**

**Thème**

***L'IMPACT DE LA CRISE COVID-19 SUR LE  
FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS PAR  
LA BNA DANS LA WILAYA DE BEJAIA***

**Réalisé par**

-YAHIA FATMA  
-YAYA BILLAL

**Encadré par**

-Mme MEKLAT

**Members de jury**

**President:** Mr. GHANEM LYES  
**Examineur:** Mr. AIT ATHMANE BRAHIM

**Année universitaire : 2022/2023**

## Remerciements

Tout d'abord, nous tenons à remercier Dieu tout-puissant de m'avoir donné la santé, la volonté, le courage et la patience pour réaliser ce travail.

Nous tenons à remercier notre promotrice, Mme MEKLAT, pour son encadrement de qualité, sa motivation professionnelle, ses conseils et critiques constructives, ses corrections, sa gentillesse et sa patience, ainsi que pour le temps qu'elle a consacré à la réalisation de ce travail.

Nos vifs remerciements à l'ensemble du personnel de la direction régional "BNA" de Bejaïa. « Mme TOUAHRIA, Mr IDIR, Mr GUEDDOU »

Nos remerciements s'adressent également aux membres du jury d'avoir accepté d'être témoins et de juger le fruit de notre cursus.

Nous tenons à exprimer notre gratitude à tous ceux qui nous ont aidé à distribuer le questionnaire et tous ceux qui ont accepté de reprendre au questionnaire.

Enfin, nous tenons à remercier tous ceux qui nous ont aidés de près ou de loin à la réalisation de ce travail.

## Dédicaces

À mes chers parents, quoi que je dise ou que je fasse, je n'arrivais jamais à vous remercier comme il se doit. C'est grâce à vos encouragements, votre bienveillance et votre présence à mes côtés que j'ai réussi ce respectueux parcours.

À mes chers frères "Omar, Kamel, Rabah" et sœurs "Lynda, Malha", sans oublier les petits : "Mastane et Massyl", mon trésor le plus précieux. Merci pour vos soutiens moraux, votre confiance et vos conseils précieux qui m'ont aidé dans les moments difficiles.

À ma grand-mère et à toute ma famille (tantes, oncles, cousines, cousins).

À mes aimables ami(e)s, "Silyouna, Toufik, Dalila, Nesrine, Lyes, Salim" sans oublier la personne la plus chère à mon cœur qui m'a toujours encouragé(e) durant mes études.

À mon binôme "Billal" merci pour le partage de ce travail, sans oublier notre promotrice Mme MEKLAT et tous nos enseignants.

À travers ces lignes, je ne peux pas vous décrire tous mes sentiments d'amour. Le seul mot que je peux dire est merci, vraiment merci beaucoup à toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

À tous ceux qui m'aiment... je les remercie tous.

YAHIA Fatma

# Dédicaces

A mes chers parents

AISSA et ZAHRA

Tous les mots du monde ne sauraient exprimer l'immense amour que je vous  
porte, ni la

profonde gratitude que je vous témoigne pour tous les efforts et les sacrifices  
que vous

n'avez jamais cessé de consentir pour mon instruction et mon bien-être.

J'espère avoir répondu aux espoirs que vous avez fondés en moi.

A Mes chères sœurs et mes chers frères

Je ne peux exprimer à travers ces lignes tous mes sentiments d'amour et de  
tendresse

envers vous. Puisse l'amour et la fraternité nous unissent à jamais.

A Tous mes amis(es)

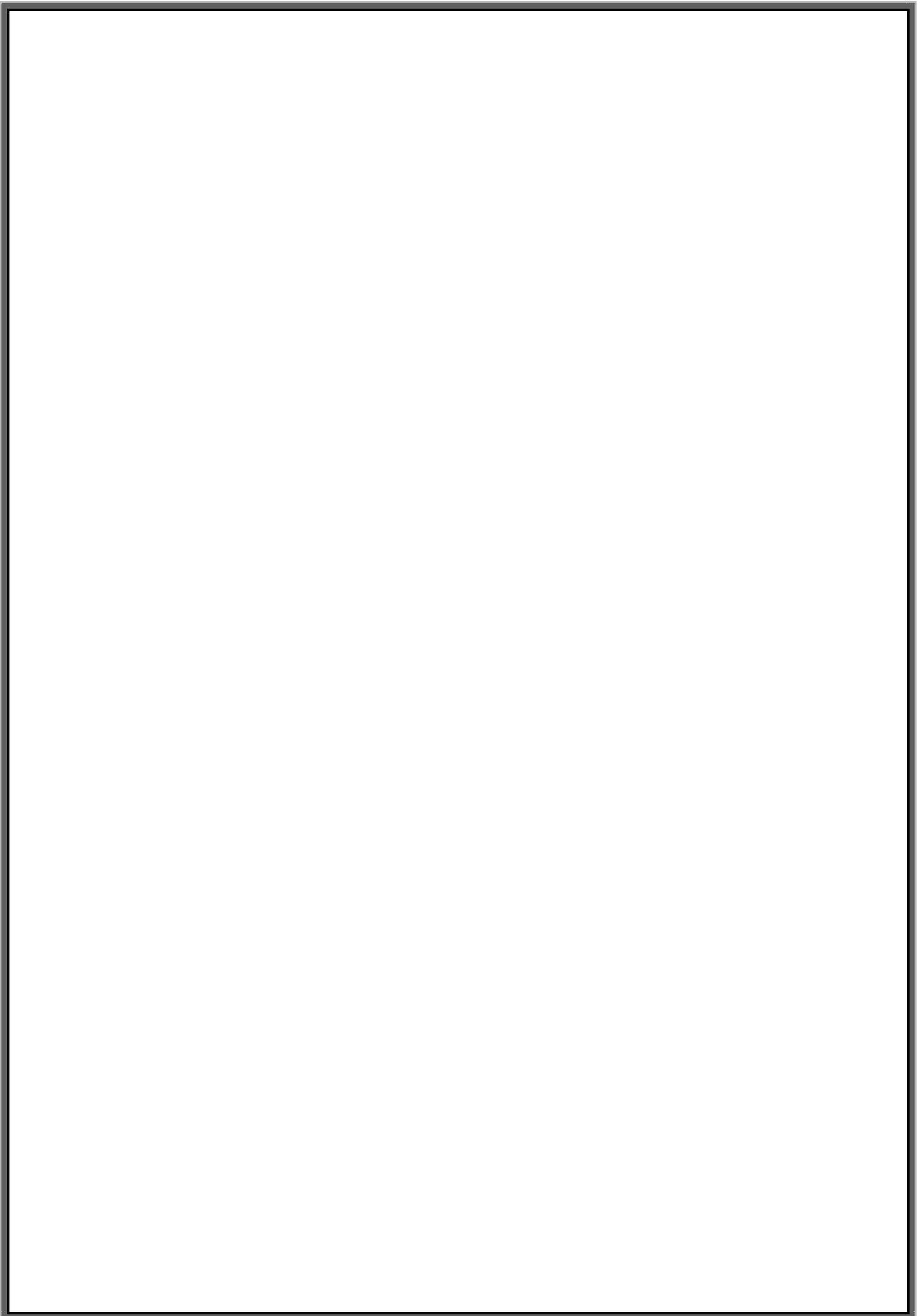
Sans oublier mon binôme FATMA pour le partage du travail et le soutien  
moral tout au long  
de ce projet.

A Tous Ceux ou celles qui me sont chers et que j'ai omis involontairement de  
citer.

A tous mes enseignants tout au long de mes études.

A tous ceux qui ont participé de près ou de loin à la réalisation de ce modeste  
travail.

YAYA Billal



## **Liste des abréviations**

**ANDI** : Agence National du Développement de l'Investissement

**BADR** : Banque Algérienne de Développement

**BFR** : Besoin de Fond de Roulement

**BNA** : Banque National Algérien

**BTPH** : Bâtiment, Travaux Publique et Habitat

**CA** : Chiffre d'Affaire

**CAF** : Capacité d'Auto Financement

**CASNON** : Caisse National Sécurité Social et Non Salaire

**CLT** : crédit à Long Terme

**CMT** : crédit à Moyen Terme

**CNAS** : Caisse National des Assurances Sociales Logo

**COVAX** : COVID-19 Vaccines Global Access

**COVID-19** : Corona virus 19

**CTCI** : Classification Types pour Commerce International

**DCT** : Dette à Court Terme

**DLMT** : Dette à Long et Moyen Terme

**EBE** : Excédent Brut d'Exploitation

**EENE** : Effet Escente Non Echu

**EPE** : Equipement de Production Individuel

**FNT** : flux Net de Trésorier

**FR** : Fond de Roulent

**FRN** : Fonds de Roulement Net d'une entreprise

**HT** : Hors Taxe

**IBS** : Impôt sur le Bénéfice

**IPC** : Indice des Prix à la Consommation

**L'OPEP** : L'organisation des Pays Exportateur

**LACAC** : Landing Craft Air Cushioned

**MSPRH** : Ministère de la Santé, Pollution et Réforme Hospitalier

**OMS** : Organisation Mondial de la Santé

**ONS** : Office National des Statistiques

**PCR** : Polymérase Chain Réaction

**PDG** : Président Direction Général

**PIB** : Produit Interne Brut

**RFR** : Ressource en Fond de Roulement

**SIG** : Solde Intermédiaire de Gestion

**SME** : Système Monétaire Européenne

**TCR** : température Coefficient of Resistance

**TVA** : Taxe sur la Valeur Ajouté

**VA** : Valeur Ajouté

## **Liste des tableaux**

**Tableau N°01** : Le nombre total de cas de COVID-19 dans le monde en septembre 2021, ainsi que le nombre des décès et des personnes récupérés.

**Tableau N°02** : Évolution des crédits à l'économie par type de maturité.

**Tableau N°03** : Variation de l'indice de la production industrielle par secteur d'activité 2021 2022 (secteur public national).

**Tableau N°04** : Évolutions annuelles en % des prix et volume des importations et des exportations des marchandises.

**Tableau N°05** : Les échanges extérieurs de marchandises en 2022.

**Tableau N°06** : Évolution des indices de valeurs unitaires à l'importation de marchandises par (CTCI).

**Tableau N°07** : Évolution de l'indice de volume des importations de marchandises par groupe de produits (CTCI).

**Tableau N°08** : Évolution de l'indice des valeurs courantes des importations de marchandises par groupe de produits (CTCI).

**Tableau N°09** : Évolution de l'indice de prix, de valeurs courantes et de volumes à l'exportation de marchandises.

**Tableau N°10** : Évolution de l'indice de valeurs unitaires à l'exportation de marchandises des produits hors hydrocarbures et par (CTCI).

**Tableau N°11** : Le bilan financier.

**Tableau N°12** : La taille des entreprises clientes de la BNA.

**Tableau N°13** : Les entreprises qui ont changé d'activité à cause de COVID-19.

**Tableau N°14** : les entreprises affecté par le COVID-19.

**Tableau N°15** : Les effets du COVID-19 sur le niveau de l'activité.

**Tableau N°16** : Les difficultés de financement confrontées par les entreprises pendant la période du COVID-19.

**Tableau N°17 :** Types de besoins de financement des entreprises.

**Tableau N°18 :** Les entreprises ont choisi le mode de financement de l'emprunt.

**Tableau N°19 :** Les raisons qui découragent les entreprises clientes de la BNA à investir.

**Tableau N°20 :** Les mesures prises par les entreprises pour faire face à la pandémie.

## **Liste des figures**

**Figure N°01 :** Evolution de nombre quotidien de neveux cas confirmes et nouveaux décès par le COVID-19 du 25 février 2020 au 5 décembre 2020 en Algérie.

**Figure N°02 :** Nombre de cas confirmés de COVID-19 par wilaya du 25 février 2020 au 17mai 2021.

**Figure N°03 :** Evolution du taux d'accroissement du PIB.

**Figure N°04 :** Evolution de la dette extérieure d'Algérie en million dollars.

**Figure N°05 :** Evolution de l'indice des prix à la consommation en Algérie (croissance annuelle en %).

**Figure N°06 :** Evolution de la formation brute de capital fixe en Algérie en dollar courant.

**Figure N°07 :** Evolution de la dépense de consommation finale des administrations publiques en algérien (en dollar courant).

**Figure N°08 :** Evolution du chômage en Algérie en % de la main d'ouvre totale.

**Figure N°09 :** Evolution des crédits accordés à l'économie par secteur juridique.

**Figure N°10 :** L'évolution des soldes commerciaux en milliard de DA.

**Figure N°11 :** logo de la BNA.

**Figure N°12 :** L'organisation de la direction finance participative.

**Figure N°13 :** Le secteur d'activité des entreprises.

**Figure N°14 :** Les entreprises qui sont affecté par le COVID-19.

**Figure N°15 :** catégories de demandes de financement des entreprises.

**Figure N°16 :** les intentions d'investissement des entreprises clientes de la BNA.

**Figure N°17:** le mode financement choisi par les entreprises clientes de la BNA.

**Figure N°18 :** les diverses catégories d'investissement envisagé par les entreprises pour la période de 2020 -2022.

**Figure N°19:** les motivations d'investissement des entreprises clients de la BNA durant 2020-2022.

# Sommaire

---

## Remerciement

## Dédicaces

## Sommaire

### Introduction générale

#### CHAPITRE 01 : contexte de la crise économique du covid-19 en Algérie

##### Introduction du chapitre

**Section 01 :** revue de littérature sur les crises économiques

**Section 02 :** état des lieux de la crise du covid-19 en Algérie

**Section 03 :** impact de la crise du covid-19 sur l'économie algérienne

##### Conclusion du chapitre

#### CHAPITRE 02 : le financement bancaire des projets d'investissement

##### Introduction du chapitre

**Section 01 :** définition et caractéristiques d'un projet d'investissement

**Section 02 :** notion de base sur le montage de crédit d'investissement

**Section 03 :** les risques et les garanties du crédit d'investissement

##### Conclusion du chapitre

#### CHAPITRE 03 : le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de La crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité

##### Introduction du chapitre

**Section 01 :** présentation de la direction BNA Bejaia

**Section 02 :** analyse de résultats d'enquête chez la BNA

# Sommaire

---

**Conclusion du chapitre**

**Conclusion général**

**Bibliographie**

**Annexes**

**Tables des matières**

# **Introduction Générale**

### **Introduction générale :**

La crise économique mondiale déclenchée par la pandémie de COVID-19 a eu un impact significatif sur l'Algérie, un pays déjà confronté à des défis économiques préexistants. La dépendance excessive aux revenus pétroliers, la nécessité de diversifier l'économie et les vulnérabilités structurelles ont été mises en évidence par la crise. La chute des prix du pétrole, les mesures de confinement et les restrictions ont conduit à une contraction économique, touchant particulièrement les secteurs clés comme l'énergie, le tourisme et le secteur manufacturier. Cette crise a révélé la nécessité de réformes économiques et de diversification des sources de revenus pour l'Algérie.

Le financement bancaire joue un rôle crucial dans le développement des projets d'investissement en Algérie. Avant la crise de la COVID-19, l'Algérie cherchait à diversifier son économie en investissant dans des projets ambitieux, mais la pandémie a exacerbé les défis existants. Le financement bancaire des projets d'investissement a été gravement impacté, avec une contraction des sources de financement et une approche plus prudente des banques en raison des risques accrus. Les entreprises et les investisseurs ont rencontré des difficultés pour obtenir les fonds nécessaires, surtout dans les secteurs les plus touchés par la crise. La crise a également souligné la nécessité de réformes structurelles dans le secteur bancaire algérien pour renforcer son soutien aux projets d'investissement et favoriser la croissance économique, notamment par la modernisation des pratiques, l'amélioration de la transparence et de la gouvernance, ainsi que l'adoption de mesures d'incitation.

La crise sanitaire de la COVID-19 a eu un impact majeur sur l'évolution du financement des projets d'investissements au sein de la Banque Nationale d'Algérie (BNA). Avant la crise, la BNA jouait un rôle clé dans le financement des projets d'investissements en Algérie, contribuant au développement économique du pays. Cependant, la pandémie a entraîné une contraction des sources de financement, rendant plus difficile l'accès aux ressources nécessaires. Les entreprises et les investisseurs ont été confrontés à des défis importants pour obtenir des prêts et des financements en raison de l'incertitude économique et de l'aversion accrue au risque. Les secteurs les plus touchés, tels que le tourisme, l'énergie et le secteur manufacturier, ont particulièrement souffert de la diminution des possibilités de financement. La crise a ainsi poussé la BNA à s'adapter et à réévaluer ses pratiques de financement pour faire face à cette nouvelle réalité économique.

### Question de recherche :

**Cette situation soulève une question cruciale qui guidera notre recherche :**

*Quel est l'impact de la crise sanitaire du COVID-19 sur l'évolution du financement des projets d'investissements au sein de la Banque Nationale d'Algérie (BNA) dans la wilaya de Bejaia?*

De cette problématique principale émergent plusieurs questions secondaires qui méritent d'être explorées :

- Quels sont les critères de sélection utilisés par la BNA pour accorder des financements aux projets d'investissements ?
- Quels sont les secteurs d'activité les plus touchés par la crise et comment cela influence-t-il sur le financement des projets d'investissements ?
- Quel est l'impact de la crise sanitaire sur les intentions d'investissements des clients de la BNA de Bejaia ?
- Quels sont les critères de choix du financement bancaires des investissements privilégiés par les clients de la BNA ?

### Les hypothèses retenues afin de répondre à notre problématique :

**H1 :** la BNA effectue une étude technico-économique et financière approfondie de toute demande de financement de projet d'investissement, afin de mieux cerner les risques inhérents. Et fixe sa décision en fonction du degré de rentabilité du projet.

**H2 :** la crise sanitaire de la COVID-19 a conduit à une diminution des ressources financières des entreprises, et une réticence des entrepreneurs à entamer de nouveaux projets d'investissements à la BNA.

**H3 :** La crise a conduit à une réduction de la demande de financement des projets d'investissements en raison de l'incertitude économique, l'insuffisance de l'assistance publique et de l'aversion au risque. Ce qui a induit à une baisse du niveau d'investissement.

Pour répondre à notre problématique de recherche sur l'impact de la crise COVID-19 sur le financement des projets d'investissement à la Banque Nationale d'Algérie (BNA), nous avons adopté une approche descriptive, analytique et statistique. Nous nous appuyerons sur les données des clients de la BNA ainsi que sur l'impact de la crise sanitaire pour mieux mener notre étude. Dans cette optique, nous avons choisi de collecter des données par le biais d'une enquête par questionnaire auprès des clients investisseurs de la BNA. Cette enquête nous permettra d'obtenir des informations précieuses pour atteindre notre objectif de recherche. Notre travail est divisé en trois chapitres principaux.

- Le premier chapitre traitera du contexte de la crise économique liée à la COVID-19 en Algérie. Nous examinerons les répercussions de cette crise sur l'économie du pays, en mettant l'accent sur les secteurs pertinents aux projets d'investissement.
- Le deuxième chapitre portera sur le financement bancaire des projets d'investissement en Algérie. Nous analyserons les mécanismes de financement existants et les rôles joués par les banques, en mettant en lumière les défis et les opportunités associés.
- Le troisième chapitre se concentrera sur l'évolution du financement des projets d'investissement à la BNA pendant la crise sanitaire de la COVID-19. Nous étudierons les impacts spécifiques de la crise sur le financement des projets d'investissement au sein de cette institution.
- Enfin, nous terminerons par une conclusion générale qui synthétise les principaux résultats obtenus.

# **Chapitre 01**

## **Contexte de la crise économique du covid-19 en Algérie**

**Introduction**

Les crises économiques ont été une caractéristique régulière de l'histoire économique mondiale, avec des périodes de forte croissance alternant avec des périodes de récession et de déclin économique. Certaines des crises les plus marquantes de l'histoire économique incluent la crise des tulipes en 1637, la crise de 1819, la crise de 1825, la Grande Dépression des années 1930, la crise de 1970, la crise de 1973, la crise de 1981, la crise de 1997, la crise de 2000, la crise de 2008 et la crise causée par la pandémie du COVID-19 de 2021 à 2022.

L'Algérie a été touchée par la crise de la COVID-19, une pandémie mondiale qui a eu un impact significatif sur la santé publique et l'économie du pays. Depuis l'apparition du virus en février 2020, les autorités algériennes ont pris des mesures pour contenir sa propagation et atténuer ses effets. La crise a eu un impact économique significatif sur l'Algérie. En tant que pays dont l'économie dépend en grande partie des revenus pétroliers, la baisse des prix du pétrole a eu des répercussions sur les finances publiques. Les mesures de confinement et les restrictions ont également entraîné une diminution de l'activité économique, en particulier dans les secteurs du commerce, du tourisme et de la restauration.

Cependant, les crises économiques peuvent également être des opportunités pour repenser les systèmes économiques et politiques existants, pour promouvoir l'innovation et la réforme, pour renforcer la réglementation financière et pour promouvoir une croissance plus équitable et durable.

Dans ce chapitre nous allons traiter en premier, la revue de littérature sur les crises économiques ensuite, état des lieux de la crise du covid-19 en Algérie et enfin l'impact de la crise du covid-19 sur l'économie algérienne.

**Section 01 : Revue de littérature sur les crises économiques**

Une crise économique est une période de perturbations économiques à grande échelle, caractérisée par une baisse significative de la croissance économique, de la production, des investissements et des revenus.

**1.1.La théorie keynésienne et la crise économique :**

La politique de stabilisation conjoncturelle est basée sur l'analyse keynésienne et sur le principe multiplicateur. La crise serait marquée par une insuffisance de la demande globale qui provoque un sous-emploi des capacités de production et l'apparition d'un chômage conjoncturel. Dans un contexte d'incertitude, la dépression peut s'autoalimenter. La baisse des revenus pénalise la consommation et favorise l'épargne de précaution et favorise l'épargne de précaution. La baisse perspectives de débouchés alimente le pessimisme des chefs d'entreprise et freine l'investissement. La dépression s'amplifie.

Dans un tel contexte, la demande publique peut prendre le relais d'une demande privée insuffisante. L'objectif est de « réamorcer la pompe », le temps que la croissance reparte, que les inquiétudes disparaissent, que l'optimisme des entrepreneurs revienne. La politique budgétaire consiste alors à augmenter les dépenses publiques. Outre son effet direct sur la production et la croissance, la hausse de la demande publique a également un effet indirect. Parce qu'elle permet la distribution de revenus supplémentaires, elle provoque l'augmentation de la consommation des ménages, voire la reprise de l'investissement (par un effet accélérateur). Au final, la production aura bien davantage augmenté que l'impulsion budgétaire initiale, mécanisme connu sous la dénomination d'« effet multiplicateur ».

La politique économique peut agir sur la demande globale par d'autres biais, de façon plus indirecte. Les pouvoirs publics peuvent stimuler la consommation par la politique fiscale (baisse des taxes ou des impôts). Cette politique est censée agir plus rapidement sur la demande, mais dans le cas d'une baisse des impôts, être moins efficace comme facteur de relance, une partie du revenu supplémentaire distribué aux ménages étant épargnée. La politique monétaire peut également être mobilisée. L'injection de liquidités et/ou la baisse des taux d'intérêt auxquels les banques se financent doivent permettre de relancer l'investissement. En économie ouverte, parce que la baisse des taux d'intérêt provoque la dépréciation du taux de change elle peut également favoriser les exportations. Enfin, dans une optique plus classique, elle peut aussi inciter à la consommation en rendant l'épargne moins attractive et le recours au crédit plus intéressant.

## 1.2. Les grandes crises économiques

### 1.2.1. La crise économique de 1637 : la première panique :

La crise économique de 1637, également connue sous le nom de « Tulipomanie » ou « Crise des tulipes », était un événement important dans l'histoire économique des Pays-Bas. Elle a été provoquée par une spéculation excessive sur le prix des tulipes, qui étaient alors très prisées et considérées comme une forme de statut social.

Au cours de cette période, les tulipes étaient devenues une véritable obsession pour de nombreux investisseurs, qui achetaient et vendaient des bulbes de tulipes à des prix exorbitants. La spéculation s'est intensifiée jusqu'à ce que les prix atteignent des niveaux insoutenables. Les bulbes de tulipes rares étaient échangés à des prix astronomiques, dépassant largement la valeur de biens de première nécessité ou même de propriétés immobilières.

Cependant, à un moment donné, la confiance des investisseurs s'est effondrée et les prix des tulipes se sont effondrés rapidement et de manière spectaculaire. Cela a entraîné des pertes financières énormes pour de nombreux spéculateurs, certains perdant la totalité de leur fortune. La crise de la tulipe est souvent citée comme l'un des premiers exemples de bulle spéculative et de krach boursier de l'histoire. La crise économique de 1637 a eu des répercussions importantes sur l'économie néerlandaise de l'époque, provoquant une période de récession et de difficultés financières. Cependant, il convient de noter que la crise n'a pas eu d'impact majeur sur l'économie mondiale dans son ensemble, car elle était largement limitée aux Pays-Bas et à certains cercles d'investisseurs spécifiques. La crise de la tulipe est souvent étudiée par les économistes et les historiens comme un exemple de l'irrationalité des bulles spéculatives et des dangers de la surévaluation des actifs financiers. Elle reste un événement marquant dans l'histoire économique et financière, soulignant les risques associés à la spéculation excessive et à l'engouement pour des actifs à la mode.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> LOTH. D, La crise, ces causes, ces conséquences. Les voies de sortie, UPE, Edition pubibook université : économie et gestion, science économique, 55p.

**1.2.2. La crise de 1929**

Également connue sous le nom de « krach boursier de 1929 », est considérée comme la plus grave crise économique du XXème siècle. Elle a été déclenchée par le krach boursier de Wall Street aux États-Unis le 24 octobre 1929. Cette crise s'est rapidement propagée au reste du monde, entraînant une période de récession économique mondiale qui a duré plusieurs années et a eu un impact significatif sur l'ensemble de la population, en particulier les travailleurs et les agriculteurs.

La crise de 1929 a conduit à une prise de conscience de la nécessité de mettre en place des régulations financières pour prévenir de futures crises. Ce contexte a également contribué à la montée du keynésianisme, une théorie économique qui préconisait une intervention étatique plus forte dans l'économie pour stabiliser les cycles économiques. La crise de 1929 a été causée par un certain nombre de facteurs, notamment :

- Une spéculation excessive sur les marchés boursiers avec l'utilisation de l'effet de levier.
- Une surproduction industrielle qui a conduit à une baisse des prix et à une chute de la demande pour les produits.
- Une situation de surendettement des entreprises et des particuliers, notamment pour financer l'achat d'actions en bourse.
- Une politique monétaire inadaptée avec une trop faible régulation des banques.

Les conséquences de la crise de 1929 ont été très graves :

- Une importante chute de la production et du commerce à l'échelle mondiale ;
- Une hausse importante du chômage : les travailleurs ont perdu leur emploi et les entreprises ont fait faillite.
- Une déflation : la baisse des prix a compliqué la situation économique, car elle a entraîné une baisse de la demande pour les biens et services.
- Une montée du protectionnisme avec l'instauration de mesures économiques visant à limiter les échanges commerciaux entre les pays.

Ces conséquences ont eu des répercussions à long terme, notamment sur les politiques

Économiques des gouvernements, comme la mise en place de réglementations plus strictes pour réguler les marchés financiers et éviter de futures crises économiques.<sup>2</sup>

### **1.2.3. La crise causée par la seconde guerre mondiale**

La Seconde Guerre mondiale en 1939 a entraîné une diminution significative de richesse produite dans les pays touchés par le conflit. Les pays ayant participé aux combats ont dû mobiliser des ressources importantes pour financer la guerre, ce qui a entraîné une hausse de la dette et des impôts.

En outre, l'économie de guerre a souvent entraîné une réduction de la production de biens et de services civils, et des perturbations dans les échanges commerciaux et les flux de capitaux. En conséquence, les économies touchées ont connu un plongeon de la richesse produite, une hausse du chômage et une détérioration des conditions de vie pour de nombreux citoyens. Toutefois, la reconstruction après la guerre a également eu un impact sur l'économie, offrant des opportunités de croissance et de développement dans de nombreux pays touchés.

### **1.2.4. La crise 2008**

La crise de 2008 est une crise économique mondiale qui a commencé en 2007 avec la crise des subprimes aux États-Unis, et qui s'est propagée à travers de nombreux secteurs économiques et pays. Elle a entraîné une chute des valeurs boursières, une hausse du chômage et une baisse de la confiance des consommateurs et des investisseurs. Les causes de la crise comprennent l'excès de crédit, l'inflation immobilière, la réglementation insuffisante des marchés financiers, et d'autres facteurs économiques et politiques. La crise a eu un impact important sur l'économie mondiale et a conduit à des réformes financières et bancaires importantes dans de nombreux pays. Les gouvernements ont lancé des plans de relance économique et des politiques monétaires pour stimuler la croissance et protéger l'emploi. Malgré ces mesures, cependant, les effets de la crise de 2008 ont été ressentis pendant de nombreuses années<sup>3</sup>

---

<sup>2</sup>Lemoine, F. (2010). Crises et cycles : théorie économique et politique de la crise. La Découverte

<sup>3</sup>Bouda, L, BOUATMANE, S, L'impact de la crise des subprimes sur les secteurs bancaires et assurantielle, master en science économique, option : monnaie banque et environnement international, promotion : 2013

**1.2.5. La crise du coronavirus**

La crise du COVID-19, également connue sous le nom de crise sanitaire du coronavirus, est une crise économique mondiale causée par la pandémie de COVID-19. Elle se réfère spécifiquement aux impacts économiques négatifs résultant de la propagation du virus et des mesures prises pour contenir sa propagation.

Cette crise économique a été déclenchée par les mesures de confinement, les restrictions de déplacement et les fermetures d'entreprises mises en place par de nombreux gouvernements pour limiter la propagation du virus. Ces mesures ont entraîné une contraction de l'activité économique dans de nombreux secteurs, affectant les entreprises, les travailleurs et les consommateurs.

La crise du COVID-19 a eu un large éventail d'effets économiques :

- Ralentissement économique
- Chômage et perte d'emplois
- Perte de revenus
- Faillites d'entreprises
- Volatilité des marchés financiers
- Intervention gouvernementale et mesures de relance

Il convient de noter que la crise du COVID-19 a eu des impacts économiques différents dans différents pays, en fonction de facteurs tels que la gravité de la pandémie, les mesures prises par les gouvernements, la structure économique et la résilience du système de santé.

Après avoir étudié la littérature sur les crises économiques, il est clair que ces événements ont des conséquences économiques dévastatrices pour les pays touchés. Les crises économiques peuvent être causées par une variété de facteurs, notamment des crises financières, des crises monétaires, des crises de la dette, des crises politiques et des crises sanitaires.<sup>4</sup>

**Section 02 : Etat des lieux de la crise du covid-19 en Algérie**

L'Algérie a été confrontée à la crise du COVID-19, une pandémie mondiale qui a eu

---

<sup>4</sup> BONIFAK. P, « mondialisation et conflits, duel, Chin, Etats-Unis covid-19 qui dirige le monde », Edition ARMOND Coline, paris, 2021.

un Impact significatif sur la santé publique, l'économie et la société du pays. Depuis l'apparition du virus en Algérie, les autorités ont pris des mesures pour contenir sa propagation et atténuer ses effets sur la population.

### **2.1. Généralités sur le Covid-19 :**

Les coronavirus sont une famille de virus qui peuvent provoquer une variété de maladies chez l'homme.

La transmission symptomatique de la COVID-19 fait référence à la transmission du virus à partir de personnes présentant des symptômes. Des études épidémiologiques et virologiques suggèrent que la transmission se produit principalement entre des personnes symptomatiques en contact étroit avec d'autres personnes, Des études cliniques et virologiques ont montré que la plus forte excrétion du virus se produit dans les voies respiratoires supérieures (nez et gorge) au début de la maladie, dans les 3 jours qui suivent l'apparition des symptômes. La période d'incubation de la COVID-19, c'est-à-dire le temps écoulé entre l'exposition au virus et l'apparition des symptômes, est en moyenne de 5-6 jours, mais peut aller jusqu'à 14 jours.

Les précautions standard comprennent l'hygiène des mains et l'utilisation d'équipements de protection individuelle (EPI) en cas de risque de contact avec le sang, les liquides biologiques, les sécrétions (y compris les sécrétions respiratoires) et la peau lésée des patients dans les hôpitaux. Ces précautions comprennent également le placement approprié du patient, la prévention des piqûres d'aiguille accidentelles ou des blessures par objets tranchants, la gestion sûre des déchets, le nettoyage et la désinfection du matériel, ainsi que l'assainissement de l'environnement.

### **2.2. Définition du covid-19 :**

La COVID-19 est une maladie infectieuse causée par un nouveau coronavirus découvert en décembre 2019. Ce virus, appelé SARS-CoV-2, se propage principalement par les gouttelettes respiratoires émises lorsque les personnes infectées toussent, éternuent ou parlent. Les symptômes de la COVID-19 peuvent varier en gravité, allant d'une infection légère à une maladie grave, voire mortelle, en particulier chez les personnes âgées et celles ayant des problèmes de santé sous-jacents. Les symptômes les plus courants comprennent de la fièvre, de la toux et des difficultés respiratoires. La COVID-19 a été déclarée pandémie par

l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en mars 2020 et a eu un impact majeur sur la santé publique, l'économie et la société dans le monde entier.<sup>5</sup>

### **2.3. Apparition et propagation de la crise sanitaire covid-19 :**

L'apparition du virus a été associée à un marché de fruits de mer à Wuhan, où des animaux sauvages étaient vendus. On pense que le virus aurait été transmis à l'homme à partir d'animaux infectés, puis se serait propagé de personne à personne. La nature hautement contagieuse du virus a conduit à une propagation rapide à l'échelle mondiale.

Le COVID-19 se propage principalement par des gouttelettes respiratoires lorsqu'une personne infectée tousse, éternue, parle ou respire. Le virus peut également survivre sur des surfaces pendant une certaine période, ce qui facilite sa transmission par contact direct. Cette combinaison de transmission aérienne et de contamination des surfaces a contribué à la propagation rapide du virus dans les communautés.

La mondialisation et les voyages internationaux ont également joué un rôle majeur dans la propagation du virus. Les déplacements fréquents et les échanges commerciaux ont facilité la diffusion du virus d'un pays à l'autre. Les grandes concentrations de populations, comme les zones urbaines densément peuplées, ont favorisé la transmission communautaire du virus.

La propagation du COVID-19 a été amplifiée par des facteurs tels que les rassemblements sociaux, les voyages non essentiels et le non-respect des mesures préventives telles que le port de masques faciaux et la distanciation sociale. Les personnes infectées, souvent asymptomatiques, ont pu propager le virus sans le savoir, ce qui a rendu difficile le contrôle de sa propagation

En conclusion, l'apparition et la propagation du COVID-19 ont été rapides et ont entraîné des conséquences dévastatrices sur la santé publique et l'économie mondiale. La nature hautement contagieuse du virus, combinée à la mondialisation et aux voyages internationaux, a facilité sa propagation à travers les frontières. La lutte contre cette pandémie

---

<sup>5</sup> Ammiche. S, Mazazi. L, « l'impact de la crise sanitaire covid-19 sur le secteur bancaire », Mémoire de Master en science économique, option : économie monétaire et bancaire, université de Bejaia, promotion : 2021

nécessite une coopération mondiale, des mesures de santé publique efficaces et des investissements dans la recherche médicale pour prévenir de futures crises similaires.<sup>6</sup>

#### **2.4. COVID-19 dans le monde :**

La pandémie de COVID-19, a connu une propagation rapide à travers le monde, a représenté une situation inédite à l'échelle planétaire. Les autorités sanitaires mondiales, y compris l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ont mis en place des mesures pour endiguer la propagation du virus et réduire le nombre de nouvelles infections. Pour y parvenir, les gouvernements nationaux ont adopté des politiques drastiques, telles que la fermeture des frontières, l'imposition de quarantaines obligatoires, des restrictions à la circulation, l'interdiction des rassemblements de masse, ainsi que la mise en confinement de villes et de pays entiers. Ces mesures ont entraîné d'importants bouleversements dans la vie quotidienne des individus et ont eu un impact considérable sur l'activité des entreprises. Au cours des semaines suivantes, le virus s'est propagé à d'autres pays d'Asie, puis à l'Iran et à l'Italie, où il a causé des flambées importantes. Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a qualifié la situation de pandémie, ce qui signifie que le virus se propageait dans le monde entier.

Depuis lors, la pandémie COVID-19 a touché tous les continents et a entraîné des millions de cas et de décès dans le monde entier. Les gouvernements ont mis en place des mesures de confinement, de distanciation sociale et de fermeture d'entreprises pour ralentir la propagation du virus. Les efforts de vaccination à grande échelle sont également en cours pour mettre fin à la pandémie<sup>7</sup>

#### **2.5. Vaccin contre le covid-19 :**

Le 18 février 2021, au moins sept vaccins différents avaient été mis à disposition dans les pays par l'intermédiaire de trois plateformes, et plus de 200 vaccins candidats étaient en cours de mise au point, dont plus d'une soixantaine étaient en phase de développement clinique. La vaccination devait viser en priorité les populations vulnérables dans tous les pays. Le mécanisme COVAX, faisant partie de l'Accélérateur ACT créé par l'OMS et ses partenaires en 2020, visait à accélérer la mise au point de vaccins sûrs et efficaces contre la

---

<sup>6</sup> GAUTHER. C, PHD, « l'impact de la covid-19 sur la croissance économique », Mémoire de master du maitrise, université du Québec en Outaouais, octobre2020

<sup>7</sup>(L'Organisation mondiale de la santé (OMS))

COVID-19, contribuer au développement des moyens de production, et collaborer avec les gouvernements et les fabricants pour garantir une répartition juste et équitable des vaccins entre tous les pays, ce qui en faisait la seule initiative mondiale visant cet objectif.

Le 27 juin 2021, l'université d'Oxford et le laboratoire Astra Zeneca ont commencé à tester un vaccin contre le variant Beta, anciennement connu sous le nom de « variant sud-africain ». Environ 2 250 participants seraient recrutés au Royaume-Uni, en Afrique du Sud, au Brésil et en Pologne dans le cadre des phases II et III de ces essais cliniques sur les êtres humains. Le candidat vaccin utilisait la même technologie « à vecteur viral » (adénovirus) que celui actuellement déployé contre le COVID-19 dans le monde.<sup>8</sup>

### **2.6. Les pays les plus touchée par covid-19 :**

Au 25 juin 2021, les comptages de l'Université Johns Hopkins ont recensé plus de 180 millions de cas confirmés de COVID-19 dans le monde (180 003 355). Selon le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, ce nombre s'élève à 179 075 604 entre le 31 décembre 2019 et le 20 juin 2021. Toutefois, ces chiffres peuvent varier selon les définitions de cas et les stratégies de dépistage adoptées par chaque pays. Malheureusement, la pandémie continue de causer des pertes en vies humaines. Au 25 juin, les comptages de l'Université Johns Hopkins et du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies ont dénombré plus de 3,9 millions de décès liés au COVID-19 (respectivement 3 900 535 et 3 876 675 entre le 31 décembre 2019 et le 13 juin). L'Université Johns Hopkins est largement reconnue pour ses données sur la pandémie de COVID-19. Selon les données recueillies par l'Université Johns Hopkins en septembre 2021, le nombre estimé de cas confirmés de COVID-19 dans le monde était d'environ 222 millions.<sup>9</sup>

---

<sup>8</sup> L'organisation mondiale de la santé (O.M.S)

<sup>9</sup>(Organisation internationale du travail) édition 2020

**Tableau N°01: le nombre total de cas de COVID-19 dans le monde en septembre 2021, ainsi que le nombre de décès et de personnes récupérées**

Position	Pays	Nombre total de cas confirmés	Nombre de décès	Nombre de personnes récupérées
1	États-Unis	Plus de 42 millions	Plus de 673 000	Plus de 32 millions
2	Inde	Plus de 33 millions	Plus de 442 000	Plus de 32 millions
3	Brésil	Plus de 21 millions	Plus de 590 000	Plus de 20 millions
4	Russie	Plus de 7 millions	Plus de 196 000	Plus de 6 millions
5	France	Plus de 7 millions	Plus de 117 000	Plus de 6 millions
6	Royaume-Uni	Plus de 7 millions	Plus de 135 000	Plus de 2 millions
7	Turquie	Plus de 6 millions	Plus de 52 000	Plus de 5 millions
8	Argentine	Plus de 5 millions	Plus de 115 000	Plus de 4 millions
9	Colombie	Plus de 4 millions	Plus de 103 000	Plus de 4 millions
10	Espagne	Plus de 4 millions	Plus de 84 000	Plus de 3 millions

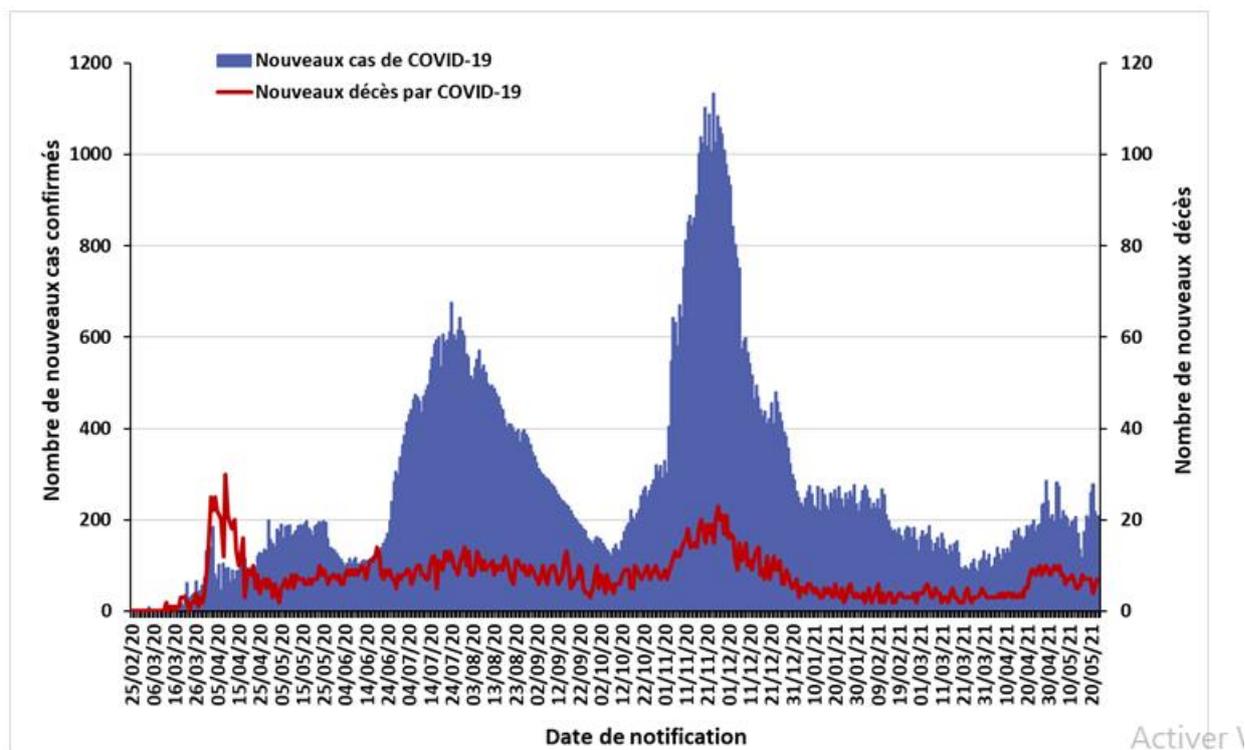
Source : Données de L'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

### 2.7. Apparition du COVID-19 en Algérie :

Le 25 février 2020, le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière (MSPRH) de l'Algérie a annoncé le premier cas de COVID-19. Il s'agissait d'un Italien originaire de Lombardie, l'une des régions les plus touchées en Italie, qui était arrivé le 18 février sur la base Menzel LEDJMET Est dans la wilaya d'Ouargla. L'homme a été testé positif au SARS-COV-2 en laboratoire avant d'être rapatrié en Italie par un vol spécial, tandis que les travailleurs qui étaient en contact avec lui ont été confinés. Le 1<sup>er</sup> mars, deux autres cas ont été confirmés positifs : une femme de 53 ans et sa fille de 24 ans dans la wilaya de Blida. Deux jours plus tard, deux autres membres de la même famille ont également été testés positifs, portant le nombre total de cas à cinq, tous des résidents français.<sup>10</sup>

Depuis le début de la pandémie, l'Algérie a connu deux vagues, la première allant du 25 février 2020 au 13 octobre avec un pic de 675 cas le 24 juillet, et la deuxième allant du 14 octobre 2020 au février 2021 avec un pic de 1 085 cas.

**Figure N°01 : évolution du nombre quotidien de nouveaux cas confirmés et nouveaux décès par COVID-19 du 25 février 2020 au 05 décembre 2021 en Algérie**



Source: Organisation mondiale de la santé

<sup>10</sup> Algérie : rapport de situation sur l'épidémie du COVID-19(2021)-Alegria

### 2.8. Description Épidémiologique par wilaya :

La situation épidémiologique du COVID-19 en Algérie varie d'une wilaya à l'autre. Jusqu'au 24 mai 2021, la wilaya de Blida avait le plus grand nombre de cas confirmés avec 15 583 cas, suivie de la wilaya d'Alger avec 11 312 cas. D'autres wilayas avec des nombres élevés de cas confirmés incluent Oran avec 8 153 cas, Bejaia avec 6 773 cas et Tizi Ouzou avec 6 232 cas.

Cependant, il est important de noter que les chiffres officiels peuvent ne pas refléter la situation réelle, car de nombreux cas peuvent ne pas être diagnostiqués ou signalés. Il est donc essentiel de respecter les mesures de prévention telles que le port du masque, le lavage fréquent des mains et la distanciation physique pour réduire la propagation du virus.

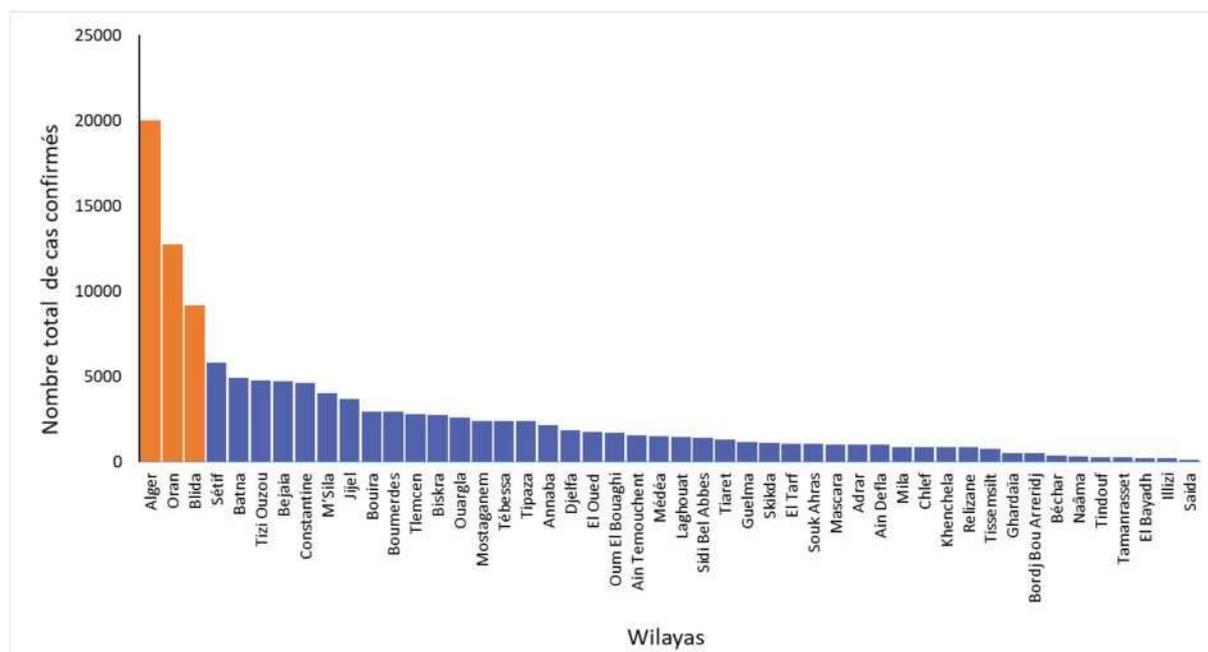
En mai 2021, les wilayas d'Alger, Oran et Blida comptabilisaient toujours le plus grand nombre de cas rapportés avec 19 998, 12 758 et 9 195 cas respectivement (figure 4), ce qui représente 33% des cas signalés dans le pays. En termes d'incidence, ces wilayas demeurent les trois wilayas ayant les taux d'incidence les plus élevés, suivies des wilayas de Jijel et Bejaia (avec une incidence supérieure à 450 cas pour 100 000 habitants dans ces cinq wilayas).

Au cours des 14 derniers jours (du 04 au 17 mai), quatre wilayas ont enregistré un taux de croissance égal ou supérieur à 5% : la wilaya de Béchar (7,3%) avec 27 cas, la wilaya d'Illizi (7,9%) avec 12 cas, la wilaya de M'Sila (5,4%) avec 205 cas et la wilaya d'Ouargla (5%) avec 124 cas. Deux wilayas n'ont signalé aucun cas au cours de cette période de 14 jours : la wilaya de Ghardaïa et la wilaya de Tamanrasset.<sup>11</sup>

**Figure N°02 : Nombre de cas confirmés de COVID-19 par wilaya du 25 février 2020 au 17 mai 2021.**

---

<sup>11</sup> Covid-19/vaccin : l'Algérie à acquise jusqu'à présent près de 2.5million de doses  
Site : <https://www.aps.dz/juin> 2021)



Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'OMS

## 2.9. Vaccination COVID-19 en Algérie :

En décembre 2020, le président de la République a demandé au Premier ministre de réunir le gouvernement en urgence pour choisir un vaccin et commencer la vaccination en janvier 2021. Le 30 décembre, le gouvernement a annoncé l'acquisition de doses du vaccin russe Sputnik V et le 13 janvier 2021, la commande d'un vaccin chinois a également été annoncée. La campagne de vaccination a débuté le 31 janvier 2021 avec 80 000 doses de Sputnik V. En fin janvier 2021, l'Algérie a reçu 50 000 doses de Sputnik V et d'Astra Zeneca, ainsi qu'un don de 200 000 doses de vaccin Sinopharm de la Chine à la fin de février 2021.<sup>12</sup> En avril 2021, un don de 364 800 doses d'Astra Zeneca a été réceptionné à Alger du programme Covax. Le 21 mai 2021, 758 400 doses du vaccin Astra Zeneca du programme Covax ont été réceptionnées, suivies de 170 000 doses du vaccin Sputnik V plus tard dans le mois.<sup>13</sup>

<sup>12</sup> Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière en Algérie : Le site officiel du ministère de la Santé publie des communiqués et des mises à jour régulières sur la situation de la COVID-19 en Algérie. (Site web : <http://www.sante.gov.dz/>)

<sup>13</sup> Thèse impact de la crise sanitaire COVID-19 sur l'activité bancaire en Algérie cas de la wilaya de Bejaia, Benaouf, Bouiche, Mahfoud Nacera, master en sciences économiques : économie monétaire et bancaire : université Abderrahmane mira de Bejaia : 2021

Selon le ministère de la Santé, le nombre de vaccins acquis par l'Algérie jusqu'au 6 juin 2021 s'élève à environ 2,5 millions de doses de types Sinovac et Astra Zeneca, avec l'acquisition annoncée de 5 millions de doses supplémentaires en juin. Le ministère a également rassuré que tous les vaccins offerts sont sûrs et que l'Algérie a réussi à assurer suffisamment de doses grâce au dispositif Covax mis en place par l'OMS et aux accords avec des producteurs, permettant ainsi le passage à la deuxième phase de vaccination.<sup>14</sup>

### **2.10. Les mesures sanitaires prises par le gouvernement algérien :**

Depuis le début de la pandémie, le gouvernement algérien a pris plusieurs mesures sanitaires pour limiter la propagation du virus. Parmi ces mesures, on peut citer l'obligation de porter un masque dans les lieux publics avec des mesures de sanctions en cas de non-respect, l'arrêt de la circulation entre les wilayas, la fermeture des commerces secondaires et la limitation de l'heure d'ouverture jusqu'à 15 heures après leur réouverture, la fermeture des frontières depuis le 28 juin 2020, l'instauration d'un couvre-feu à 15 heures, puis à 17 heures et à 20 heures en fonction de l'évolution de la pandémie et selon les wilayas, la limitation du nombre de voyageurs à 50% après autorisation de circulation, la fermeture des restaurants et cafétérias qui ont été autorisés à offrir uniquement des plats à emporter, et l'interdiction de tout rassemblement dans les lieux publics, les célébrations de fêtes et les funérailles.

Voici quelque mesure prises par le gouvernement algérien :

#### **2.10.1. Fermeture des frontières :**

Le gouvernement algérien a pris des mesures Restrictives en matière de voyage pour réduire la propagation de la pandémie. À partir du 3 février 2020, la compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé la suspension de ses vols vers la Chine et Milan en Italie. L'Algérie et le Maroc ont également convenu de suspendre temporairement les vols à partir du 12 mars. Du 13 mars au 16 mars, Air Algérie a suspendu temporairement tous ses vols de et vers la France, à l'exception des vols au départ d'Alger, Oran et Constantine. Le Premier ministre algérien a ordonné la suspension temporaire de toutes les liaisons aériennes entre

---

<sup>14</sup> Organisation mondiale de la Santé (OMS).  
(Site web : <https://www.who.int/fr>)

l'Algérie et la France, ainsi que la suspension de tous les vols de et vers l'Espagne, la Tunisie, l'Égypte, les Émirats arabes unis, le Qatar et la Jordanie à partir du 16 mars.<sup>15</sup>

### **2.10.2. Confinement :**

Le 23 mars, le président de la République algérienne a annoncé de nouvelles mesures restrictives pour lutter contre la propagation du COVID-19. Parmi ces mesures, il y avait la mise en place d'un confinement partiel dans la wilaya de Blida, dans la wilaya d'Alger, de 19 heures à 7 heures du matin, avec l'interdiction de tout rassemblement de plus de deux personnes. Les salles de fêtes, les cafés, les restaurants et les magasins ont été fermés, à l'exception de ceux vendant des produits alimentaires, sur l'ensemble du territoire national. De plus, la distanciation physique a été imposée dans tous les établissements et lieux recevant du public, et la circulation des taxis a été interdite sur tout le territoire national.

### **2.10.3. Création d'une commission et d'un comité de suivi :**

Le 21 mars 2020, une commission nationale de veille et de suivi de l'évolution de l'épidémie de COVID-19 en Algérie a été créée, regroupant des représentants de différents secteurs, notamment de la santé, de l'industrie pharmaceutique et de la communication. Un comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de COVID-19 a également été créé. Cette décision a été prise en application des mesures de confinement total ou partiel dans certaines wilayas en Algérie, en date du 27 mars. La commission a pour mission de tenir le public informé de la situation de l'épidémie dans le pays, de publier les statistiques relatives à la contagion, ainsi que les mesures et précautions prises pour faire face à cette épidémie.<sup>16</sup> Le comité est présidé par le ministre de la Santé, Abderrahmane Ben Bouzid, et est composé de dix autres experts, notamment des infectiologues et des épidémiologistes.<sup>17</sup>

### **2.10.4. Port du masque et Distanciation sociale :**

Le port du masque facial est obligatoire dans les lieux publics, les transports en commun et les espaces clos. Des campagnes de sensibilisation ont été menées pour encourager la population à porter des masques et à respecter les mesures d'hygiène. Les mesures de

---

<sup>15</sup> <https://www.gide.com/fr/actualités/covid-19-alerie>

<sup>16</sup>Rapport N°3339 Sur la situation de l'épidémie du covid-19 en Algérie, 2021

<sup>17</sup> Les conséquences économiques du covid-19 et ses enjeux géopolitiques/IRIS

distanciation sociale, telles que maintenir une distance minimale d'un mètre entre les individus, ont été encouragés et appliquées dans les espaces publics.<sup>18</sup>

#### **2.10.5. Campagnes de Sensibilisation et information, dépistage et de vaccination :**

##### **2.10.5.1. Campagnes de dépistage :**

Des centres de dépistage ont été mis en place Dans différentes régions du pays, notamment dans les hôpitaux, les centres de santé et les laboratoires. Les tests de dépistage, tels que les tests PCR et les tests antigéniques, sont réalisés pour détecter les cas positifs de COVID-19. Les personnes présentant des symptômes ou ayant été en contact avec des cas confirmés sont encouragées à se faire dépister.

##### **2.10.5.2. Campagnes de vaccination :**

L'Algérie a lancé une campagne de Vaccination contre la COVID-19 pour vacciner sa population. Différents types de vaccins ont été utilisés, notamment le vaccin SINOVAC, le vaccin SPUTNIK V et le vaccin Astra Zeneca. Les vaccins sont administrés gratuitement dans les centres de vaccination désignés. Les autorités ont établi des priorités pour la vaccination en commençant par les personnels de santé, les personnes âgées et les personnes atteintes de maladies chroniques, puis en élargissant la vaccination à d'autres groupes de la population.<sup>19</sup>

##### **2.10.5.3. Sensibilisation et information :**

Des campagnes de sensibilisation ont été Menées pour Informer la population sur l'importance de se faire dépister et de se faire vacciner. Des messages de prévention et d'hygiène, tels que le lavage fréquent des mains, le port du masque et le respect de la distanciation sociale, ont également été diffusés pour promouvoir les mesures de protection individuelle et collective.

Il est important de noter que les campagnes de dépistage et de vaccination peuvent évoluer en fonction de l'approvisionnement en vaccins, des priorités de vaccination et de la situation épidémiologique. Pour obtenir des informations précises et à jour sur les campagnes de dépistage et de vaccination en Algérie, il est recommandé de consulter les sources officielles, telles que le ministère de la Santé algérien et les autorités sanitaires locales.

---

<sup>18</sup> Coronavirus : « air Algérie suspend ses vols vers la France et l'Espagne », sur Algérie Eco

<sup>19</sup> [www.bankofalgeria.dz](http://www.bankofalgeria.dz)

**2.10.5.4. Isolement des ressortissants algériens rapatriés :**

Lorsque des ressortissants algériens sont rapatriés dans le cadre de mesures de rapatriement organisées par le gouvernement algérien, des protocoles d'isolement peuvent être mis en place pour assurer leur sécurité sanitaire et limiter la propagation de la COVID-19. Les mesures d'isolement peuvent varier en fonction de la situation épidémiologique et des recommandations des autorités sanitaires.

En général, les ressortissants algériens rapatriés peuvent être soumis à l'une des mesures suivantes :

- **Isolement à domicile :** Les personnes rapatriées peuvent être invitées à s'isoler à leur domicile pendant une période déterminée. Pendant cette période, il leur est demandé de respecter strictement les mesures d'hygiène et de distanciation sociale, de porter un masque facial et d'éviter les contacts étroits avec d'autres membres de leur foyer.<sup>20</sup>
- **Isolement en quarantaine :** Dans certains cas, les personnes rapatriées peuvent être placées en quarantaine dans des établissements désignés, tels que des hôtels ou des centres d'hébergement. Pendant la quarantaine, les individus sont surveillés de près pour détecter tout symptôme de la COVID-19. Des tests de dépistage peuvent également être effectués pendant cette période.
- **Suivi médical :** Les ressortissants algériens rapatriés peuvent être soumis à un suivi médical régulier, que ce soit à domicile ou dans un établissement de quarantaine. Cela peut inclure des consultations médicales virtuelles, des appels téléphoniques ou des visites régulières d'équipes médicales pour surveiller leur état de santé.<sup>21</sup>

En conclusion, la pandémie de COVID-19 a eu des répercussions profondes et durables à l'échelle mondiale. Elle a mis en lumière la fragilité de nos systèmes de santé, de nos économies et de notre mode de vie. La crise a mis à l'épreuve la résilience des nations et a révélé à la fois des lacunes et des forces dans notre réponse collective. Nous avons été témoins de la solidarité internationale, de l'innovation scientifique et de l'adaptabilité face à des circonstances sans précédent.

---

<sup>20</sup> Analyse rapide de l'impact socio-économique du covid-19 sur l'Algérie, juin 2020

<sup>21</sup> Chanoune.H, Boukrif. M, « l'effet de confinement causé par la pandémie du covid-19 sur le secteur de commerce en Algérie », 2020.

**Section 03 : impact de la crise du covid-19 sur l'économie algérienne**

Avant même l'arrivée de la crise du virus du Covid-19 en Algérie, l'économie du pays était déjà affaiblie par le choc pétrolier de 2015. En effet, la croissance insignifiante du PIB (1% en 2019 contre 1.4% en 2018) s'expliquait déjà par l'évolution négative de la production et des prix des hydrocarbures, ainsi que par la faiblesse de diversification de l'économie algérienne. Un ralentissement de la croissance a été enregistré même dans les secteurs hors hydrocarbures vu que ces secteurs dépendent soit des recettes de l'Etat ou des exportations affectés aussi par la crise mondialisée. Au niveau des équilibres externes, les importations ont décliné en 2019 de 9.5% par rapport à 2018 et représentent 24.3% du PIB en 2019. Ceci s'explique en grande partie par la réduction de la consommation privée due à la baisse du pouvoir d'achat des ménages. Il convient à cet effet de rappeler que l'Algérie est un importateur net de produits alimentaires.

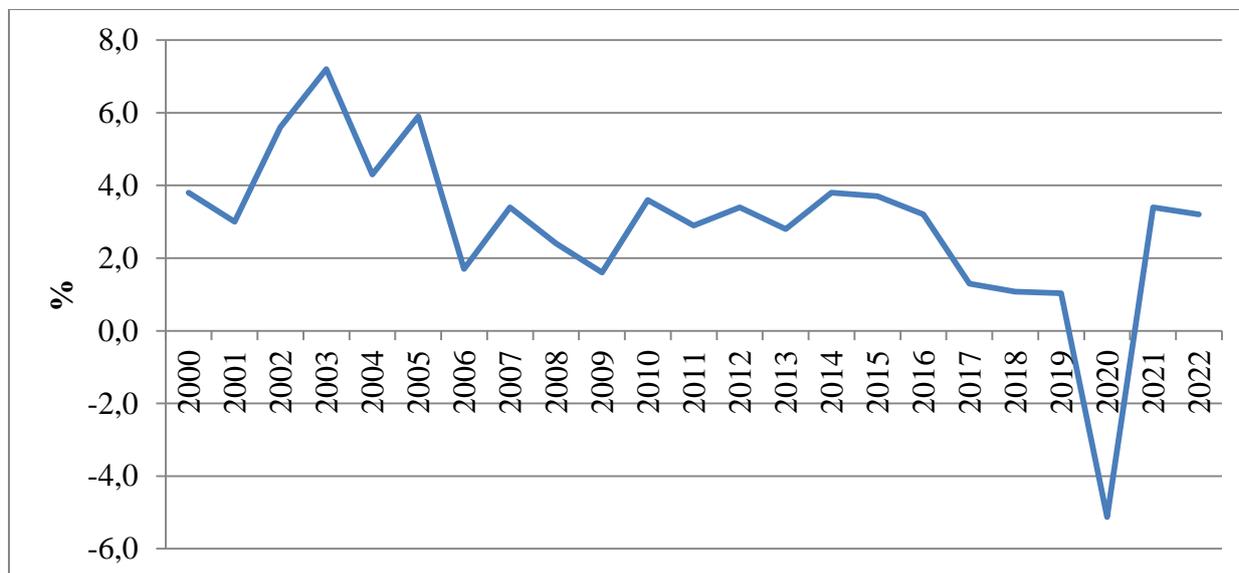
Un ralentissement est enregistré dans les secteurs du Bâtiment, Travaux Publics et Habitat (BTPH), de l'agriculture et du commerce..

Dans cette troisième section, nous aborderons plusieurs aspects d'abord l'impact sur les variables macro-économiques, puis l'impact sur l'emploi et les entreprises, ensuite l'impact sur le commerce international et à la fin nous allons parler de propositions pour une relance économique

**3.1. La crise sanitaire Covid-19 et les agrégats macro-économiques nationaux**

En 2020, La crise du Covid-19 a causé une baisse générale du PIB, qui a affiché une croissance négative de plus de 4%.

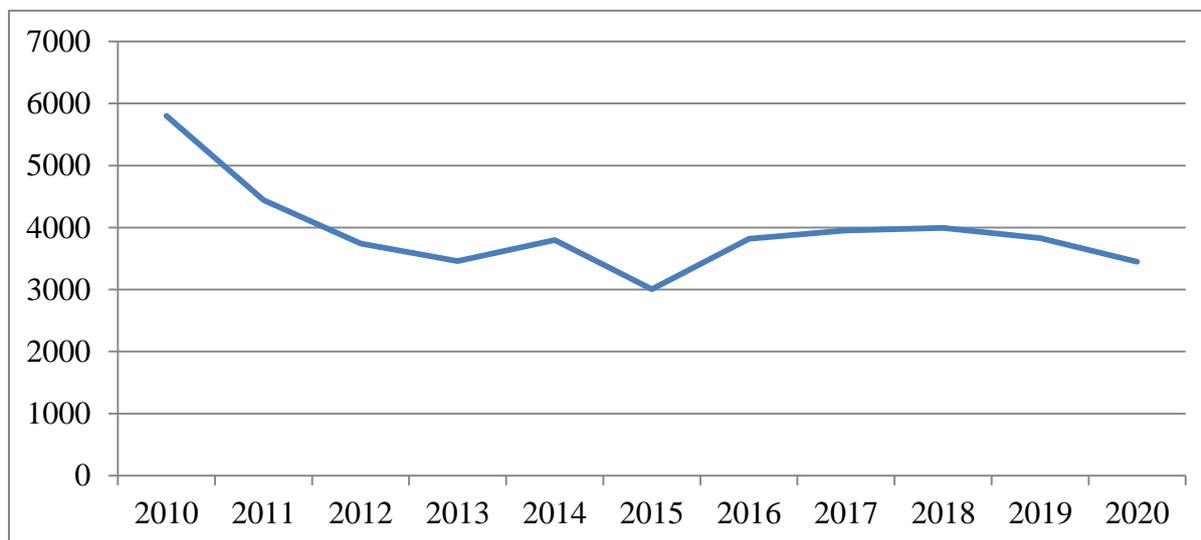
Figure N°03 : évolution du taux d'accroissement du PIB



Source : évolution du PIB, Banque d'Algérie. In, <https://www.bank-of-algeria.dz>

La dette extérieure quant à elle, a été affecté par le choc pétrolier de 2015 plus que le Covid-19 comme le montre les données de la banque d'Algérie.

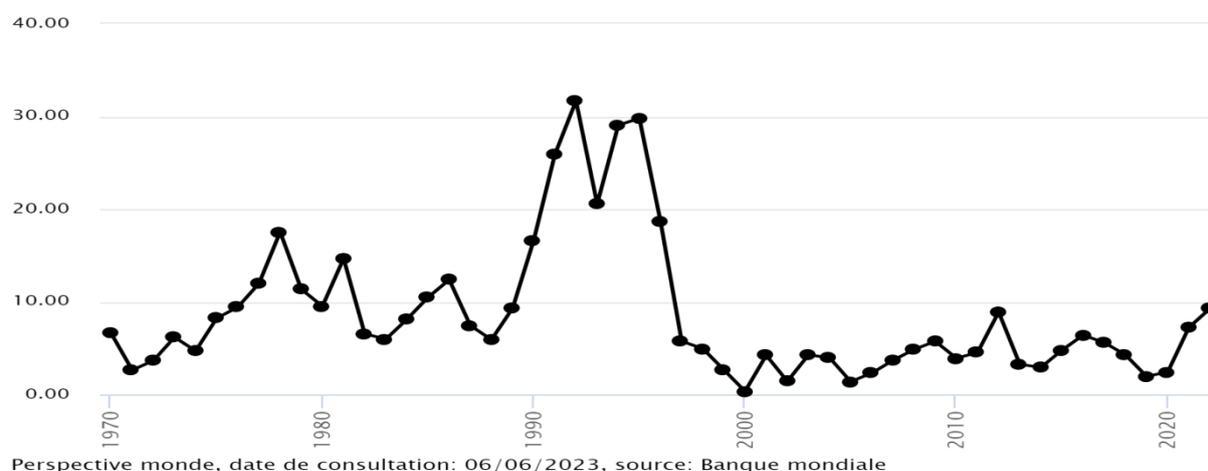
Figure N°04: évolution de la dette extérieure d'Algérie en millions de \$



Source : évolution de la dette extérieure d'Algérie, Banque d'Algérie. In, <https://www.bank-of-algeria.dz>

La crise a occasionné une inflation mondiale, du fait de la baisse de la production à cause de la paralysie des chaînes logistiques et la réduction des heures de travail dues aux confinements répétitifs.

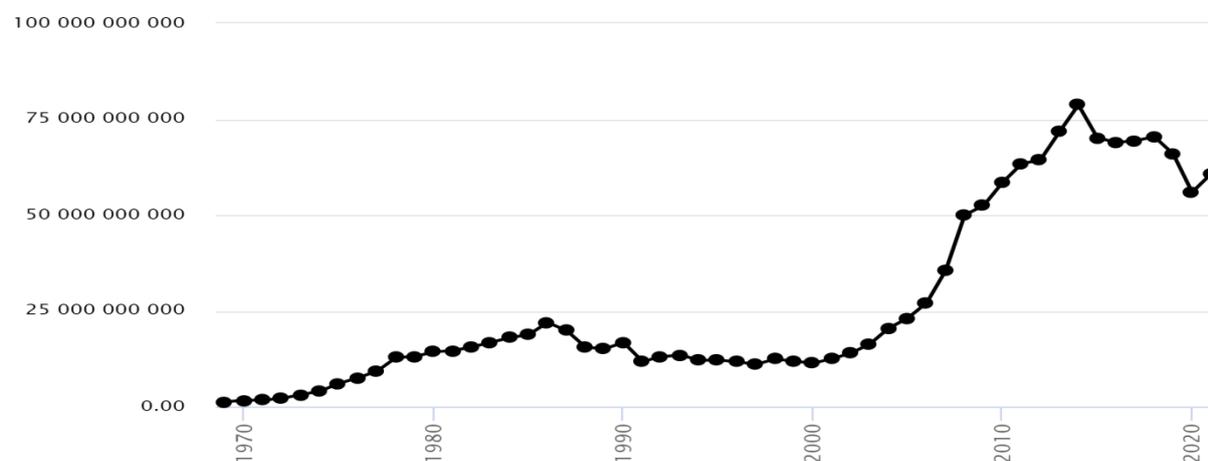
**Figure N°05: évolution de l'indice des prix à la consommation en Algérie (croissance annuelle en %)**



Perspective monde, date de consultation: 06/06/2023, source: Banque mondiale

La crise a causé une réduction de l'investissement public de 10%<sup>22</sup> comme le montre la figure suivante :

**Figure N°06 : évolution de la formation brute de capital fixe en Algérie en \$ courant**

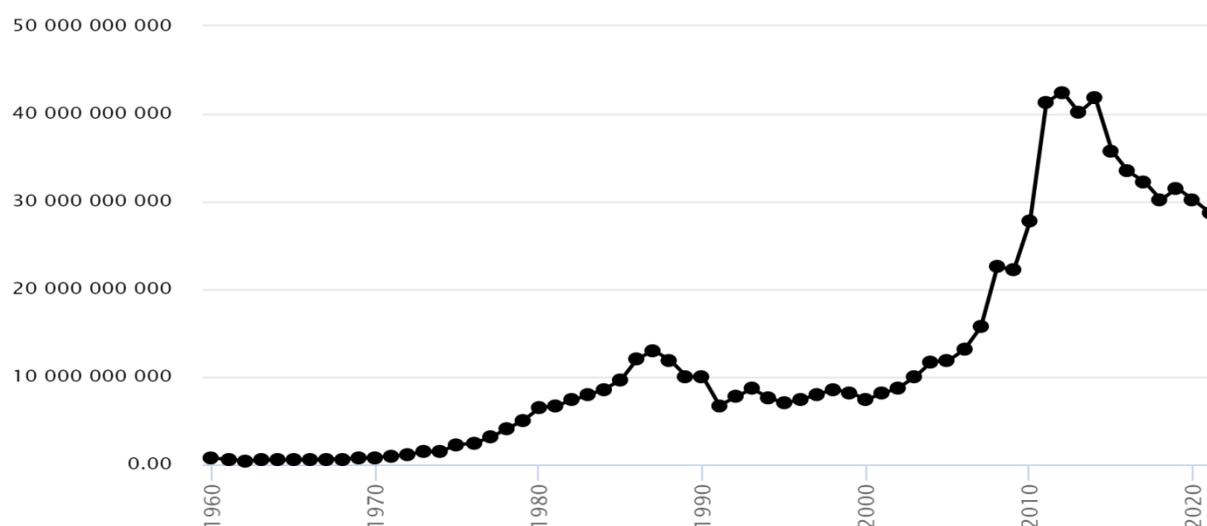


Perspective monde, date de consultation: 06/06/2023, source: Banque mondiale

<sup>22</sup> Nations unies : Analyse rapide de l'impact socio-économique du COVID19 sur l'Algérie, juin 2020 ; P.7.

Le même constat pour les dépenses publiques de consommation qui ont été réduites du faite du manque des ressources.

**Figure N°07 : évolution des dépenses de consommation finale des administrations publiques en Algérie (en \$ courant).**



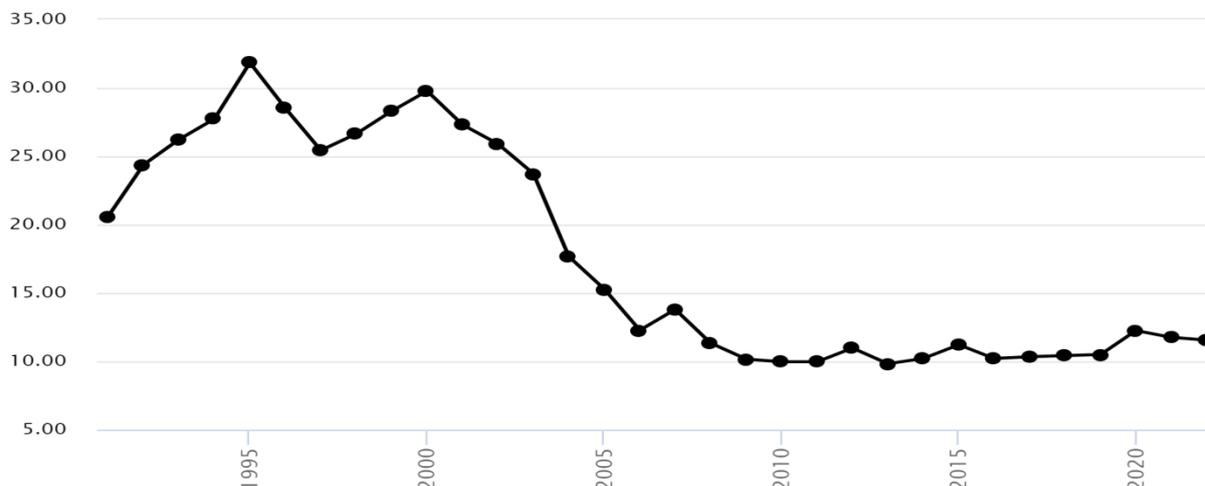
Perspective monde, date de consultation: 06/06/2023, source: Banque mondiale

En plus d'une crise économique due au choc pétrolier de 2015, l'économie algérienne a affronté juste après une deuxième crise sanitaire qui a réduit les chances d'une reprise économique rapide, ce qui a donné une situation économique difficile durant 5 ans.

### **3.2. L'impact de la crise du Covid-19 sur l'emploi et le financement des entreprises**

La crise du Covid-19 a accentué l'effet de la crise du choc pétrolier auparavant. Et ensemble, ont conduit à l'augmentation du chômage depuis 2015. Comme le montre la figure suivante :

**Figure N°08 : évolution du chômage en Algérie en % de la main d'œuvre totale.**

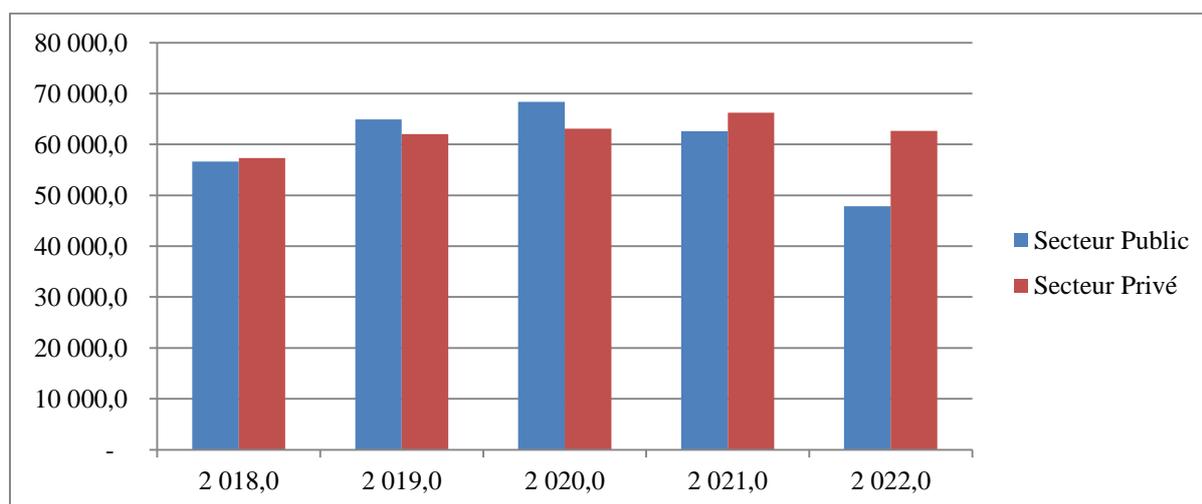


Perspective monde, date de consultation: 06/06/2023, source: Banque mondiale

Le taux de chômage est monté de 10,5% en 2019 à 12,25% en 2020, une flambée sans précédent qui a impacté le pouvoir d’achat des ménages.

Les crédits accordés à l’économie se sont stagnés de manière générale, avec une baisse de la participation des banques publiques et plus forte participation des banques privées au financement de l’économie comme le montre les donnée de la banque mondiale.

**Figure N°09 : évolution des crédits accordés à l’économie par secteur juridique**



Source : évolution des crédits à l’économie, Banque d’Algérie. In, <https://www.bank-of-algeria.dz>

L’examen des crédits à l’économie part type de crédit montrent une tendance à la baisse des crédits à long et moyen terme par référence aux crédits d’investissement et une hausse des crédits à court terme par référence aux crédits de financement de besoins de trésorerie à court

terme. Cette situation s'explique par la baisse des intentions d'investissement vu la crise systématique généralisée depuis 2015, avec le contexte économique instable.

**Tableau N°02 : évolution des crédits à l'économie par type de maturité**

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>CREDITS A L'ECONOMIE</b> <b>En milliards de DA</b>	113 927,7	126936,372	131496,38	128843,917	110536,412
Crédits à court terme	30 609,5	34849,6046	37397,7806	41333,6615	41308,5202
Crédits à moyen terme	21 150,2	20340,2387	19463,0416	18952,6217	16496,7635
Crédits à long terme	62 168,0	71746,5284	74635,5583	68557,6339	52731,1281

**Source :** évolution des crédits à l'économie, Banque d'Algérie. In, <https://www.bank-of-algeria.dz>

Cette méfiance à investir est nait de la perte de confiance dans la sphère économique après des difficultés d'approvisionnements (soit à cause des coûts, soit à cause des confinements) et d'écoulement de la production causée par la baisse de la demande elle-même causée par la baisse du pouvoir d'achat. S'agissant de l'activité industrielle des entreprises, le tableau suivant montre les variations par trimestre de 2020 à 2022 selon les données de l'ONS.

**Tableau N°03 : variation de l'indice de la production industrielle par secteur d'activité: 2021–2022(secteur public national)**

		VARIATIONS EN %								
Codes Nomencl	INTITULE AGREGATION	1t21/ 1t20	2t21/ 2t20	3t21/ 3t20	4t21/ 4t20	An21/ An20	1t22/ 1t21	2t22/ 2t21	3t22/ 3t21	9m22/ 9m21
	INDICE GENERAL.	-0,0	13,3	4,0	2,0	4,6	-0,4	0,1	5,7	2,0
	INDICE HORS HYDROCARBURES	0,6	17,3	4,6	-0,5	5,1	0,3	-1,1	5,4	1,7
	INDICE IND.MANUFACTURIERES	2,4	21,1	9,8	-7,5	0,6	-10,9	-11,7	2,8	-7,2
NSA 02	ENERGIE.	-0,0	13,0	12,6	5,9	8,2	8,9	8,0	7,4	8,0
NSA 03	HYDROCARBURES.	-1,8	3,4	2,1	9,4	3,2	-2,2	3,4	7,0	2,7
NSA 05	MINES ET CARRIERES.	-7,9	8,1	-1,7	14,9	3,1	7,2	0,2	-0,5	2,3
NSA 06	I.S.M.M.E.E.	0,6	62,4	-6,1	-13,7	4,7	-28,4	-23,9	-8,1	-21,4
NSA 07	MAT. CONSTRUCTION	2,5	7,8	-25,2	-16,8	-9,4	-10,3	-9,9	1,3	-6,7
NSA 09	INDUSTRIES CHIMIQUES.	-3,7	-13,6	1,9	-12,7	-7,7	1,0	-4,8	11,8	2,3
NSA 10	IND. AGRO-ALIMENTAIRES.	11,5	24,3	8,3	16,6	15,1	6,2	-5,2	9,3	3,2
NSA 11	INDUSTRIES DES TEXTILES	-13,8	17,6	-35,9	-12,2	-11,5	9,0	-30,7	-11,1	-13,1
NSA 12	INDUSTRIES DES CUIRS	-13,2	27,6	-39,7	-0,8	-7,1	19,0	20,3	93,4	34,2
NSA 13	INDUSTRIES DES BOIS	-5,7	36,2	-1,9	-30,5	-2,8	-20,9	-28,7	-9,9	-20,4
NSA 14	INDUSTRIES DIVERSES.	-19,9	4,7	-26,1	-10,9	-13,8	-2,7	10,5	47,6	17,0

Source : ONS, indice de la production industrielle au 3<sup>ième</sup> trimestre 2022. Consulté le 04/06/2023. In, chrome-extension://oemmnadbldboiebnladdacbfmadadm/https://www.ons.dz/IMG/pdf/I.IPI3T2022.pdf

La production industrielle a subi une forte baisse, l'indice industrie manufacturière a baissé de 7,5% au 4<sup>ième</sup> trimestre 2021 comparé au même trimestre 2020. Et de 7,2% au 4<sup>trimestre</sup> 2022 comparé au même 2021.

Les industries chimiques semblent être épargnées en enregistrant un taux remarquable de +11,8% au cours de ce troisième trimestre 2022 comparé au même trimestre 2021.

Les restrictions à l'importation causées par la hausse de la dette extérieure ont favorisé la production nationale dans les industries Agroalimentaires qui se redresse de nouveau et affiche de +9,3% durant le troisième trimestre 2022 par rapport au même en 2021, sachant qu'elles ont enregistrées un taux de +16,6% au 4<sup>ième</sup> trimestre 2021 comparé au même 2020.

La crise du Covid-19 a aggravé le taux de chômage induisant une hausse de la pauvreté, de qui s'est conjugué par une baisse de la consommation et de la demande pour les produits industriels. Ce qui a eu un effet négatif sur l'activité industrielle des entreprises qui se

trouvent en difficulté pour plusieurs années de suite, ce qui les dissuades d'investir et de solliciter ainsi le financement bancaire.

### 3.3. La crise du Covid-19 et le commerce international

Le commerce international a été fortement touché par la crise du Covid-19. D'abord, la Chine qui est un partenaire indispensable pour l'Algérie étant le berceau de la pandémie se trouve confiné, ce qui coupe les voies d'approvisionnement à beaucoup d'entreprise. Puis la situation s'est généralisée, et les seules voies ouvertes été réservées aux produits de premières nécessités (produits alimentaires et médicaments). Avec des quantités rationalisées, à cause de l'inflation et de la dévaluation de la monnaie nationale.

**Tableau N°04: évolutions annuelles en % des prix et volume des importations et des exportations de marchandises**

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Prix importation</b>	11,9	0,9	6,0	22,6	15,5
<b>Prix exportation</b>	32,4	-7,1	-24,2	69,5	71,2
<b>Volume importation</b>	-5,5	-8,2	-17,9	-4,7	-3,1
<b>Volume exportation</b>	-5,2	-5,9	-11,5	12,6	-0,8

**Source :** ONS, Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises Année 2022, consulté le 04/06/2023. In, chrome-extension://oemmnecblldboiebfnladdacbfmadadm/https://www.ons.dz/IMG/pdf/IVU2022.pdf

L'évolution de prix et particulièrement pour les exportations s'expliquent par les fortes variations des prix des hydrocarbures depuis 2019. Les prix des importations connaissent également une augmentation depuis 2019 due à l'inflation mondiale. Concernant les volumes, on enregistre une baisse continue des importations voulues par le gouvernement pour encourager la production nationale et réduire la dette extérieure.

**Tableau N°05: les échanges extérieurs de marchandises en 2022.**

	2018	2019	2020	2021	2022	Variations en %			
	(1)	(2)	(3)	(4)	5	(2/1)	(3/2)	(4/3)	(5/4)
Importations en GDA	5 403,2	5 016,8	4 363,7	5 097,5	5 705,3	-7,2	-13,0	16,8	11,9
Exportations en GDA	4 812,6	4 206,2	2 824,7	5 391,9	9 157,4	-12,6	-32,8	90,9	69,8
IVU_Importations	126,6	127,7	135,4	166,0	191,8	0,9	6,0	22,6	15,5
IVU_Exportations	101,8	94,6	71,7	121,6	208,1	-7,1	-24,2	69,5	71,2
Solde commercial	-590,7	-810,6	-1539	294,4	3 452,1	37,2	89,9	119,1	1072,6
Taux de couverture (en%)	89,1	83,8	64,7	105,8	160,5	-5,9	-22,8	63,4	51,7
Termes nets de l'échange(en%)	80,4	74,0	53,0	73,2	108,5	-7,9	-28,5	38,3	48,2

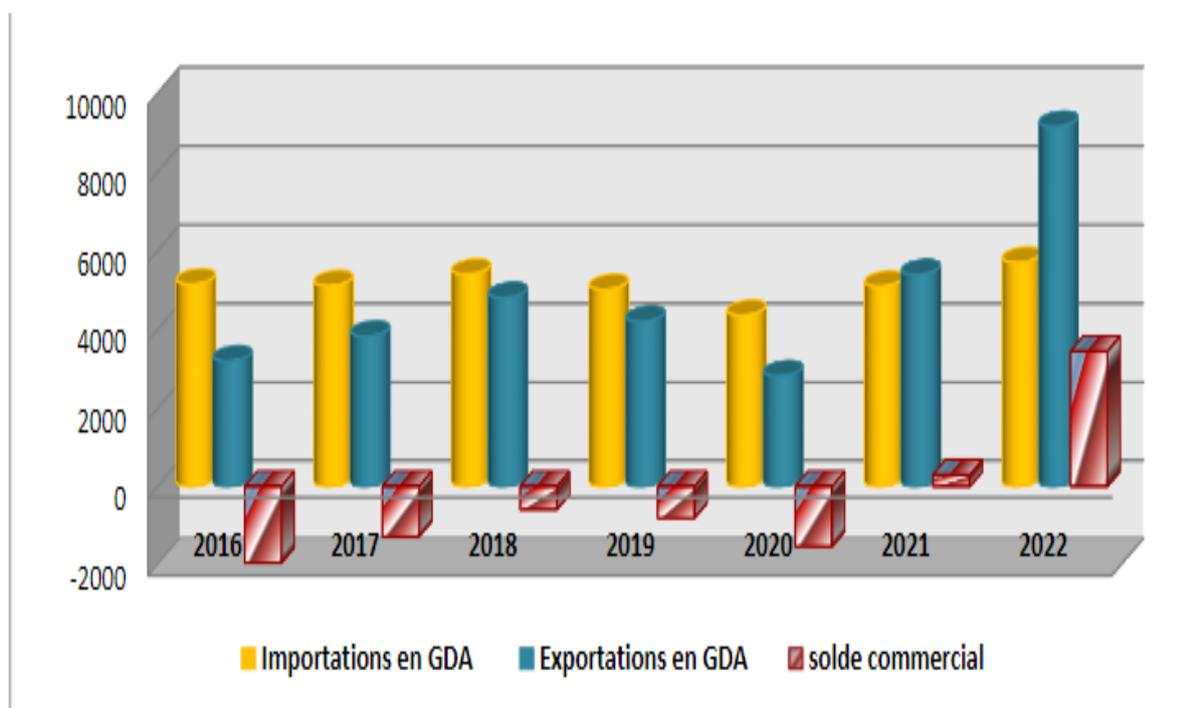
Source : ONS, Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises Année 2022, consulté le 04/06/2023. In, chrome-extension://oemmnadbldboiebfnladdacbfmadadm/https://www.ons.dz/IMG/pdf/IVU2022.pdf

- Les exportations de l'année 2022 se sont élevées à 9.157,4 milliards de DA contre 5.391,9 milliards de DA durant l'année 2021 soit une hausse de 69,8% en valeurs courantes.
- Les importations se sont élevées à 5.705,3milliards de DA pour l'année 2022 contre 5097,5milliards de DA au cours de l'année précédente, soit une hausse en valeurs courantes de 11,9%.

Ces évolutions enregistrées durant l'année 2022 ont conduit à un excédent commercial de 3.452,1milliards de DA au cours de l'année 2022 grâce à la hausse des hydrocarbures. Ainsi les données de l'année 2022 permettent de constater l'amélioration de nos équilibres commerciaux extérieurs avec une augmentation du taux de couverture des importations par les exportations qui passe de 105,8% en 2021 à 160,5% en 2022. Les termes nets de l'échange connaissent également une nette augmentation puisqu'ils passent de 73,2% en 2021 à 108,5% en 2022<sup>23</sup>.

<sup>23</sup> Source : ONS, Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises Année 2022, consulté le 04/06/2023. In, chrome-extension://oemmnadbldboiebfnladdacbfmadadm/https://www.ons.dz/IMG/pdf/IVU2022.pdf

Figure N°10 : L'évolution des soldes commerciaux en milliards de DA



**Source :** ONS, Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises Année 2022, consulté le 04/06/2023. In, chrome-extension://oemmnecblldboiebfnladdacbfmadadm/https://www.ons.dz/IMG/pdf/TVU2022.pdf

La figure explique la reprise d'un solde positif de la balance commerciale qui a été réduit par les mesures restrictives à l'importation imposées depuis le choc pétrolier de 2015. Des mesures qui ont été amorties par la crise du Covid-19, comme le montre le solde négatif aggravé en 2019 et 2020.

L'ONS, a codé les libellés des groupes de la CTIC

- CTIC 0 Produits alimentaires et animaux vivants;
- CTIC 1 Boissons et tabacs;
- CTIC 2 Matières brutes non comestibles, sauf carburants;
- CTIC 3 Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes;
- CTIC 4 Huiles grasses et cires d'origine animale ou végétale;
- CTIC 5 Produits chimiques et produits connexes, n.d.a;
- CTIC 6 Articles manufacturés;
- CTIC 7 Machines & Matériel de transport;
- CTIC 8 Articles manufacturés divers.

**Tableau N°06: évolution des indices de valeurs unitaires à l'importation de marchandises par CTCI (Base 2011)**

	2018	2019	2020	2021	2022	Variations en %			
	1	2	3	4	5	(2/1)	(3/2)	(4/3)	(5/4)
CTCI 0	117,0	119,4	131,4	165,1	218,9	2,1	10,1	25,6	32,6
CTCI 1	281,1	313,0	348,4	344,3	403,2	11,4	11,3	-1,2	17,1
CTCI 2	138,8	123,2	125,2	147,6	187,1	-11,3	1,7	17,9	26,7
CTCI 3	100,1	99,0	83,1	152,8	174,4	-1,1	-16,0	83,8	14,1
CTCI 4	99,4	90,6	103,5	178,4	234,3	-8,8	14,2	72,3	31,3
CTCI 5	141,7	135,7	137,3	176,2	196,5	-4,2	1,2	28,4	11,5
CTCI 6	124,0	119,7	128,2	157,8	177,4	-3,4	7,1	23,1	12,4
CTCI 7	123,9	133,8	142,5	162,5	164,7	8,0	6,5	14,0	1,4
CTCI 8	169,8	166,9	174,5	191,5	209,7	-1,7	4,6	9,7	9,5
<b>Total</b>	<b>126,6</b>	<b>127,7</b>	<b>135,4</b>	<b>166,0</b>	<b>191,8</b>	<b>0,9</b>	<b>6,0</b>	<b>22,6</b>	<b>15,5</b>

**Source :** ONS, Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises Année 2022, consulté le 04/06/2023. In, chrome-extension://oemmnadbldboiebfnladdacbfmadadm/https://www.ons.dz/IMG/pdf/IVU2022.pdf

Même avec des degrés différents, toutes les catégories de produits ont enregistré des fortes augmentations des prix à l'importation de marchandises en 2020, 2021 et 2022 par rapport à l'année 2019. Notamment pour les produits alimentaires, les huiles grasses et cires d'origine animale ou végétale et les matières brutes non comestibles.

**Tableau N°07 : évolution de l'indice de volume des importations de marchandises par groupes de produits (CTCI)**

Base=2011

	2018	2019	2020	2021	2022	En %			
	1	2	3	4	5	(2/1)	(3/2)	(4/3)	(5/4)
CTCI 0	116,3	108,9	105,8	105,2	98,2	-6,3	-2,9	-0,5	-6,7
CTCI 1	58,1	64,1	56,7	50,1	46,0	10,3	-11,5	-11,7	-8,2
CTCI 2	137,4	177,3	232,9	336,0	330,7	29,1	31,4	44,3	-1,6
CTCI 3	151,5	209,2	164,2	54,8	53,3	38,1	-21,5	-66,6	-2,9
CTCI 4	146,3	157,0	137,9	123,1	122,6	7,3	-12,2	-10,7	-0,4
CTCI 5	143,3	147,1	142,8	126,0	133,8	2,7	-3,0	-11,8	6,2
CTCI 6	119,7	118,4	87,2	67,6	82,9	-1,1	-26,3	-22,5	22,6
CTCI 7	126,0	95,3	65,3	68,5	55,6	-24,4	-31,5	4,9	-18,8
CTCI 8	99,5	104,8	81,9	89,4	81,1	5,3	-21,8	9,1	-9,2
<b>Total</b>	<b>124,0</b>	<b>114,1</b>	<b>93,6</b>	<b>89,2</b>	<b>86,4</b>	<b>-8,0</b>	<b>-17,9</b>	<b>-4,7</b>	<b>-3,1</b>

**Source :** ONS, Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises Année 2022, consulté le 04/06/2023. In, chrome-extension://oemmnadbldboiebfnladdacbfmadadm/https://www.ons.dz/IMG/pdf/IVU2022.pdf

L'examen de l'indice de volume des importations montre une tendance à la baisse pour l'ensemble des produits grâce aux mesures restrictives, par soucis d'équilibre de la balance commerciale.

**Tableau N°08 : évolution de l'indice de valeurs courantes des importations de marchandises par groupe de produits (CTCI)**

Base =2011

	2018	2019	2020	2021	2022	En %			
	1	2	3	4	5	(2/1)	(3/2)	(4/3)	(5/4)
CTCI 0	136,1	130,1	139,1	173,7	214,9	-4,4	6,9	24,9	23,7
CTCI 1	163,3	200,6	197,5	172,4	185,4	22,8	-1,5	-12,7	7,5
CTCI 2	190,7	218,4	291,6	495,9	618,6	14,5	33,6	70,0	24,7
CTCI 3	151,6	207,1	136,5	83,8	92,9	36,6	-34,1	-38,6	10,8
CTCI 4	145,4	142,3	142,7	219,7	287,4	-2,1	0,3	53,9	30,8
CTCI 5	203,0	199,6	196,0	222,0	262,9	-1,6	-1,8	13,3	18,4
CTCI 6	148,4	141,8	111,8	106,7	147,1	-4,5	-21,1	-4,6	37,8
CTCI 7	156,1	127,5	93,0	111,2	91,5	-18,3	-27,1	19,6	-17,7
CTCI 8	169,1	174,9	142,9	171,1	170,2	3,4	-18,3	19,7	-0,6
<b>Total</b>	<b>157,0</b>	<b>145,7</b>	<b>126,8</b>	<b>148,1</b>	<b>165,7</b>	<b>-7,2</b>	<b>-13,0</b>	<b>16,8</b>	<b>11,9</b>

**Source :** ONS, Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises Année 2022, consulté le 04/06/2023. In, chrome-extension://oemmdcbldboiebnladdacbfmadadm/https://www.ons.dz/IMG/pdf/IVU2022.pdf

En termes de valeurs, les importations ont augmentées depuis 2021 poussées par la dévaluation de la monnaie nationale et l'inflation mondiale, accentuée par la guerre de la Russie.

S'agissant des exportations, les indices de valeurs unitaires à l'exportation de marchandises montrent une reprise à la hausse des prix à l'exportation de marchandises de 71,2%, par rapport à l'année précédente. Après un épisode de baisse entre 2018 et 2020. Cette évolution globale des prix à l'exportation de marchandises, est influencée par la structure des exportations, dominée par les hydrocarbures est intégralement expliquée par l'évolution importante des cours internationaux des hydrocarbures.

**Tableau N°09 : évolution de l'indice de prix, de valeurs courantes et de volumes à l'exportation de marchandises**

	Base 2011								
	2018	2019	2020	2021	2022	Variations en %			
	1	2	3	4	5	(2/1)	(3/2)	(4/3)	(5/4)
Indice de prix hors hydrocarbures	97,8	96,7	101,2	170,6	240,1	-1,1	4,6	68,6	40,8
Indice de prix des hydrocarbures	102,0	94,4	69,8	117,3	205,4	-7,5	-26,1	68,1	75,2
Indice général de prix à l'exportation	101,8	94,6	71,7	121,6	208,1	-7,1	-24,2	69,5	71,2
Indice de valeurs courantes hors hydrocarbures	308,9	291,6	290,3	712,6	967,5	-5,6	-0,5	145,5	35,8
Indice de valeurs courantes des hydrocarbures	87,5	76,1	49,6	92,0	160,3	-13,0	-34,9	85,6	74,2
Indice de valeurs courantes à l'exportation	91,1	79,6	53,5	102,0	173,3	-12,6	-32,8	90,9	69,8
Indice de volume hors hydrocarbures	315,9	301,4	286,8	417,7	402,9	-4,6	-4,8	45,6	-3,5
Indice de volume des hydrocarbures	85,7	80,6	71,1	78,5	78,0	-6,0	-11,9	10,4	-0,6
Indice de volume à l'exportation	89,5	84,2	74,5	83,9	83,3	-5,9	-11,5	12,6	-0,8

**Source :** ONS, Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises Année 2022, consulté le 04/06/2023. In, chrome-extension://oemmdcbldboiebnladdacbfmadadm/https://www.ons.dz/IMG/pdf/IVU2022.pdf

Les fortes augmentations des prix à l'exportation de marchandises ont conduit à une hausse importante en valeurs courantes au niveau global depuis l'année 2021 par rapport à l'année 2020. Ces évolutions marquantes en prix et en valeurs des exportations de marchandises au cours de l'année 2022, ont conduit à une légère baisse (-0,8%) par rapport à l'année 2021.

**Tableau N°10 : évolution de l'indice de valeurs unitaires à l'exportation de marchandises des produits hors hydrocarbures et par CTCI**

Base=2011

	2018	2019	2020	2021	2022	Variations en %			
	1	2	3	4	5	(2/1)	(3/2)	(4/3)	(5/4)
CTCI 0	80,6	83,3	91,6	116,6	156,6	3,3	10,0	27,4	34,2
CTCI 1	172,5	179,4	190,5	201,5	221,5	4,0	6,2	5,7	9,9
CTCI 2+4	80,7	82,2	87,7	112,6	227,5	1,9	6,7	28,4	102,0
CTCI 5	118,2	96,4	98,0	199,6	265,5	-18,4	1,6	103,7	33,0
CTCI 7	101,7	121,8	175,5	192,2	126,8	19,8	44,0	9,6	-34,0
CTCI 6+8	124,4	125,1	124,7	172,4	227,7	0,6	-0,3	38,2	32,1
Indices hors hydrocarbures	97,8	96,7	101,2	170,6	240,1	-1,1	4,6	68,6	40,8

**Source :** ONS, Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises Année 2022, consulté le 04/06/2023. In, chrome-extension://oemmnecblldboiebnladdacbfmadadm/https://www.ons.dz/IMG/pdf/TVU2022.pdf

Au cours de l'année 2022, on constate que les évolutions des prix à l'exportation de marchandises par catégories de produits hors hydrocarbures enregistrent des variations positives pour tous les groupes de produits à l'exception de la catégorie «Machines et Matériels de transports» qui affiche une variation négative de 34,0%.

Pour conclure, l'économie et la population algérienne ont traversé une longue épreuve depuis 2015, ayant alourdi les conséquences. Un alourdissement du déséquilibre de la balance commerciale, une baisse du PIB, une augmentation du taux de chômage, une baisse des dépenses publiques d'investissement et même de consommation. Une baisse des crédits à l'économie, et une augmentation de la dette extérieure. Une baisse du pouvoir d'achat confirmée par la hausse de l'IPC, qui induit à une baisse de la production industrielle des entreprises. Un contexte de crise défavorable pour toutes tentatives d'investissement, d'ailleurs, l'examen des crédits à l'investissement (long et moyen terme) montre cette réticence face à l'avenir économique.

### Conclusion

En conclusion, la revue de littérature sur les crises économiques, l'état des lieux de la crise du COVID-19 en Algérie et l'impact de la crise sur l'économie algérienne, nous pourrions mieux comprendre les défis économiques actuels et envisager des solutions pour renforcer la résilience économique du pays.

La crise économique du COVID-19 en Algérie a mis en évidence les défis

Auxquels le pays est confronté en termes de dépendance aux revenus pétroliers et de vulnérabilité aux chocs externes. Les mesures de confinement et les restrictions imposées pour contenir la propagation du virus ont entraîné une diminution de l'activité économique, en particulier dans les secteurs clés. La baisse des prix du pétrole a également affecté les finances publiques du pays. Cependant, cette crise peut également être une opportunité pour repenser les politiques économiques, promouvoir l'innovation et la réforme, et renforcer la résilience économique.

L'Algérie peut tirer des leçons de cette crise pour diversifier son économie, investir

Dans les secteurs plus résilients et promouvoir une croissance plus équitable et durable. Il est essentiel d'adopter des stratégies adaptées pour stimuler la relance économique, soutenir les entreprises et les travailleurs affectés, et mettre en place des réformes structurelles pour une économie plus robuste à l'avenir. La collaboration entre les secteurs public et privé, ainsi que la coopération internationale, seront également essentielles pour surmonter les défis et saisir les opportunités dans cette période post-crise.



# **Chapitre 02**

## **Le financement bancaire des projets d'investissement**

## **Chapitre II      Le Financement Bancaire Des Projets D'investissement**

---

### **Introduction**

L'investissement joue un rôle crucial dans la croissance économique, tant du côté de la demande que de l'offre. Il est considéré comme un moteur de la croissance car il permet d'accroître l'efficacité du travail humain. Il constitue un véritable indicateur du niveau de développement d'un pays, d'où l'importance cruciale de la prise de décision en matière d'investissements.

La décision d'investissement est l'une des plus importantes dans la vie d'une entreprise, car elle est souvent irréversible et implique des montants financiers considérables. Elle nécessite également une stratégie bien adaptée aux besoins et aux contraintes environnementales de l'entreprise.

Ce chapitre met en évidence l'importance de l'investissement dans la croissance économique, ainsi que la nécessité d'une prise de décision réfléchie et d'une stratégie adaptée lors de la réalisation de projets d'investissement. Il examinera également le rôle des banques dans le financement de ces projets en Algérie

L'objectif de ce chapitre est de présenter, dans la première section, les notions générales sur l'investissement et le projet d'investissement. Dans la deuxième section, nous aborderons spécifiquement les Notions de base sur le montage de crédit d'investissements En fin dans la dernière section les risques et les garanties du crédit d'investissement

### **Section 01 : définitions et caractéristiques d'un projet d'investissement**

#### **1.1.Définition d'un projet d'investissement**

Un projet d'investissement est un processus planifié et coordonné visant à atteindre un objectif spécifique en mobilisant des ressources financières, matérielles, humaines et techniques. Il implique des activités à réaliser dans le futur, avec des contraintes de temps et de coûts, afin de générer un rendement économique sur une période donnée.

Ces définitions mettent en relief trois caractéristiques d'un projet :

- un projet est un ensemble d'activités envisagées dans le future et visant un objectif.
- un projet comporte un cout car il nécessite la mobilisation de ressources.
- un projet se réalise par contrainte de limitation de temps.

Tous les projets d'investissement englobent le recueil et l'évaluation des facteurs qui influent directement sur l'offre et la demande.

## Chapitre II Le Financement Bancaire Des Projets D'investissement

---

Les différentes étapes d'un projet d'investissement comprennent l'identification d'une idée ou d'une opportunité, une étude approfondie du marché pour évaluer sa faisabilité, la prise de décision d'investissement, la gestion administrative de l'investissement et le suivi des résultats obtenus. Tout au long du processus, le projet est analysé par des experts afin de garantir sa viabilité, d'évaluer les risques potentiels et d'optimiser les rendements attendus.

### 1.2. Les caractéristiques d'un projet d'investissement :

#### a. Le capital investi

Il s'agit de la trésorerie investie par l'entreprise dans le projet. Le capital investi comprend :

- Le prix d'achat HT.
- Les frais accessoires (frais de transport et d'installation notamment).
- Le coût de formation du personnel.

Le capital investi dans un projet d'investissement représente la somme d'argent engagée par l'entreprise. Il comprend le prix d'achat hors taxes, les frais accessoires tels que les coûts de transport et d'installation, ainsi que les dépenses liées à la formation du personnel. De plus, les investissements peuvent également entraîner une augmentation du besoin en fonds de roulement, ce qui peut impacter la trésorerie de l'entreprise à court terme

#### b. La durée de vie

La durée de vie d'un investissement fait référence à la période pendant laquelle le projet génère des flux de trésorerie positifs. Il est essentiel de connaître cette durée pour évaluer les gains attendus. En l'absence d'informations précises, on peut utiliser la durée d'amortissement de l'actif immobilisé comme estimation

#### c. La valeur résiduelle

La valeur résiduelle correspond au prix de revente estimé de l'investissement à la fin du projet. Cette revente peut souvent générer une plus-value, car l'actif est généralement totalement amorti à ce stade. L'évaluation de la valeur résiduelle est généralement effectuée en prenant en compte les impôts sur les bénéfices.

#### d. Les flux de trésorerie générés par l'investissement (cash-flow)

Les flux de trésorerie représentent les entrées et sorties d'argent liées à l'investissement. Ils incluent l'excédent brut d'exploitation, la capacité d'autofinancement de

## Chapitre II Le Financement Bancaire Des Projets D'investissement

l'entreprise, le résultat net après impôts, ainsi que les besoins en fonds de roulement. En calculant ces éléments, on peut déterminer les flux nets de trésorerie générés par le projet.<sup>1</sup>

### 1.3. Les étapes du calcul

L'évaluation des flux nets de trésorerie prévisionnels générés par le projet va permettre de mesurer sa rentabilité. Les encaissements et décaissements sont obtenus tout au long de l'année. Par simplification des calculs, on considère qu'ils sont obtenus en fin d'année.

La détermination des flux nets de trésorerie s'opère selon les étapes suivantes :

#### ✚ Calcul des excédents bruts d'exploitation dégagés chaque année par L'investissement

Il s'agit de déterminer les excédents générés chaque année par l'investissement. On obtient l'EBE en soustrayant les frais de personnel, les impôts et taxes, les frais divers et les transferts de charges d'exploitation de la valeur ajoutée corrigée.

$$\text{EBE} = \text{Valeur ajoutée corrigée} - (\text{Frais de personnel} + \text{Impôts et taxes} + \text{Frais divers} + \text{Transfert de charges d'exploitation})$$

#### ✚ Calcul du résultat net après impôt

Le résultat net est obtenu en soustrayant les dotations aux amortissements et l'impôt sur les bénéfices de l'EBE.

$$\text{Résultat net} = \text{EBE} - \text{Dotations} - \text{impôt sur les bénéfices}$$

#### ✚ Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

La CAF est calculée en ajoutant les dotations aux amortissements au résultat net.

$$\text{CAF} = \text{Résultat net} + \text{Dotations aux amortissements}$$

#### ✚ Calcul du BFR annuel

Le BFR est déterminé en prenant en compte les créances clients et les stocks, puis

<sup>1</sup> Patrick. A, « financement des investissements : sources, choix et conséquences », éditeur : la découverte, 2003.

## Chapitre II Le Financement Bancaire Des Projets D'investissement

En soustrayant les dettes fournisseurs.

$$\text{BFR} = \text{Créances clients} + \text{Stocks} - \text{Dettes fournisseurs.}$$

### ✚ Détermination des flux nets de trésorerie (FNT) ou cash-flow

Les FNT sont obtenus en soustrayant l'investissement initial et l'augmentation du BFR de la somme de la CAF, de la récupération du BFR et de la valeur résiduelle.<sup>2</sup>

$$\text{FNT} = (\text{CAF} + \text{Récupération BFR} + \text{Valeur résiduelle}) - (\text{Investissement} + \text{Augmentation du BFR})$$

### 1.4. Les typologies du crédit d'investissement

Le crédit d'investissement ou (ou crédit à moyen et long terme) finance l'actif immobilisé Du bilan. C'est avec ces immobilisations que l'entreprise réalise sa mission sociale. Son remboursement est assuré essentiellement par les résultats dégagés par l'entreprise. La durée du crédit d'investissement à moyen terme est de deux ans à sept ans. au delà commence le crédit d'investissement à long terme, crédit qui ne dépasse que rarement vingt ans.

#### a) Le crédit à moyen terme d'investissement (CMT)

Il s'étend sur une période de deux à sept ans et est principalement accordé pour l'acquisition de biens d'équipement amortissables sur une durée de huit à dix ans. L'octroi de ce crédit nécessite une analyse approfondie de la part de la banque en raison de la durée et du montant du prêt. Il est essentiel d'étudier les conditions du marché pour l'acquisition de l'équipement, ainsi que la situation financière de l'entreprise, compte tenu de son nouvel outil de production et des charges supplémentaires. Un plan de financement pluriannuel est élaboré pour évaluer les ressources et les emplois de l'emprunteur et déterminer la capacité future de l'entreprise à rembourser sa dette.

#### **Le crédit à moyen terme réescomptable accordé par la Banque Centrale aux Banques secondaires**

Ce type de crédit permet de financer des opérations de crédit à long terme avec des dépôts à court terme. Il vise à offrir aux banques de dépôts la possibilité de réescompter leurs

<sup>2</sup> Bancel.F, Alban, « les choix d'investissement », Edition ECONOMICA, 1995.

## **Chapitre II      Le Financement Bancaire Des Projets D'investissement**

---

crédits à moyen terme auprès de la Banque d'Algérie, tout en évitant un recours excessif aux ressources de l'Institut d'Émission, ce qui pourrait avoir un impact sur la masse monétaire.<sup>3</sup>

### **b) Le crédit à moyen terme mobilisable relation Banque / Client**

Ce type de crédit devait initialement remplacer le crédit à moyen terme réescomptable. Il permettrait à la banque de mobiliser sa créance sur le marché monétaire pour récupérer les fonds engagés dans une opération de crédit à moyen terme. Cependant, cette possibilité n'est pas encore disponible en Algérie.

### **c) Les crédits à long terme (CLT)**

Ces crédits ont une durée de huit à vingt ans et financent des immobilisations lourdes, telles que des constructions. Les banques accordent peu de ces crédits en raison de la longue période de remboursement, qui nécessite des ressources de long terme compatibles. Cependant, les banques effectuent des transformations en affectant des ressources à court terme dans des financements à long terme, dans l'espoir d'attirer de nouveaux dépôts, même à vue, pour compenser ceux immobilisés dans les crédits à long terme.

Les crédits à long terme sont principalement accordés aux particuliers sous la forme de prêts immobiliers pour l'acquisition de logements. Ils peuvent également être utilisés pour des produits spécifiques tels que les ordinateurs, où l'industriel devient locataire des ordinateurs qu'il fabrique lui-même, pour les louer à des tiers

### **d) Crédit-bail**

Le crédit-bail est une opération par laquelle une entreprise demande à une société financière, telle qu'une banque, d'acheter un bien mobilier ou immobilier en son nom, puis de le lui louer pendant une période convenue à l'avance. Cette période de location est généralement suffisante pour permettre l'amortissement complet du bien.

À la fin de la période de crédit-bail, l'entreprise dispose généralement de trois options. Elle peut demander le renouvellement du contrat de location, restituer le bien à l'établissement de crédit-bail, ou bien l'acquérir moyennant un prix convenu appelé valeur résiduelle. Cette valeur résiduelle tient compte des versements effectués à titre de loyer pendant la durée du contrat. Tant que l'option d'achat n'est pas exercée, le bailleur reste propriétaire du bien.<sup>4</sup>

---

<sup>3</sup> D'hoir-Laupretre. C, « droit du crédit », édition ellipses, paris, 2000

<sup>4</sup>Lahouzi.N, Boufadene. M, financement d'un projet d'investissement, Mémoire fin de cycle en science économique, université Bejaïa, promotion : 2018

## Chapitre II Le Financement Bancaire Des Projets D'investissement

---

### Section 02 : Notions de base sur le montage de crédit d'investissements

#### 2.1. Constitution d'un crédit d'investissement

Traite des documents nécessaires pour une demande de crédit d'investissement, divisés en trois catégories : administratifs et juridiques, économiques et financiers, et comptables et fiscaux. Les documents requis incluent la demande de crédit signée, une copie des statuts de l'entreprise, l'acte de propriété ou de location du local, des études économiques et financières, des bilans prévisionnels et des comptes de résultat, ainsi que des attestations fiscales et sociales. Le banquier étudiera ensuite la viabilité du projet, en analysant notamment le secteur d'activité, les coûts et le profil du promoteur.

##### 2.1.1. Documents administratifs et juridiques

- Demande de crédit d'investissement elle doit signée par le client ou la personne habilité à engager l'entreprise en matière de crédit. Elle doit préciser la nature des crédits sollicités, leur montant et leurs objets ainsi que les garanties proposées.
- Copie du registre de commerce et des statuts de l'entreprise.
- Acte de propriété ou de location du local d'activité ou du terrain d'assiette du projet pour une période au moins équivalente à la période de remboursement du crédit ;
- Une copie de la décision d'octroi des avantages délivrés par L'.A.N.D.I, faisant ressortir notamment le cout global du projet et le niveau des fonds propres prévu ;  
 Copie conforme des statuts pour les personnes morales.
- La situation financière envisagée ;
- Les bilans prévisionnels et comtes annexes couvrant une période de 2 à 7 ans après la mise en exploitation du projet ;
- Le plan de financement du projet et du business plan de l'entreprise étalée sur la période de réalisation du ou des projets envisagés ;
- Copie des statu et de l'inscription au registre de commerce pour les nouveaux projets ou création de société.

##### 2.1.2. Documents économiques et financiers

- Le planning de réalisation physique et valorisé du projet ;
- L'analyse du marché ;
- Les emplois créés ;
- Copie du titre de propriété ou tout autre document justificatif du terrain d'assiette s'il S'agit d'un projet neuf ;
- L'évaluation financière des biens et terrains ( factures d'acquisition, contrat bail et (ou

Expertise) ;

- Les devis estimatifs et quantitatifs des constructions envisagées et factures proforma des

Équipements, matériels, etc.<sup>5</sup>

### 2.1.3. Documentes comptables et fiscaux

- Les bilans et TCR des tris derniers exercices pour les entreprises en activité ;
- Plan de financement
- Extrait de rôle apuré
- Attestation de mise à jour ou de non affiliation C.N.A.S.
- Attestation de mise à jour ou de non affiliation C.A.S.N.O.S.

## 2.2. Etude de la viabilité de projet

### 2.2.1. Généralités

La connaissance de la situation géographique du projet est nécessaire pour s'assurer que la région est dotée d'infrastructures nécessaires (routes, électricité, eau, etc.) facilitant ainsi l'acheminement des matières premières et des produits finis.

### 2.2.2. Etude du marché

Décrit les documents nécessaires pour la demande de crédit d'investissement et présente les étapes d'analyse de la viabilité du projet et du profil du promoteur. Elle aborde également la présentation générale du projet, y compris sa nature, ses caractéristiques et sa finalité, ainsi que l'analyse du site d'implantation et de l'impact du projet sur l'économie et l'environnement. L'étude du marché est également abordée, visant à collecter et analyser les informations relatives aux transferts et à la vente de biens et services pour prévoir la demande et évaluer le potentiel de vente sur le marché.

L'analyse de marché consiste à prévoir la taille, la structure et l'évolution du marché, ainsi que la demande passée, présente et future. Elle permet d'évaluer différents paramètres tels que la production, les prix de vente, la concurrence, la part de marché, ainsi que les politiques de l'entreprise face aux évolutions du marché. L'objectif final est de mesurer les facteurs de force et de vulnérabilité de l'entreprise pour prévoir son chiffre d'affaires

### 2.2.3. Etude commerciale

L'analyse commerciale se concentre sur les quatre P de McCarthy (produit, prix,

---

<sup>5</sup> M'lahouzi.N, Ayade.N, « financement d'un projet d'investissement », Mémoire fin de cycle en science économique, université de Bejaïa, promotion : 2018

## **Chapitre II      Le Financement Bancaire Des Projets D'investissement**

---

Distribution, communication) en examinant la gamme de produits, la qualité, les prix de la concurrence, la distribution, les services après-vente et la politique de communication de l'entreprise.<sup>6</sup>

### **2.2.4. Etude technique**

L'étude technique se concentre sur le processus de production, les caractéristiques des moyens de production, les besoins de l'entreprise, l'implantation de l'unité de production et le planning de réalisation du projet. L'analyse des coûts vérifie la validité de tous les coûts liés à l'investissement et à l'exploitation de manière fiable et exhaustive.

### **2.2.5. Etude de la rentabilité de projet**

La rentabilité de l'entreprise correspond à sa capacité à générer, par son exploitation, des résultats et des bénéfices. Elle se calcule à partir du compte de résultat et des soldes intermédiaires de gestion. Ces derniers, extraits du compte de résultat, sont des indicateurs essentiels de l'activité et de la rentabilité de l'entreprise.

### **2.2.6. Etude financière du projet**

L'étude financière d'un projet vise à évaluer sa rentabilité en collectant des informations sur le client, en analysant les documents comptables et en évaluant la santé financière de l'entreprise. L'analyse des documents comptables comprend l'examen du bilan comptable, qui reflète la situation financière à une date donnée, ainsi que le retraitement du bilan pour évaluer la liquidité et la solvabilité de l'entreprise. Ce retraitement implique des ajustements et des reclassements pour obtenir un bilan financier reflétant la valeur réelle en cas de liquidation.<sup>7</sup>

### **2.2.7. Analyse des documents comptables**

#### **2.2.7.1. Le bilan comptable**

L'analyse des documents comptables comprend l'examen du bilan comptable qui reflète la situation financière de l'entreprise à une date donnée. Le passif du bilan indique l'origine des ressources, qu'elles soient externes (apportées par les associés, les banques, les fournisseurs) ou internes (générées par l'activité de l'entreprise). L'actif du bilan décrit l'utilisation des fonds de l'entreprise, divisé en emplois acycliques (biens durables) et emplois cycliques (biens transformés en fonction de l'activité). Cependant, les normes comptables peuvent limiter la clarté de la représentation de la réalité économique de l'entreprise dans le bilan.

---

<sup>6</sup> Boukari.G, Amari. M, évolution et choix d'investissement, option : finance, promotion : 2012

<sup>7</sup> Patrick. A, « financement des investissements : sources, choix et conséquences », éditeur : la découverte, 2003.

## Chapitre II Le Financement Bancaire Des Projets D'investissement

---

### 2.2.7.2. Le bilan financier

Le bilan financier est obtenu en retraitant méthodiquement le bilan comptable pour évaluer la liquidité et la solvabilité de l'entreprise. Ce retraitement implique la prise en compte d'éléments ignorés, le retranchement d'éléments pouvant fausser l'image de l'entreprise, et le reclassement des valeurs corrigées dans une perspective d'analyse. Le bilan financier se compose de l'actif, divisé en actif immobilisé (plus d'un an) et actif circulant (moins d'un an), et du passif, comprenant les capitaux permanents (plus d'un an) et les dettes à court terme (moins d'un an).

### 2.2.8. Le passage du bilan comptable au bilan financier

- Nécessite des redressements tels que le retraitement des non-valeurs (frais Préliminaires. Dépenses en attente, etc.)
- la réintégration des éléments hors bilan (effets escomptés non échus, crédit-bail). Pour Obtenir un bilan financier reflétant la valeur réelle en cas de liquidation de l'entreprise, il est nécessaire de réintégrer certains éléments tels que les effets escomptés non échus et les immobilisations acquises par crédit-bail. Les effets escomptés non échus sont considérés comme des avances bancaires et sont réintégrés dans les rubriques appropriées de l'actif et du passif.
- Les équipements financés par crédit-bail sont assimilés à des immobilisations financées Par un emprunt à long et moyen terme, et leur réintégration se fait en augmentant les immobilisations nettes de la différence et les dettes à long et moyen terme du même montant.
- réévaluations peuvent être effectuées pour aligner la valeur comptable de certains postes de l'actif sur leur valeur réelle, en tenant compte des plus ou moins-values.
- le bilan financier est finalisé en classant l'actif par ordre de liquidité croissante et le Passif par ordre d'exigibilité croissante, conformément au principe de financement des emplois par des ressources de durée équivalente, afin d'assurer un équilibre financier.

#### 2.2.8.1. Reclassement L'actif

L'actif immobilisé et l'actif circulant. L'actif immobilisé est subdivisé en valeurs immobilisées nettes, qui comprennent les immobilisations corrigées et éventuellement réévaluées, et autres valeurs immobilisées, comprenant des éléments tels que le stock outil, les clients douteux, les créances d'investissement, les cautionnements versés, les titres de participation, etc. L'actif circulant est réparti en valeurs d'exploitation, valeurs réalisables et valeurs disponibles. Les valeurs d'exploitation englobent les stocks (à l'exception du stock-

## Chapitre II Le Financement Bancaire Des Projets D'investissement

---

outil), les créances clients, les titres de placement, la TVA déductible et les avances d'exploitation. Les valeurs réalisables comprennent les immobilisations à moins d'un an, les créances sur clients, les titres de placement, la TVA déductible et les avances d'exploitation. Les valeurs disponibles représentent les éléments rapidement convertibles en liquidité, tels que la caisse, les comptes bancaires et les valeurs mobilières de placement cotées en bourse.

### 2.2.8.2. Le passif du bilan financier

➤ les capitaux permanents et les dettes à court terme. Les capitaux permanents sont composés des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau, provisions à caractère de réserves, produits d'écart de réévaluation et de subvention d'investissement, résultat en instance d'affectation, provisions pour pertes et charges, résultat de l'exercice non distribué, etc.) et des dettes à long et moyen terme.

➤ Les capitaux propres sont réduits des actifs sans valeur.

➤ dettes à long et moyen terme (DLMT) et de dettes à court terme (DCT). Les DLMT sont des dettes dont la durée de remboursement dépasse un an et comprennent les crédits d'investissement, les emprunts bancaires (à l'exception de la part remboursable à moins d'un an), les immobilisations acquises en crédit-bail, les dettes fournisseurs à plus d'un an, les impôts sur les produits d'écart de réévaluation et de subventions d'investissement payables à plus d'un an, les provisions pour pertes et charges justifiées à plus d'un an, ainsi que le compte courant des associés bloqué par une lettre de crédit adossée à une créance (LCAC).

➤ Les DCT sont réparties en trois rubriques : les dettes d'exploitation, les dettes hors Exploitation (autres dettes) et les dettes financières. Les dettes d'exploitation comprennent les dettes fournisseurs, les acomptes et avances reçus des clients, et les effets à payer. Les dettes hors exploitation incluent les emprunts à moins d'un an, le compte courant des associés non bloqué par une LCAC, les détentions pour compte, les impôts sur subventions et écart de réévaluation (à moins d'un an), le compte créditeur de l'actif, la part des DLMT remboursables à moins d'un an, les provisions pour pertes et charges justifiées à moins d'un an, etc. Les dettes financières comprennent les concours bancaires courants, les effets escomptés non échus (EENE) et les soldes débiteurs auprès des banques tels que les découverts et les facilités de caisse.

Le bilan financier peut être représenté sous forme de tableau, appelé tableau N°03, qui présente ces différentes rubriques du passif.

### Tableaux N°11: le bilan financier

## Chapitre II Le Financement Bancaire Des Projets D'investissement

Visualisation du bilan financière			
ACTIF		PASSIF	
Actif à plus an	Valeurs immobilisés nettes	Capitaux permanents	Capitaux propres
	Autres valeurs immobilisés		Dettes à long et moyen terme
Actif moins d'un an	Valeurs d'exploitation	Dettes à coure terme	Dettes à CT d'exploitation
	Valeurs réalisables		Dettes à CT hors exploitation
	Valeurs disponibles		Dettes financière

Source : JEAN PIERRE LAHILLE : analyse financière. Paris, Dalloz édition, 2001, P140

### 2.2.9. Le tableau des comptes de résultats (TCR)

Le TCR est un tableau qui retrace l'historique de l'activité de l'entreprise au cours d'un exercice comptable. Il regroupe toutes les charges et tous les produits de l'année.

#### 2.2.9.1. Les soldes intermédiaires de gestion

Les SIG sont des phases progressives dans la décomposition du résultat net pour expliquer et examiner plus en détail la performance de l'entreprise. Les principaux soldes intermédiaires de gestion sont les suivants :

##### Le chiffre d'affaires :

Il permet d'évaluer les performances commerciales de l'entreprise.

**CA= vente de marchandise+ Production vendue+ Prestation de service fournies**

## Chapitre II Le Financement Bancaire Des Projets D'investissement

---

### ✚ La marge commerciale :

Elle concerne les entreprises commerciales et indique le profit brut généré par les activités commerciales.

$$\text{Marge commerciale} = \text{Vente de marchandise} - \text{achat de marchandise} - \text{variation du stock de marchandises (stock initial-stock final)}$$

### ✚ La production de l'exercice :

Elle concerne les entreprises industrielles et permet d'évaluer le niveau d'activité.

$$\text{La production de l'exercice} = \text{production vendue} + \text{Production stockée} + \text{Production de l'entreprise pour elle-même}$$

Mesure de la création de richesse apportée par l'entreprise dans le produit vendu.

$$\text{Valeur ajoutée} = \text{marge commerciale} + \text{Production de l'exercice} - \text{consommations intermédiaires (en Provenance de tiers)}.$$

### ✚ L'excédent brut d'exploitation (EBE) :

Mesure du résultat économique avant incidence des politiques d'investissement et financière.

$$\text{Excédent brut d'exploitation} = \text{valeur ajoutée} + \text{subvention d'exploitation} - \text{les frais de personnel} - \text{impôts et taxes}$$

### ✚ Le résultat net :

indique ce qui reste à l'entreprise après déduction de toutes les charges de l'exercice, reflétant sa rentabilité générale.

$$\text{Résultat net} = \text{résultat courant avant impôts} + \text{Résulta hors exploitation} - \text{participation} - \text{participation des travailleurs aux bénéfices de l'entreprise} - \text{impôts sur les bénéfices (IBS)}$$

### ✚ La capacité d'autofinancement (CAF) :

Mesure de rentabilité qui évalue les ressources internes disponibles pour rembourser les emprunts, autofinancer le développement et rémunérer les apporteurs de fonds.

$$\text{Capacité d'autofinancement} = \text{résultat net} + \text{dotation aux amortissements et aux provisions} + \text{dotations exceptionnelles} + \text{valeurs résiduelles sur l'investissement cédés} - \text{reprise sur provisions} - \text{reprise sur écart de réévaluation}$$

## Chapitre II Le Financement Bancaire Des Projets D'investissement

### 2.2.9.2.L'équilibre financier et les indicateurs de solvabilité financière :

#### ✚ Le fonds de roulement (FR) :

Mesure l'excédent des capitaux permanents sur l'actif immobilisé.

$$\text{Fonds de roulement} = \text{capitaux permanents} - \text{actifs immobilisés}$$

#### ✚ Le besoin en fonds de roulement (BFR)

Mesure la partie des ressources durables qui finance l'actif circulant.

$$\text{BFR} = \text{actif circulant (hors disponibilité)} - \text{passif circulant}$$

#### ✚ La trésorerie :

Différence entre l'actif de trésorerie et le passif de trésorerie.

$$\text{Trésorerie} = \text{FR} - \text{BFR}$$

La confrontation entre le FR, le BFR permet de dégager plusieurs situations d'équilibre :

$$\text{❖ } \text{FR} > \text{BFR} > 0 \Rightarrow \text{T} > 0$$

A priori il s'agit d'un équilibre sain dans la mesure où l'entreprise dispose de ressources Suffisantes pour financer tous ses besoins et dégage un excédent de trésorerie.

$$\text{❖ } \text{BFR} > \text{FR} > 0 \Rightarrow \text{T} < 0$$

Malgré le fonds de roulement positif, l'entreprise ne peut pas financer tous ses besoins en Fonds de roulement.

La situation n'est guère dramatique à condition que les concours bancaires ne soient pas Élevés et que les besoins ne soient pas structurels.

$$\text{❖ } \text{FR} < 0 \text{ et } \text{BFR} > 0 \Rightarrow \text{T} < 0$$

Les découverts bancaires financent non seulement les besoins du cycle d'exploitation mais Encore une partie des immobilisations ( $\text{FRN} < 0$ ).

C'est une situation à très haut risque financier en raison de la dépendance de l'entreprise vis-à-vis des banques.

Il est impératif de réduire le BFR et augmenter le FRN.

$$\text{❖ } \text{FR} > 0 \text{ et } \text{BFR} < 0 \Rightarrow \text{T} > 0$$

Dans ce cas, un important excédent de trésorerie est dégagé. Un tel équilibre est un manque à Gagner pour l'entreprise. Il faut plutôt penser à fructifier cet argent.

### ❖ $FR < BFR < 0 \Rightarrow T > 0$

C'est une situation précaire : l'entreprise a perdu son contrôle puisque le financement de ses Immobilisations est assuré par les clients et les fournisseurs.

### ❖ $FR < BFR < 0 \Rightarrow T < 0$

Les ressources permanentes ne couvrent pas la totalité des immobilisations. Celles-ci sont Couvertes en partie par les ressources en fonds de roulement (RFR) dégagées par l'entreprise, le Solde étant financé par des découverts bancaires.

Cette situation est très risquée pour une entreprise industrielle. La dépendance extérieure est de plus en plus importante. Le FRN doit être reconstitué de toute urgence.

### ✚ Les ratios financiers :

Des indicateurs financiers permettant d'analyser la structure financière, l'activité et la rentabilité de l'entreprise.

Le texte donne des exemples de ratios de structure financière, tels que le ratio d'autonomie financière et le degré d'amortissement, qui permettent d'évaluer la solvabilité et l'indépendance financière de l'entreprise.

L'ensemble de ces examens vise principalement à mieux mesurer la rentabilité du projet mais aussi à apprécier les risques inhérents à sa réalisation.

### Section 03: Les risques du crédit d'investissement et ses garanties

Un projet d'investissement est un ensemble de prévisions, qui peuvent s'avérer trempées. C'est ainsi, que le risque est indissociable de l'évaluation des projets d'investissement. Toutefois, plusieurs formules de garanties permettent aux financeurs de se prémunir contre ces risques.

#### 3.1. Les risque du crédit d'investissement

L'expérience a maintes fois démontré qu'il n'Ya pas de crédit totalement exempt de risque, quelles que soit les garanties dont il est assorti ; le risque est pratiquement inséparable du crédit.

Le banquier doit donc toujours craindre que son portefeuille ne soit pas mobilisable auprès de l'institut d'émission or que son débiteur ne puisse faire face à ses obligation dans les délai prévus, les risques bancaire sont multiples et ils ont de diverses origines, de ce fait on peut distinguer les risques de l'activité bancaire des risques opérationnels qui englobent les

## **Chapitre II      Le Financement Bancaire Des Projets D'investissement**

---

risques de fraudes, informatique, juridique, etc. La mauvaise gestion de ces risques peut causer la pérennité de la firme bancaire et donc son existence. Les différents risques encourus par le banquier lors d'une opération de crédit sont :

- ✓ Le risque de non-remboursement
- ✓ Le risque d'immobilisation
- ✓ Le risque de taux
- ✓ Le risque de change
- ✓ Le risque de solvabilité

### **3.2. Le risque de non-remboursement**

Le risque de non-remboursement est le risque de défaillance d'une contrepartie sur laquelle est détenue une créance. C'est le risque de subir une perte dans l'hypothèse où le client se révélerait dans l'incapacité de faire face à ses engagements. Il constitue alors le risque majeur qu'encourt le banquier dans une opération de crédit.

Les origines du risque de non-remboursement peuvent être liées à la qualité de la clientèle de l'emprunteur (risque particulier), à la conjoncture du marché ou de la branche d'activité dans laquelle opère l'entreprise (risque sectoriel) ou un ensemble de données macro-économiques défavorables (risque général).

### **3.3. Le risque d'immobilisation**

La notion du risque d'immobilisation est étroitement liée à l'équilibre devant exister entre les ressources et les emplois de la banque en matière de durée (inadéquation des échéances). Elle doit assurer un équilibre entre la liquidité de ses emplois et l'exigibilité de ses ressources. En fait, il faut toujours rechercher des ressources stables et surtout compatibles avec les crédits à accorder, pour ne pas se trouver pris au dépourvu lors des retraits massifs, éventuellement, des dépôts.

### **3.4. Le risque de taux**

Ce risque découle de l'évolution divergente du coût des ressources de la banque par rapport au coût de ses emplois. Une variation des taux d'intérêt peut compromettre la marge d'exploitation de la banque. Pour minimiser ce risque, les banques peuvent proposer des taux d'intérêt variables sur les crédits afin de s'ajuster aux évolutions du marché.<sup>8</sup>

---

<sup>8</sup> Djoua.K, Atmani.L, « le concept de gouvernance et de gestion des risques bancaires », Mémoire de master en science financière et comptabilité, Option : finance et banque, Université de Tizi Ouzou, Promotion : 2018

### 3.5. Le risque de change

Il se produit lorsque le taux de change d'une monnaie nationale fluctue par rapport aux monnaies étrangères dans lesquelles les prix sont libellés. Ce risque est généralement supporté par le client dans les opérations de financement du commerce extérieur. Parfois, le client peut demander une couverture contre le risque de change pour se prémunir contre les pertes résultant de ces fluctuations.

### 3.6. Le risque de solvabilité

Ce risque concerne la survie même de la banque. Il se produit lorsque la valeur des actifs de la banque est inférieure à ses engagements. L'insolvabilité d'une banque peut résulter de la manifestation d'un ou plusieurs des autres risques mentionnés précédemment.

La réglementation prudentielle accorde une grande importance à ce risque pour protéger les avoirs des clients et éviter les effets de contagion en cas de défaillance bancaire

### 3.7. Les garanties

Les garanties sont des mesures prises par les banques pour assurer le recouvrement de leurs créances, car même une étude économique et financière ne peut éliminer totalement le risque, qui est souvent indépendant de l'action du banquier.<sup>9</sup>

Il existe deux types de garanties : les garanties personnelles et les garanties réelles

#### 3.7.1. Les garanties personnelles

Sont des engagements pris par une personne physique ou morale, sans référence à un bien spécifique, pour satisfaire aux obligations du débiteur si celui-ci ne les respecte pas à échéance. Les formes juridiques courantes de garanties personnelles sont le cautionnement et l'aval. L'aval est une forme particulière de cautionnement qui s'applique spécifiquement aux effets de commerce.

##### 3.7.1.1. Le cautionnement

Est régi par l'article 644 du code civil algérien, qui le définit comme un contrat par lequel une personne garantit l'exécution d'une obligation en s'engageant envers le créancier à la satisfaire si le débiteur ne le fait pas. Selon l'article 645 du même code, le cautionnement est un contrat consensuel qui doit être constaté et prouvé par écrit. On distingue deux formes

---

<sup>9</sup> CIAUD.AUGROS. G, Queruel « risque de taux d'intérêt et gestion bancaire », édition : ECONOMICA, Paris, janvier 2000.

## Chapitre II Le Financement Bancaire Des Projets D'investissement

---

de cautionnement : le cautionnement simple et le cautionnement solidaire On peut distinguer entre deux formes de cautionnement :

### 3.7.1.1.1. Le cautionnement simple

Les cautions ne sont pas solidaires dans leur engagement et ne peuvent être poursuivies que dans la limite de leurs parts proportionnelles dans l'obligation cautionnée. La caution dispose de deux moyens de défense importants : le bénéfice de discussion, qui lui permet de demander à la banque de poursuivre d'abord le débiteur principal avant elle, et le bénéfice de division, qui lui permet de demander à la banque de diviser les poursuites entre les cautions en fonction de leur part dans l'engagement.

### 3.7.1.1.2. Le cautionnement solidaire

La caution ne peut pas opposer au créancier le bénéfice de discussion. Le créancier peut poursuivre indifféremment le débiteur principal ou la caution.

**Remarque :** lors de recueil de la caution la banque exige généralement la souscription d'actes de cautions solidaires et indivisibles afin de se protéger contre ces moyens de défense.

### 3.7.1.2. L'aval

Est défini à l'article 409 du code de commerce algérien comme l'engagement d'une personne de payer tout ou partie d'une créance, généralement un effet de commerce. Tout comme le cautionnement, l'aval est un contrat consensuel qui doit être rédigé par écrit. Cependant, à la différence du cautionnement, l'avaliste est toujours solidaire et ne bénéficie donc pas des droits de division et de discussion.

L'aval peut être exprimé par la mention "bon pour aval" apposée sur le recto de l'effet, suivie de la signature de l'avaliseur, ou il peut être donné par un acte séparé.<sup>10</sup>

### 3.7.2. Les garanties réelles

Sont des contrats par lesquels un débiteur affecte l'un de ses biens, qu'il s'agisse d'un bien immobilier pour l'hypothèque, d'un bien meuble pour le nantissement, ou d'un matériel roulant pour le gage.

Elle peut prendre trois formes :

**Hypothèque :** lorsque le bien affecté en garantie est un bien immeuble ;

---

<sup>10</sup> Demazy.M, « value at. risk et contrôle prudentielle des banques », 1<sup>er</sup> édition, Fartis Bank, Belgique, 2001

## Chapitre II Le Financement Bancaire Des Projets D'investissement

---

**Nantissement** : lorsque le bien affecté en garantie est un bien meuble ;

**Gage** : lorsque le bien affecté en garantie est un matériel roulant.

### 3.7.2.1. L'hypothèque

Régie par l'article 882 du code civil algérien, est un contrat par lequel le créancier acquiert un droit réel sur un bien immobilier affecté au paiement de sa créance. Cela lui permet d'être remboursé en priorité par rapport aux créanciers de rang inférieur, sur le prix de cet immeuble, quel que soit son propriétaire. L'hypothèque confère au créancier le droit de saisir et de vendre le bien hypothéqué (droit de suite), le droit d'être payé en priorité (droit de préférence) et le droit de retenir le bien jusqu'au paiement de la dette (droit de rétention). Il existe trois types d'hypothèques : l'hypothèque conventionnelle, l'hypothèque judiciaire et l'hypothèque légale.

Selon le mode de constitution, il existe trois sortes d'hypothèques :

#### 3.7.2.1.1. L'hypothèque conventionnelle :

Est dite conventionnelle lorsqu'elle résulte d'une convention (contrat) établie en la forme authentique entre la banque et le débiteur pour garantir le paiement de la créance.

Le contrat doit être inscrit à la conservation des hypothèques afin de renseigner les tiers du privilège de la banque et de donner rang à celui-ci.

#### 3.7.2.1.2. L'hypothèque judiciaire :

Elle découle d'une décision de la justice, obtenue par la banque ayant entrepris des poursuites contre le débiteur, afin de pouvoir prendre une inscription d'hypothèque que sur l'immeuble.

#### 3.7.2.1.3. L'hypothèque légale :

L'article 179 de la loi 90/10 du code 14/04/1990 relative à la Monnaie et au Crédit, stipule : « il est institué une hypothèque légale sur les biens immobiliers du débiteur au profit des banques et établissements financiers en garantie de recouvrement de leurs créances et des engagements consentis envers eux ».

Comme son nom l'indique, c'est une hypothèque qui résulte de la loi elle-même au profit de certains créanciers jouissant d'une protection légale.<sup>11</sup>

---

<sup>11</sup> Dessis.J, « gestion des risque et gestion actif-passif des banque », 1er édition, Dollas, Paris, 1995.

## Chapitre II Le Financement Bancaire Des Projets D'investissement

---

### 3.7.2.2. Le nantissement

Selon l'article 948 du code civil algérien, est un contrat par lequel une personne s'engage à remettre au créancier ou à une autre personne désignée, un objet en garantie de sa dette ou de celle d'un tiers. Ce contrat crée un droit réel au profit du créancier, qui lui permet de retenir l'objet jusqu'au paiement de sa créance et de se faire payer sur le prix de l'objet en priorité par rapport aux créanciers ordinaires et de rang inférieur.

Les biens pouvant faire l'objet d'un nantissement sont divers, tels que les marchandises, les fonds de commerce, les valeurs mobilières, les matériels et outillages, etc.

### 3.7.2.3. Le gage véhicule

Est une forme particulière de garantie réelle régie par le code civil. Il s'agit d'une procédure préfectorale où le contrat de gage est publié auprès de la wilaya pour empêcher tout changement de propriété du véhicule. Cette publication permet d'opposer le gage à toute saisie par d'autres créanciers et d'établir des droits de préférence et de suite. Le gage de véhicule est une garantie sans dépossession qui sécurise les montants utilisés pour l'acquisition du véhicule gagé.

**Remarque :** Le gage de véhicule est un gage sans dépossession qui garantit les sommes ayant permis l'acquisition du véhicule gagé.

### 3.7.3. Les garanties complémentaires et assimilées

La banque peut également exiger une délégation d'assurance liée à la réalisation d'un risque ou d'un éventuel sinistre. Cela peut inclure une assurance incendie, une assurance tous risques pour le matériel roulant, une assurance multirisque professionnelle pour les équipements, la marchandise, etc. Toutefois, le contrat d'assurance doit être accompagné d'un avenant de subrogation au profit de la banque Il s'agit de : Assurance incendie.<sup>12</sup>

### 3.7.4. Les règles prudentielles en Algérie

Les règles prudentielles en Algérie, établies par la Banque d'Algérie en 1991 et mises à jour en 1994, visent à assurer une gestion rationnelle des banques afin de prévenir les effets inflationnistes de la monnaie.

---

<sup>12</sup> Bournine. C, Tekamera. Z, « financement bancaire d'un crédit d'investissement », Mémoire de fin de cycle en science économie, université de Bejaïa, promotion : 2018.

## **Chapitre II      Le Financement Bancaire Des Projets D'investissement**

---

Le règlement n° 91/09 du 14 août 1991 de la Banque d'Algérie fixe les règles de bonne gestion pour les banques et établissements financiers en ce qui concerne la division et la couverture des risques, le suivi et la classification des créances en fonction du niveau de risque, la constitution de provisions et l'incorporation des intérêts courus sur les créances impayées dont le recouvrement n'est pas assuré.

La nouvelle instruction n° 74/94 du 29 novembre 1994 abroge et remplace celle du 14 novembre 1991. Elle établit les normes et les conditions d'application des règles prudentielles, qui se résument comme suit :

### **3.7.4.1. Ratio de division des risques**

La réglementation prudentielle a instauré des ratios de contrôle des risques afin d'éviter la faillite des banques et établissements financiers en cas de défaillance d'un ou plusieurs clients. Ainsi, le montant des risques encourus sur un même client ne doit pas dépasser 25% du montant des fonds propres de l'établissement de crédit. De plus, le montant des risques encourus sur un groupe de clients, dont les risques dépassent 15% des fonds propres nets pour chaque client, ne doit pas excéder 10 fois les fonds propres nets de l'établissement de crédit.

### **3.7.4.2. Ratio de couverture des risques**

Les banques doivent définir les limites du risque en fixant une limite maximale interprétée par le ratio de solvabilité, également appelé ratio "Cook". Le ratio de solvabilité est le ratio le plus important auquel les banques et établissements financiers doivent se conformer. Il représente le rapport entre le montant des fonds propres nets des banques et le montant total des risques de crédit encourus du fait de leurs opérations. Ce ratio doit être d'au moins 8%. Les éléments de l'actif et hors bilan sont affectés d'un coefficient de pondération variant selon le risque de crédit associé.

La réglementation distingue quatre catégories de risque : un risque estimé à 0% pour les prêts accordés à l'État, un risque estimé à 5% pour les prêts accordés aux banques et établissements financiers installés en Algérie, un risque estimé à 20% pour les prêts accordés aux banques et établissements financiers installés à l'étranger, et un risque estimé à 100% pour les créances sur les clients..

## Chapitre II Le Financement Bancaire Des Projets D'investissement

---

Les règles prudentielles en Algérie établissent des normes pour la gestion des risques et la solvabilité des banques, en fixant des limites quantitatives et des ratios à respecter. Ces mesures visent à assurer la stabilité du système financier et à prévenir les risques de faillite.<sup>13</sup>

### Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons présenté les différents modes de financement des investissements, qui sont généralement réalisés à travers des crédits à moyen et long terme. La durée du crédit varie en fonction de la nature de l'investissement à financer, qu'il s'agisse d'équipements de production (crédit léger) ou de constructions (crédit lourd). Cependant, les crédits à long terme sont moins fréquemment accordés par les banques commerciales en raison du manque de ressources stables.

Le crédit d'investissement comporte des risques importants pour le banquier, étant donné que les prévisions deviennent de plus en plus difficiles à mesurer que le terme du prêt s'éloigne. En effet, lorsque la banque accepte de financer un investissement, elle s'engage avec l'entreprise sur le long terme, ce qui confère une importance accrue aux facteurs humains et économiques par rapport au crédit d'exploitation.

Afin de garantir le succès de ce type de crédit, le banquier doit mener une étude minutieuse et approfondie de la demande de crédit, tout en analysant les capacités de l'entreprise à générer des résultats permettant le remboursement du prêt à long terme. L'octroi d'un crédit d'investissement nécessite une évaluation rigoureuse de la demande, ainsi qu'une analyse approfondie de la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements financiers sur le long terme. Cela permet au banquier de prendre des décisions éclairées et de minimiser les risques associés à ce type de financement.

---

<sup>13</sup>Bouchtout. R, Arab. Z, 102 f « évaluation et choix d'un projet d'investissement : SPA CEVETAL, Master en science économiques : économie appliquée et ingénierie financière, université de Bejaïa, promotion : 2014

# **Chapitre 03**

**Le financement des projets  
d'investissement chez la BNA à la l'ère  
de La crise sanitaire COVID-19 :  
processus et réalité**

## **Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité**

---

### **Introduction**

Le présent chapitre se concentre sur le processus du financement des projets d'investissements au sein de la Banque Nationale d'Algérie (BNA) dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19. La pandémie a eu un impact considérable sur l'économie algérienne, d'où l'importance d'analyser son influence sur les activités de financement des projets d'investissements. Ce chapitre est structuré en trois sections principales, qui examinent différents aspects du financement des projets d'investissements chez la BNA pendant cette période.

Notre stage pratique au sein de la direction régionale de la BNA wilaya de Bejaia, durant le mois de février 2023, nous a permis d'avoir quelques réponses relatives au champ de la recherche de notre mémoire. L'étude pratique est réalisé à base d'un questionnaire, qui dispose d'un nombre de questions pourront nous amener à évaluer l'impact de la crise économique-sanitaire du covid-19 sur l'évolution du financement des projets d'investissement dans la wilaya de Bejaia

Ce chapitre se divise en trois sections, la première est consacrée à la présentation de la direction régionale de la BNA Bejaia, la deuxième pour le montage d'un crédit d'investissement chez la BNA, et pour conclure ce chapitre, nous présenterons les résultats de notre enquête sur les intentions d'investissement des entreprise clientes de la BNA.

### **Section 01 : Présentation de la Banque Nationale d'Algérie**

La Banque nationale d'Algérie BNA est la première banque commerciale algérienne. Créée le 13 juin 1966, elle exerce toutes les activités d'une banque de dépôt dans le cadre de la législation et de la réglementation des banques. Le réseau de la BNA compte actuellement 214 agences et 17 Directions régionales.

## Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité

---

Figure n°11 : logo de la BNA



Source : BNA logo, consulté le 20/05/2023. In, [www.bna.dz](http://www.bna.dz)

### 1.1.Historique de la BNA

#### ❖ 13 juin 1966

Création de la première Banque commerciale nationale, la Banque Nationale D'Algérie pour prendre en charge le secteur socialiste ainsi que le secteur privé national, spécialisé dans le financement de l'agriculture.

#### ❖ 1982

La restructuration de la BNA a donné naissance à une nouvelle Banque, BADR, spécialisée dans le financement et la promotion du secteur rural

#### ❖ 1988

La loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant orientation des entreprises Économiques vers leur autonomie, avait des implications incontestables sur L'organisation et les missions de la BNA avec notamment :

- Le non centralisation de distribution des ressources par le Trésor,
- La libre domiciliation des entreprises auprès des banques,
- Le non automaticité des financements.

#### ❖ 1990

La loi n° 90-10 du 14 avril 1990 relative à la Monnaie et au Crédit, la BNA à l'instar Des autres banques, est considérée comme une personne morale qui effectue, à titre de profession habituelle principalement des opérations portant sur la réception de fonds du

## **Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité**

---

public, des opérations de crédit ainsi que la mise à disposition de la clientèle, des moyens de paiement et la gestion de ceux-ci.

### **❖ 1995**

La BNA était la première Banque qui a obtenu son agrément par délibération Du Conseil de la Monnaie et du Crédit le 05 septembre 1995.

### **❖ Juin 2009**

Le capital de la BNA est passé de 14,6 milliards de dinars algériens à 41,6 milliards de Dinars algériens.

### **❖ Juin 2018**

Le capital de la BNA est passé de 41,6 milliards de dinars algériens à 150 milliards de Dinars algériens.

### **❖ 2020**

Lancement de l'activité « finance islamique »

### **1.2.Organisation, métiers et stratégie de la BNA**

La Banque Nationale d'Algérie est dirigée par un conseil d'administration, composé de treize membres dont le président directeur général (PDG) qui préside le conseil et s'occupe en même temps de la direction générale de la banque, cinq administrateurs indépendants, deux administrateurs représentant les travailleurs, un cadre dirigeant, trois commissaires aux comptes et le secrétaire du conseil d'administration.

#### **a) Organisations**

Pour mener bien son rôle, la banque est disposée de moyens humains et logistiques. Ces moyens sont regroupés et organisés dans une structure hiérarchique et fonctionnelle retraçant les relations existantes entre les différentes entités de la banque. Pour une bonne organisation, la BNA est regroupé par niveau et par fonctionnement. L'organigramme global de la BNA est présenté dans l'annexe N°11

**✚ Par niveau :** nous distinguons trois niveaux :

- **Au niveau central :**
  - La Direction Générale.

## Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité

---

- Le Secrétariat Général.
- L'Inspection Générale et les Inspections Régionales.
- La Supervision du Contrôle Interne.
- La Direction de la Conformité.
- La Direction de la Gestion des Risques.
- La Direction de l'Audit Interne.
- Les Divisions.
- Les Directions Centrales.
- **Au niveau régional :**
  - Les Directions des Réseaux d'Exploitation.
- **Au niveau local :**
  - Les Agences.

### **Concernant l'organigramme général de la BNA :** nous trouvons :

- Direction générale ;
- Structures rattachées à la direction générale :
- Secrétariat Général ;
- Inspection Générale : qui se divise en 6 compartiments pour couvrir toutes les régions : IRA, IRB, IRC, IRO, IRBE, IRGS.
- Direction de l'Audit Interne ;
- Direction de la Gestion des Risques ;
- Supervision du Contrôle Interne ;
- Direction de la Conformité.
- Divisions

### **Divisions et Directions**

Les Divisions sont au nombre de cinq (05) et les Directions Centrales sont au nombre de (17). Chaque Direction est rattachée hiérarchiquement à une Division. Elles sont toutes placées sous l'autorité de PDG, elles coordonnent l'activité des directions centrales qui les constituent et entretiennent des relations fonctionnelles entre elles.

 **Division Internationale :** elle participe à la définition de la politique de la banque en matière de financement et de traitement des opérations du commerce extérieur, et elle

### Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité

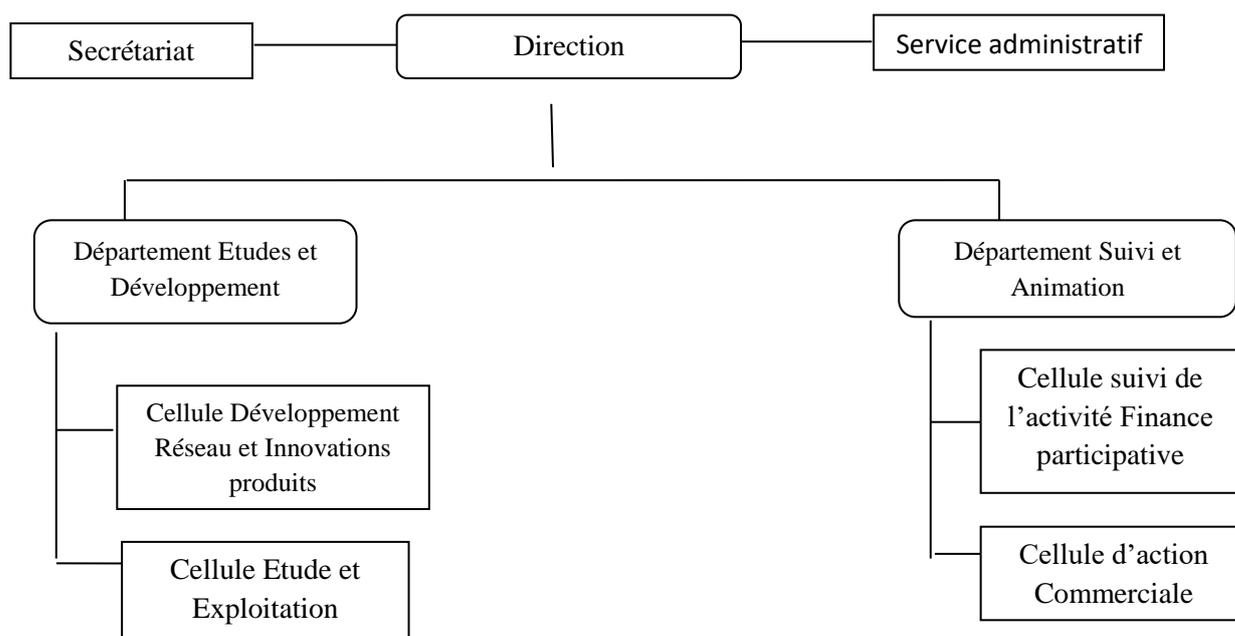
est chargée d'y appliquer. Pour accomplir cette mission elle contient 3 directions centrales :

- DMFE -DRICE -DOD

✚ **Division Exploitation et Action Commerciale** : Elle participe à la définition de la politique commerciale de la banque en matière de marketing, communication et monétique, plus l'encadrement du réseau. Elle est chargée de mettre en œuvre cette politique. Pour accomplir sa mission, cette division est constituée des directions centrales suivantes : DMCDC (DMC) -DIPM -DER

✚ **DFP : Direction Finance Participative** : cette direction est créée récemment pour répondre à la stratégie de la banque en matière de diversification de la gamme de produits, de ressources et de financements. La mise en place de cette direction est le résultat de la volonté de séparation entre les activités classiques de la banque et l'activité finance participative en application du règlement de la Banque d'Algérie n° 18-02 du 04 novembre 2018 portant conditions d'exercice des opérations de banque relevant de la finance participative par les banques et établissements financiers.

Figure N°12 : organisation de la direction Finance Participative



Source : direction régionale BNA\_191\_bejaia.

## Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité

---

- ✚ **Division des Systèmes d'Information** : elle est chargée de l'élaboration de la stratégie des systèmes d'information pour répondre aux besoins des utilisateurs. Elle doit s'assurer de l'efficacité et du bon fonctionnement des systèmes d'information. Pour faciliter sa tâche, cette division est liée à des directions qui lui sont rattachées :

DPS -DTA -DDEP

- ✚ **Division du Recouvrement, des Etudes Juridiques et du Contentieux** : sa mission principale est de participer à la définition de la politique de la banque en termes de recouvrement des créances et de gestion des contentieux, de plus elle est appelée à l'exécution et l'application de cette politique. Cette division veille à accomplir sa mission à l'aide des directions centrales :

DEJC -DSERC - DRG

- ✚ **Division des Engagements** : Elle participe à la définition de la politique d'octroi et de suivi des engagements de la banque, ensuite elle est chargée d'appliquer cette politique. Elle est constituée de trois directions centrales :

- DGE -DPME -DCPS

- ✚ **Division Financière** : Elle participe à l'élaboration de la politique de la banque en termes d'organisation, de contrôle de gestion, de comptabilité et de trésorerie. Elle veille à l'application de cette politique à l'aide des directions qui sont lui rattachées :

- DMF -DC -DCG

DOMP : Direction de l'Organisation, des Méthodes et Procédures : cette direction est chargée d'élaborer les circulaires et les diffuser sur les différents compartiments et les réseaux.

- ✚ **Division Gestion des Moyens Matériels et Ressources Humaines** : elle est appelée à participer à l'élaboration de la politique de la banque en matière de ressources : humaines, moyens généraux...et la préservation du patrimoine. Elle est constituée des directions centrales qui l'aident pour accomplir sa tâche :

- DRH -DMG—DPP DDPI —DF —CGOS

### ❖ La Direction Régionale d'Exploitation (D.R.E)

Appelées également directions de réseaux, les directions régionales sont des structures hiérarchiques de soutien des agences implantées dans leur circonscription territoriale. C'est un

## **Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité**

---

organe régional de décision, de gestion, de contrôle, de coordination et d'animation. Il veille tant sur l'application des orientations que sur la rentabilité des sièges.

Elles constituent le maillon intermédiaire entre les agences et les structures centrales. La BNA compte actuellement 17 réseaux d'exploitation avec un pouvoir hiérarchique sur les agences,

### **➤ L'Agence :**

C'est une structure d'exploitation chargée d'assurer dans sa zone géographique la politique commerciale de la banque. L'agence est le point de contact directe avec les clients Elle est responsable du choix des priorités de la clientèle et de la mise en œuvre des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs. Elle est conçue de sorte à satisfaire la clientèle à travers des structures d'accueil et de traitement efficaces.

L'agence est chargée d'accroître la collecte de ressources et d'augmenter le taux de bancarisation de la population. Elle bénéficie de délégation de signature en matière de crédit.

### **1.3.Missions et Objectifs de la B.N.A**

#### **❖ Missions**

La B.N.A exerce toutes les activités d'une banque de dépôts. Elle assure notamment le service financier des groupements professionnels et des entreprises. Elle traite toutes les opérations de banque, de change et de crédit dans le cadre de la législation et de la réglementation des banques algériennes, elle peut notamment :

- Collecter des capitaux à court, moyen et long terme ;
- Octroyer des crédits et des prestations de services sollicitées par la clientèle ;
- Assurer le service financier du groupement professionnel des entreprises et exploitation et participer, entre autre, au contrôle de leur gestion ;
- Elle a aussi la qualité d'intermédiaire agréé pour l'exécution des opérations du commerce extérieur.

#### **❖ Objectifs :**

La B.N.A a pour vocation et objectif, le financement de l'économie. Elle doit maximiser sa rentabilité en recueillant des ressources financières au niveau des agents économiques pour une redistribution au profit du développement de l'économie par le biais des crédits en faveur des opérateurs des différents secteurs d'activité. Ses objectifs visent :

## **Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité**

---

- L'amélioration de l'efficacité de la gestion et l'élargissement de la gamme de produits
- L'introduction de nouvelles techniques managériales et marketing ;
- La gestion performante de ses ressources humaines ;
- Le redéploiement du réseau pour se rapprocher de la clientèle ;
- Une meilleure maîtrise des risques en matière d'octroi et de gestion des crédits ;
- L'amélioration du système d'information.

### **1.4.Stratégie**

Dans le cadre stratégique, une dynamique collective engagée visant à mettre le client au centre des préoccupations de la Banque

La BNA poursuit la mise en œuvre de ses actions de diversification de son portefeuille, en concentrant ses efforts sur la collecte des ressources stables notamment du secteur privé et des particuliers et en encourageant l'augmentation des crédits destinés aux PME/PMI, en tant que levier majeur de la croissance économique et de la création d'emplois.

Dans le même sillage et s'inscrivant en droite ligne avec les orientations des pouvoirs publics visant le renforcement de l'inclusion financière, la Banque poursuit son processus de diversification et de modernisation de l'offre de produits permettant à sa clientèle l'accès à des services modernes, flexibles et sécurisés

En matière de gouvernance, la BNA s'est engagé au renforcement de la fonction contrôle par le déploiement de nouvelles structures de contrôle pour un meilleur encadrement de l'activité du réseau (création d'une nouvelle inspection régionale couvrant le grand sud après celle de Bejaia).

De même, un projet d'élaboration de la cartographie des processus qui s'inscrit dans l'optimisation des processus et des outils de pilotage et de contrôle a été engagé.

S'agissant de l'axe stratégique visant la ressource humaine, les actions à retenir reposent sur la poursuite d'un vaste plan de formation basé essentiellement sur les lignes métiers qui a ciblé une partie non moins importante de son personnel particulièrement celui activant dans la fonction commerciale.

Dans le cadre du message présenté par le PDG de la BNA Mr Achour Abboud en 2017 à propos de la stratégie de la BNA, il s'est adressé à l'ensemble du personnel : « j'exhorte l'ensemble du personnel de la Banque à conjuguer d'avantage leurs

## **Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité**

---

efforts avec le même professionnalisme et l'efficacité collaborative seuls gage de réussite de notre démarche vers la qualité et l'excellence

### **Section 02 : étude de l'impact de la crise du Covid-19 sur les intentions d'investissement des entreprises clients de la BNA**

Cette section de l'étude examine l'impact de la crise du Covid-19 sur les intentions d'investissement des entreprises clientes de la BNA. Nous analyserons les effets de la pandémie sur les décisions d'investissement des entreprises, en tenant compte des perturbations économiques et des incertitudes qui en découlent. Cette analyse permettra de mieux comprendre les changements de comportement des entreprises et d'identifier les facteurs clés qui ont influencé leurs intentions d'investissement dans ce contexte particulier.

#### **2.1. Méthodologie de l'enquête :**

L'objectif de cette étude est d'explorer et de recueillir des informations sur l'impact de la crise covid-19 sur les intentions d'investissements en utilisant un questionnaire structuré.

##### **2.1.1. Définition de l'enquête :**

Une enquête est une méthode de recherche qui vise à recueillir des informations et des données sur un sujet spécifique en interrogeant un échantillon de personnes ou d'organisations. Elle implique généralement la formulation de questions précises et structurées qui sont posées aux participants dans le but de collecter des réponses et des opinions.

##### **2.1.2. Définition du questionnaire :**

Un questionnaire est un outil de collecte de données qui consiste en une série de questions structurées, préparées à l'avance, et qui sont posées aux participants dans le but de recueillir des informations spécifiques sur un sujet donné. Il peut être utilisé dans divers domaines de recherche, tels que les sciences sociales, la psychologie, la santé publique, le marketing, etc.

##### **2.1.3. Les avantages de l'enquête :**

- **Collecte de données à grande échelle :** Les enquêtes permettent de recueillir des

## Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité

---

Données auprès d'un grand nombre de participants, ce qui peut fournir une représentation plus précise de la population étudiée. Cela permet d'obtenir des données plus exhaustives et de réaliser des analyses statistiques robustes.

- **Standardisation des données** : Les enquêtes utilisent généralement des questions structurées et préparées à l'avance, ce qui assure une collecte de données standardisée. Cela facilite l'analyse et la comparaison des résultats entre différents groupes ou dans le temps.

- **Facilité de distribution et de collecte des données** : Avec les avancées technologiques, les enquêtes peuvent être facilement distribuées en ligne, ce qui facilite la collecte des

Réponses des participants. Cela permet de gagner du temps et de réduire les coûts associés à la collecte des données par rapport à d'autres méthodes de recherche.

- **Anonymat et confidentialité** : Les enquêtes permettent aux participants de rester anonymes, ce qui peut encourager une plus grande honnêteté dans leurs réponses. De plus, les données collectées peuvent être traitées de manière confidentielle, ce qui garantit la protection de la vie privée des participants.

- **Polyvalence** : Les enquêtes peuvent être utilisées dans une variété de contextes et de domaines de recherche. Elles peuvent être adaptées pour répondre à différents objectifs de recherche, qu'il s'agisse de mesurer des attitudes, des comportements, des opinions ou d'explorer des expériences vécues.

- **Coût et temps efficaces** : Comparativement à d'autres méthodes de collecte de données,

Les enquêtes peuvent être relativement rentables et rapides à mettre en œuvre. Elles permettent d'obtenir des données de manière efficace et économique, ce qui est particulièrement bénéfique lorsque l'on travaille avec des contraintes de temps et de ressources.

Ces avantages font des enquêtes un outil précieux pour la collecte de données dans la recherche, offrant une approche pratique et fiable pour obtenir des informations sur des sujets spécifiques.

### 2.1.4. Objectif visés de l'enquête

## **Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité**

---

L'objectif de l'enquête de terrain sur l'impact de la crise de la COVID-19 sur le financement d'un projet d'investissement serait de recueillir des données spécifiques et contextualisées sur la manière dont la pandémie a affecté les sources de financement, les décisions d'investissement et les conditions financières liées aux entreprises.

### **2.1.5. Les obstacles rencontrés durant l'enquête :**

- **Échantillonnage** : Obtenir un échantillon représentatif peut être difficile, car il peut être difficile d'atteindre certains groupes spécifiques de participants. Certains individus peuvent être difficiles à contacter, réticents à participer ou inaccessibles en raison de contraintes géographiques ou temporelles.
- **Biais de réponse** : Les participants peuvent fournir des réponses biaisées ou inexactes, parfois en raison de la nature sensible des questions posées ou de leur désir de se présenter de manière favorable. Les biais de réponse peuvent fausser les résultats et affecter la validité de l'enquête.
- **Faible taux de réponse** : Les enquêtes peuvent être confrontées à un faible taux de réponse, ce qui peut réduire la représentativité de l'échantillon. Les participants peuvent être peu enclins à répondre, ce qui peut compromettre la qualité des données collectées.

### **2.1.6. Présentation de l'échantillon**

Notre échantillon est constitué de 50 entreprises clientes de la BNA de la wilaya de Bejaia, vu que nous avons effectué le stage au niveau de la direction régionale. Les entreprises sont sélectionnées aléatoirement. Toutefois, nous n'avons pu récupérer que 35 questionnaires correctement remplis.

### **2.1.7. Le déroulement de l'enquête**

L'enquête s'est déroulée au niveau de deux agences : BNA agence Elkseur et BNA agence Bejaia. Nous avons distribué 25 questionnaires dans chaque agence au service chargé de « clientèle entreprise », aux entreprises clientes de la BNA au niveau des agences entre le 15 avril et le 01 mai. Nous avons récupéré le 15 mai, 21 questionnaires au niveau de l'agence de Bejaia et 18 questionnaires au niveau de l'agence d'Elkseur. Nous avons dû éliminer celles qui n'étaient pas entièrement remplis. Ce qui nous a amenés à un total de 35 questionnaires.

1. Distributions des questionnaires. (du 15/04/2023 au 01/05/2023)

## **Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité**

---

2. Récupération (collecte) des questionnaires. (du 01/05/2023 au 15/05/2023)
3. Choisissez un questionnaire utilisable. (du 15/05/2023 au 16/05/2023)
4. Enfin. Analysez les questionnaires. (du 16/05/2023 au 30/05/2023)

### **2.1.8. L'élaboration du questionnaire :**

Notre questionnaire (voir annexe 01) est composé de :

- ✓ Des questions fermées (c'est-à-dire des réponses oui ou non).
- ✓ Des questions semi-ouverte (c'est-à-dire des questions à choix multiples).
- ✓ Des questions ouverte (elle demandent à être claires, précises et univoques).

Ce questionnaire contient 03 axes :

- ❖ Le premier (1) contient la présentation de l'échantillon (question 1 et 2) liées à la taille de l'entreprise et le secteur d'activité.
- ❖ Le second (2) contient l'impact du COVID-19 sur l'activité des entreprises de la wilaya de Bejaïa (question 3, 4, 5,6).
- ❖ Le troisième (3) contient l'impact du COVID-19 sur les intentions d'investissement et les sources de financement dans la wilaya de Bejaïa. (Question7, 8, 9,10).

### **2.1.9. Le dépouillement des données**

Vu le nombre réduit des questionnaires et le manque du temps, nous avons effectué un dépouillement manuel simple (tris à plat) des réponses des entreprises.

## **2.2. Présentation des résultats de l'enquête sur l'impact du Covid-19 sur les intentions d'investissements et le choix de financement des projets d'investissement par les entreprises clientes de la BNA dans la wilaya de Bejaia**

Cette analyse permet de mieux comprendre les répercussions de la pandémie sur le tissu économique local et d'identifier les besoins spécifiques en termes de soutien financier et de mesures d'incitation à l'investissement.

### **2.2.1. Présentation de l'échantillon**

## Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité

### ➤ La taille des entreprises enquêtées

Ces données nous donnent un aperçu de la distribution des entreprises selon leur taille.

**Tableau N°12: la taille des entreprises clientes de la BNA**

La taille d'entreprise	Nombre d'entreprise	Pourcentage (%)
Micro	15	42,86%
Petite	9	25,71%
Moyenne	8	22,86%
Grande	3	8,57%
Total	35	100%

**Source :** réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur l'impact du Covid-19 sur l'investissement des entreprises chez la BNA Bejaia 2023.

- Micro entreprise : Il y a 15 entreprises de petite taille, ce qui représente 42,86% de l'ensemble.
- Petite entreprise : On compte 9 entreprises de taille petite, soit 25,71% du total.
- Moyenne entreprise : Il y a 8 entreprises de taille moyenne, représentant 22,86% du total.
- Grande entreprise : On recense 3 grandes entreprises, ce qui équivaut à 8,57% du total.

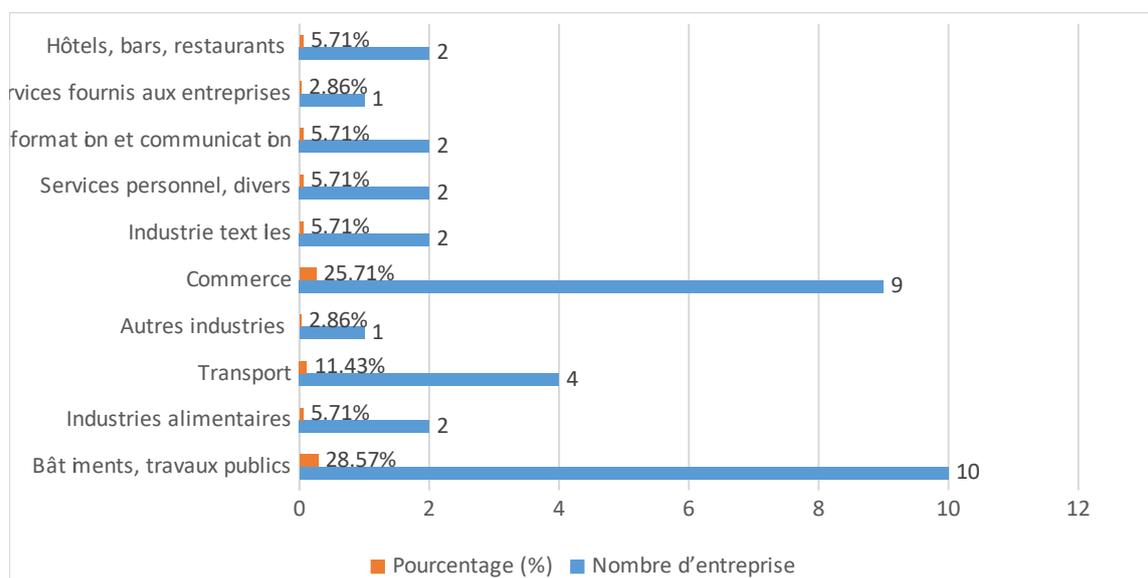
Ces données donnent un aperçu de la répartition des entreprises en fonction de leur taille, avec une majorité d'entreprises de petite et micro tailles, suivies par les entreprises de taille moyenne et grande.

### ➤ La répartition des entreprises enquêtées selon le secteur d'activité

Ces données nous permettent d'identifier les principaux secteurs d'activité des entreprises dans l'échantillon étudié.

**Figure N°13 : le secteur d'activité des entreprises**

### Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité



Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'enquête

- Le secteur le plus représenté est celui des bâtiments et travaux publics, avec 10 entreprises, ce qui correspond à 28,57% de l'ensemble.
- Le commerce est également un secteur important, avec 9 entreprises, représentant 25,71% de l'échantillon.
- Le secteur du transport compte 4 entreprises, soit 11,43% du total.
- Les industries alimentaires, l'industrie textile, les services personnels divers, l'information et la communication, ainsi que les hôtels, bars et restaurants, sont chacun représentés par 2 entreprises, ce qui équivaut à 5,71% pour chaque secteur.
- Les autres industries, les services fournis aux entreprises et les industries textiles ont chacun une seule entreprise, représentant respectivement 5,71% de l'ensemble.

Ces données permettent d'identifier les principaux secteurs d'activité des entreprises incluses dans l'étude. Le secteur des bâtiments et travaux publics est le plus représenté, suivi par le commerce. Les autres secteurs ont une présence moins importante, avec un nombre d'entreprises allant de 1 à 4.

## Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité

---

### 2.2.2. L'impact de la crise du Covid-19 sur l'activité des entreprises de Bejaia.

L'objectif de cette enquête est de comprendre les répercussions de la pandémie sur les entreprises clientes de la BNA dans la région de Bejaia en termes de besoins de financement et d'intentions d'investissement et d'identifier les principaux défis auxquels elles ont dû faire face. Les réponses à ces questions fourniront des informations précieuses sur l'impact de la crise du COVID-19 sur l'activité des entreprises de Bejaia. Ces résultats contribueront à une meilleure compréhension des difficultés rencontrées par les entreprises de la région et orienteront la mise en place de mesures de soutien économique et financier adaptées.

#### ➤ Les entreprises clientes de la BNA qui ont changé d'activité à cause de covid-19

**Tableau N°13 : Les entreprises qui ont changé d'activité à cause de covid-19**

Changer l'activité à cause de covid-19	Nombre d'entreprise	Pourcentage(%)
Oui	00	00%
Non	35	100%
Total	35	100%

**Source :** réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur l'impact du Covid-19 sur l'investissement des entreprises chez la BNA Bejaia 2023.

Ces données suggèrent que les entreprises interrogées n'ont pas ressenti le besoin de changer d'activité en raison de la pandémie de COVID-19. Il est possible que leurs activités aient été moins touchées ou qu'elles aient réussi à s'adapter sans avoir besoin de modifier fondamentalement leurs domaines d'activité. Ou bien, qu'ils ont investi tant, que c'est difficile de changer aussi facilement, notamment que la crise a touché presque tous les secteurs d'activité.

#### ➤ Affectation par le Covid-19.

**Tableau N°14 : les entreprises affecté par le covid-19**

Est-ce que vous êtes affecté par le COVID-19 ?	Nombre d'entreprise	Pourcentage(%)
Oui	34	97,14%
Non	01	2,86%

### Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité

Total	35	100%
-------	----	------

Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur l'impact du Covid-19 sur l'investissement des entreprises chez la BNA Bejaia 2023.

- La grande majorité des entreprises, soit 97,14% de l'échantillon, ont déclaré être affectées par la COVID-19.
- Seule une entreprise, soit 2,86% du total, a indiqué ne pas être affectée par la pandémie, son secteur d'activité est le commerce (pharmacie).

Ces données indiquent que la quasi-totalité des entreprises de l'échantillon ont subi des effets de la COVID-19, ce qui peut inclure des perturbations dans leurs opérations, une baisse de la demande, des difficultés financières ou d'autres conséquences liées à la crise sanitaire.

**Tableau N°15: les effets du Covid-19 sur le niveau de l'activité**

Effets	Baisse	Constante	Hausse	Sans réponse	Total
Les quantités produites	25	2	0	8	35
Le niveau de vente (chiffre d'affaire)	20	1	0	14	35
Le niveau des charges	8	6	8	11	35
Horaire de travail	19	1	0	15	35
Bénéfice	20	2	0	13	35

Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête sur l'impact du Covid-19 sur l'investissement des entreprises chez la BNA Bejaia 2023.

- Concernant les quantités produites, 77,14% des entreprises ont confirmé avoir subi une baisse des quantités produites à cause de plusieurs facteurs notamment les difficultés d'approvisionnements en matières premières du fait des perturbations logistiques mondiales et la baisse du personnel vu les contaminations répétitives et les confinements répétés.
- Le niveau de vente (chiffre d'affaires) : plus de la moitié des entreprises (57,14%) indiquent une baisse du chiffre d'affaires, ce qui est également préoccupant pour l'entreprise. Seulement 2,86% des réponses indiquent un niveau des ventes stable, tandis que 40% des réponses ne donnent aucune indication.

### Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité

- Le niveau des charges : On observe que 22,86% des entreprises indiquent une baisse des charges, tandis que 17,14% indiquent une augmentation et 22,86% indiquent une stabilité. Cependant, 31,43% des réponses ne donnent aucune indication. Cela suggère une certaine instabilité dans les charges, avec un pourcentage élevé de non-réponses.
- Horaires de travail : La majorité des réponses (54,29%) indiquent une baisse des horaires de travail à cause des confinements répétitifs, ce qui peut indiquer une réduction de la demande ou des difficultés économiques. Seulement 2,86% des réponses indiquent une constance, tandis que 42,86% ne donnent aucune indication.
- Bénéfice : La majorité des réponses (57,14%) indiquent une baisse des bénéfices, ce qui est préoccupant pour l'entreprise. Seulement 5,71% des réponses indiquent une stabilité des bénéfices, tandis que 37,14% ne donnent aucune indication. Cela suggère une instabilité significative des bénéfices.

#### ➤ Les difficultés de financement des entreprises causées par le Covid-19

Le tableau N°16 présente les différentes difficultés auxquelles les entreprises ont été confrontées pendant la période de la COVID-19.

**Tableau N°16 : Les difficultés de financement confrontées par les entreprises pendant la période du covid-19**

Genres de difficultés	Nombre de réponse	Pourcentage(%)
Difficultés d'écoulement de production	16	14,29%
Respect des mesures préventives du covid-19	25	22,32%
Difficultés d'approvisionnements en matière première (M1)	17	15,18%
Coûts élevé du transport	30	26,79%
Non accès au financement	7	6,25%
Manque de technologie adapté au tel travail	4	3,57%
Autres à préciser	12	10,71%
Pas de difficultés	1	0,86%

### Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité

---

---

Total	112	100%
-------	-----	------

Source : réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête impact du Covid-19 sur l'investissement des entreprises chez la BNA Bejaia 2023.

À partir des résultats obtenus on constate que:

- 14,29% des réponses ont confirmé avoir des difficultés à écouler leur production, ce qui peut être dû à une baisse de la demande pour leurs produits.
- 22,32% des réponses ont déclaré rencontrer des difficultés à respecter les mesures préventives du Covid-19, ce qui peut indiquer des problèmes liés à la mise en œuvre des protocoles sanitaires et à la gestion de la pandémie.
- 15,18% des réponses ont signalé des difficultés d'approvisionnement en matières premières (M1), ce qui peut entraîner des retards dans la production et une augmentation des coûts.
- 26,79% des réponses ont indiqué des coûts élevés de transport, ce qui peut impacter leur rentabilité et leur compétitivité.
- 6,25% des réponses ont déclaré ne pas avoir accès au financement, ce qui peut limiter leur capacité à investir et à se développer.
- 3,57% des réponses ont mentionné un manque de technologie adaptée au travail à distance, ce qui peut créer des difficultés pour maintenir les activités pendant les périodes de confinement ou de restrictions.
- 10,71% des réponses ont cité d'autres difficultés à l'égard de :
  - Suspension de l'activité de transport pour une certaine période (quelques mois), ce qui a généré de désagrément et des pertes, ainsi que l'absence de ressources stables.
  - La fermeture des frontières et l'arrêt de production.
  - Limitation de nombre de places à la moitié.
  - Fermeture complète de lieu de travail.
  - Arrêt total du projet en cours pendant une période qui dépasse les trois (03) mois.
  - Blocage de mon activité durant le covid-19.

### Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité

---

Ce qui suggère qu'il peut y avoir un certain nombre de défis variés auxquels les entreprises sont confrontées.

- Seulement 0,86% des réponses ont déclaré ne pas avoir de difficultés, ce qui souligne qu'une minorité d'entreprises ont été épargnées des problèmes causés par le Covid-19 en l'occurrence les entreprises lié à l'offre de soins, comme celles du secteur de commerce de médicament, les laboratoires d'analyse biologique et biochimique, les centres de radiologies, ... .

#### ➤ Les types de besoins de financement des entreprises enquêtées.

Le tableau N°17 présente les types de besoins de financement auxquels les entreprises ont été confrontées pendant la période de la COVID-19.

**Tableau N°17: types de besoins de financement des entreprises**

types de besoins du financement	Nombre de réponses	Pourcentage(%)
Acquisition d'entretien d'équipement.	7	9,46%
Extension de l'activité	2	2,70%
Amélioration du local	4	5,40%
Paiement des salaires	32	43,24%
Remboursement des dettes antérieures	12	16,22%
Achat de matière première(M1)	13	17,57%
Installation d'une plateforme de tel travail	3	4,05%
Formation de main d'œuvre	0	0%
Autres	1	1,35%
Total	74	100%

### Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité

---

**Source :** réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête impact du Covid-19 sur l'investissement des entreprises chez la BNA Bejaia 2023.

- Acquisition et entretien d'équipement : 9,46% des réponses ont eu besoin de financement pour l'acquisition et l'entretien d'équipement. Cela peut indiquer un besoin de modernisation ou de remplacement d'équipement pour maintenir ou améliorer l'efficacité opérationnelle.
- Extension de l'activité : Seules 2 réponses ont exprimé un besoin de financement pour l'extension de leur activité, équivalant à 2,70% du total. Cela suggère que la croissance et l'expansion des entreprises ont été limitées pendant la période de la COVID-19.
- Amélioration du local : 4 réponses ont déclaré avoir besoin de financement pour l'amélioration de leurs locaux, représentant 5,40% du total. Cela peut inclure des rénovations, des aménagements ou des adaptations nécessaires pour répondre aux nouvelles exigences sanitaires.
- Paiement des salaires : 32 réponses ont indiqué un besoin de financement pour le paiement des salaires, ce qui correspond à 43,24% du total. Cela souligne les difficultés rencontrées par de nombreuses entreprises pour maintenir leur main-d'œuvre pendant la période de la COVID-19.
- Remboursement des dettes antérieures : 12 réponses ont signalé un besoin de financement pour le remboursement des dettes antérieures, représentant 16,22% du total. Cela peut refléter des pressions financières dues à la pandémie et la nécessité de gérer les obligations de remboursement.
- Achat de matière première : 13 réponses ont exprimé un besoin de financement pour l'achat de matières premières, équivalant à 17,57% du total. Cela suggère des défis d'approvisionnement et des coûts supplémentaires liés à la disponibilité et au prix des matières premières pendant la période de la COVID-19.
- Installation d'une plateforme de télétravail : 3 réponses ont mentionné un besoin de financement pour l'installation d'une plateforme de télétravail, représentant 4,05% du total. Cela témoigne de la nécessité pour les entreprises de s'adapter aux nouvelles conditions de travail à distance pendant la pandémie.

## **Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité**

---

- Formation de main-d'œuvre : Aucune réponse n'a signalé un besoin de financement pour la formation de la main-d'œuvre, ce qui peut indiquer que la priorité était plutôt de maintenir les opérations existantes pendant la période de la COVID-19.
- Autres : Une réponse a mentionné d'autres besoins de financement non spécifiés, équivalant à 1,35% du total.

Ces données mettent en évidence les différents besoins de financement auxquels les entreprises ont été confrontées pendant la période de la COVID-19. Les principaux besoins identifiés sont le paiement des salaires, le remboursement des dettes antérieures et l'achat de matières premières. Cela souligne les défis financiers auxquels les entreprises ont dû faire face en raison des perturbations économiques causées par la pandémie.

### **2.2.3. Impact de la crise économique du Covid-19 sur les intentions d'investissement des entreprises clientes BNA Bejaia**

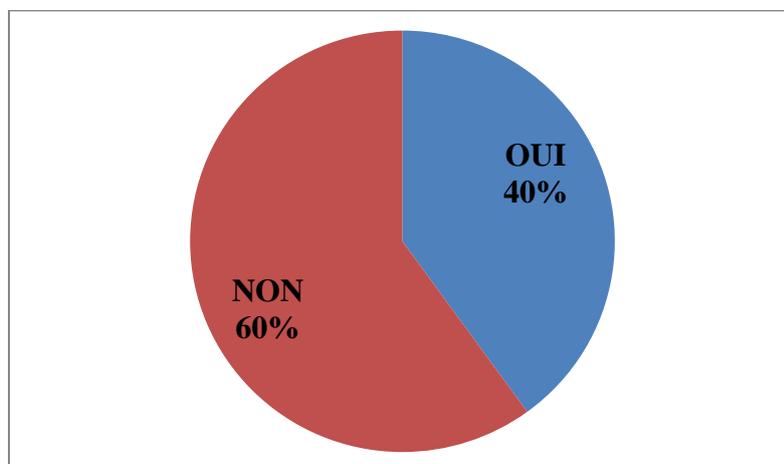
Les résultats de cette enquête permettront de mieux appréhender l'impact de la pandémie sur les décisions d'investissement des entreprises, ainsi que les motivations et les contraintes qui les influencent. Les questions posées dans le cadre de cette enquête visent à recueillir des informations clés sur les intentions d'investissement des entreprises clientes de BNA Bejaia, ainsi qu'à comprendre leur réaction face à la crise économique induite par la pandémie. Ces résultats pourront guider les politiques et les stratégies de soutien aux entreprises dans la région, en fournissant des informations précieuses pour orienter les décisions et les actions visant à atténuer les effets de la crise.

#### **➤ Les intentions d'investissement des entreprises enquêtées**

**Figure N°16 : les intentions d'investissement des entreprises clientes de la BNA**

### Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité

---



Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'enquête

En analysant les chiffres du tableau, on peut constater les éléments suivants :

- Nombre d'entreprises : Sur un total de 35 entreprises étudiées, 14 d'entre elles (soit 40%) ont exprimé leur intention d'investir, tandis que les 21 autres (soit 60%) n'ont pas l'intention d'investir.

La répartition des intentions d'investissement peut être interprétée comme un indicateur de confiance économique. Si une grande proportion d'entreprises prévoit d'investir, cela suggère un climat économique favorable et optimiste, avec des opportunités de croissance perçues. En revanche, si la majorité des entreprises n'ont pas l'intention d'investir, cela peut indiquer une incertitude économique ou des perspectives moins favorables, ce qui peut être lié à des facteurs tels que la conjoncture économique, la réglementation ou les conditions du marché.

#### Les motifs avancés par les entreprises qui ne veulent pas investir pendant 2020-2022

- Absence de la capacité d'autofinancement, et présence d'un déficit de l'exercice antérieur.
- Incertitude économique
- Existence de l'emprunt en cours, coût élevé

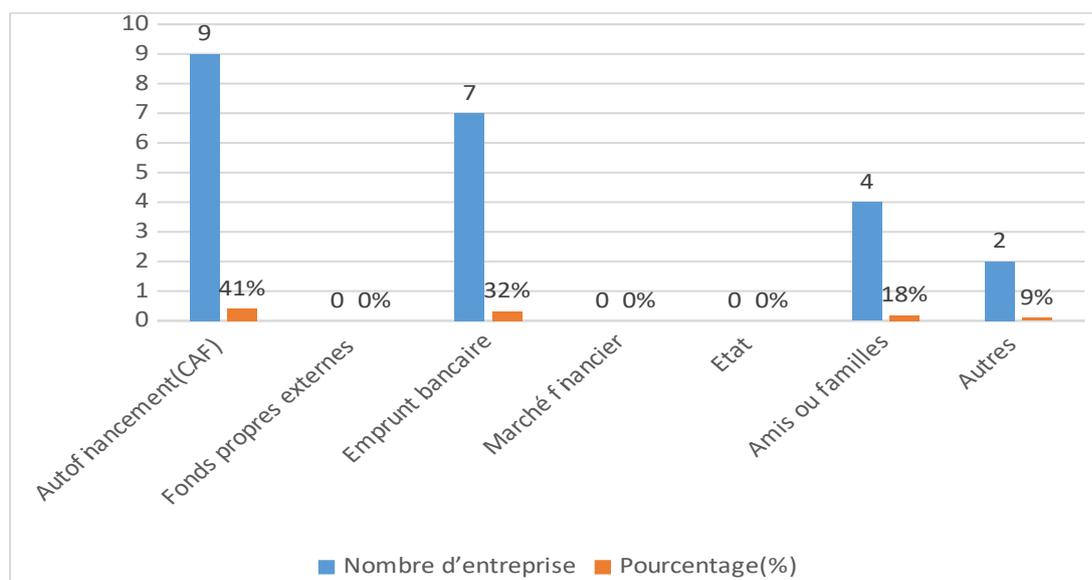
### Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité

- Préoccupation pour la rentabilité
- Attente de meilleures conditions

#### ➤ Le mode de financement choisi pour les investissements

La figure N°17 présente les différents modes de financement utilisés par les entreprises qui ont choisi d'investir pendant la période du Covid-19, Les modes de financement sont répartis en plusieurs catégories, et chaque catégorie est accompagnée du nombre d'entreprises l'ayant utilisée ainsi que du pourcentage correspondant par rapport au total des entreprises ayant choisi d'investir.

**Figure N°17: Le mode financement choisi par les entreprises clientes de BNA**



Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'enquête

En analysant les chiffres du tableau, voici les principales observations :

- Autofinancement (CAF) : 40,90% de réponses ont optés pour l'autofinancement comme mode de financement. Cela signifie que les entreprises ont utilisé leurs propres ressources financières internes pour financer leurs investissements. L'autofinancement est généralement considéré comme une source de financement stable et indépendante, provenant des bénéfices générés par l'entreprise elle-même.

### **Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité**

---

- Fonds propres externes : Aucune réponse d'une entreprise n'a utilisé les fonds propres externes pour financer leurs investissements pendant cette période. Les fonds propres externes se réfèrent aux capitaux apportés par des investisseurs externes, tels que des actionnaires ou des sociétés de capital-risque.
- Emprunt bancaire : 31,81% réponses indiquent que les entreprises ont choisi de financer leurs investissements en contractant des emprunts auprès de banques. L'emprunt bancaire est une forme courante de financement externe où les entreprises empruntent des fonds auprès des institutions financières moyennant un intérêt et un remboursement ultérieur.
- Marché financier et État : Les réponses indiquent qu'aucune entreprise n'a utilisé le marché financier ou les financements de l'État pour leurs investissements pendant cette période. Le marché financier fait référence aux levées de fonds réalisées sur les marchés boursiers ou obligataires, tandis que les financements de l'État peuvent inclure des subventions, des incitations fiscales ou des prêts spécifiques aux entreprises.
- Amis ou familles : 18,18% des réponses indiquent que les entreprises ont choisi de se tourner vers leurs amis ou membres de leur famille pour obtenir des fonds et financer leurs investissements. Ce mode de financement est souvent utilisé lorsqu'il est difficile d'accéder à d'autres sources de financement ou lorsque les liens personnels et la confiance jouent un rôle clé.
  - Autres : 9,09% des réponses indiquent que les entreprises ont utilisé d'autres modes de financement qui ne sont pas spécifiés dans la figure.

En interprétant ces données, il est important de noter que les entreprises ont utilisé une combinaison de sources de financement pour leurs investissements pendant la période du Covid-19. L'utilisation prédominante de l'autofinancement indique que certaines entreprises ont pu compter sur leurs ressources internes pour financer leurs projets. L'emprunt bancaire a également été une source de financement significative, suggérant que les entreprises ont pu bénéficier de conditions de crédit favorables ou ont jugé les emprunts bancaires comme une option viable malgré les incertitudes économiques liées à la pandémie.

### Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité

Cependant, l'absence d'utilisation des fonds propres externes, du marché financier et des financements de l'État peut indiquer une méfiance ou une prudence accrue des investisseurs ou une absence d'opportunités de financement externes pendant cette période.

Dans l'ensemble, ces chiffres soulignent les différents mécanismes et sources de financement utilisés par les entreprises pour soutenir leurs projets d'investissement pendant la période du Covid-19, avec un accent particulier sur l'autofinancement et l'emprunt bancaire.

#### ➤ Les motivations de choix de l'emprunt bancaire

Le tableau N°18 présente les raisons pour lesquelles les entreprises ont choisi le mode de financement de l'emprunt bancaire. Les différentes raisons sont réparties en plusieurs catégories, avec le nombre d'entreprises correspondant à chaque raison et le pourcentage correspondant par rapport au total des entreprises ayant choisi l'emprunt bancaire comme mode de financement.

**Tableau N°18: les entreprises ont choisi le mode de financement de l'emprunt bancaire**

Mode financement : emprunt bancaire	Nombre de réponse	Pourcentage(%)
Moins coûteux	1	9,09%
Plus rapide	4	36,36%
Plus sûr et fiable	5	45,45%
Autres motifs	1	9,09%
Total	11	100%

**Source :** réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête impact du Covid-19 sur l'investissement des entreprises chez la BNA Bejaia 2023.

En analysant les chiffres du tableau, voici les principales observations :

- Moins coûteux : 9,09% de réponses ont indiqué que la raison principale pour laquelle elle a choisi l'emprunt bancaire était que cette option était la moins coûteuse par rapport aux autres modes de financement disponibles. Cela suggère que cette entreprise a pu obtenir des conditions de prêt avantageuses, telles qu'un taux d'intérêt bas ou des frais réduits, ce qui rendait l'emprunt bancaire plus attractif sur le plan financier.
- Plus rapide : 36,36% réponses ont déclaré que la principale raison de choisir l'emprunt bancaire était sa rapidité par rapport à d'autres modes de financement. Cela peut indiquer que ces entreprises avaient un besoin urgent

### **Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité**

---

de fonds pour leurs investissements et qu'elles ont trouvé que l'emprunt bancaire était la solution la plus rapide pour accéder à ces ressources financières nécessaires.

- Plus sûr et fiable : 45,45% de réponses ont mentionné que la principale raison de choisir l'emprunt bancaire était sa sécurité et sa fiabilité. Cela suggère que ces entreprises avaient confiance dans les services bancaires et considéraient l'emprunt auprès d'une banque comme une option sûre et stable pour financer leurs investissements. Les banques sont généralement perçues comme des institutions financières bien établies et réglementées, offrant une certaine sécurité en termes de remboursement des prêts.
- Autres : 9,09% de réponses des investisseurs ont donné une raison non spécifiée dans la catégorie "Autres" pour choisir l'emprunt bancaire. Les détails spécifiques de cette raison ne sont pas donnés.

En interprétant ces données, il ressort que les entreprises ont choisi l'emprunt bancaire comme mode de financement pour plusieurs raisons. La considération la plus importante pour la majorité des entreprises était la sécurité et la fiabilité de l'emprunt bancaire, ce qui suggère qu'elles ont fait confiance aux institutions bancaires pour répondre à leurs besoins de financement. De plus, la rapidité et le moindre coût ont également été des facteurs importants pour un certain nombre d'entreprises.

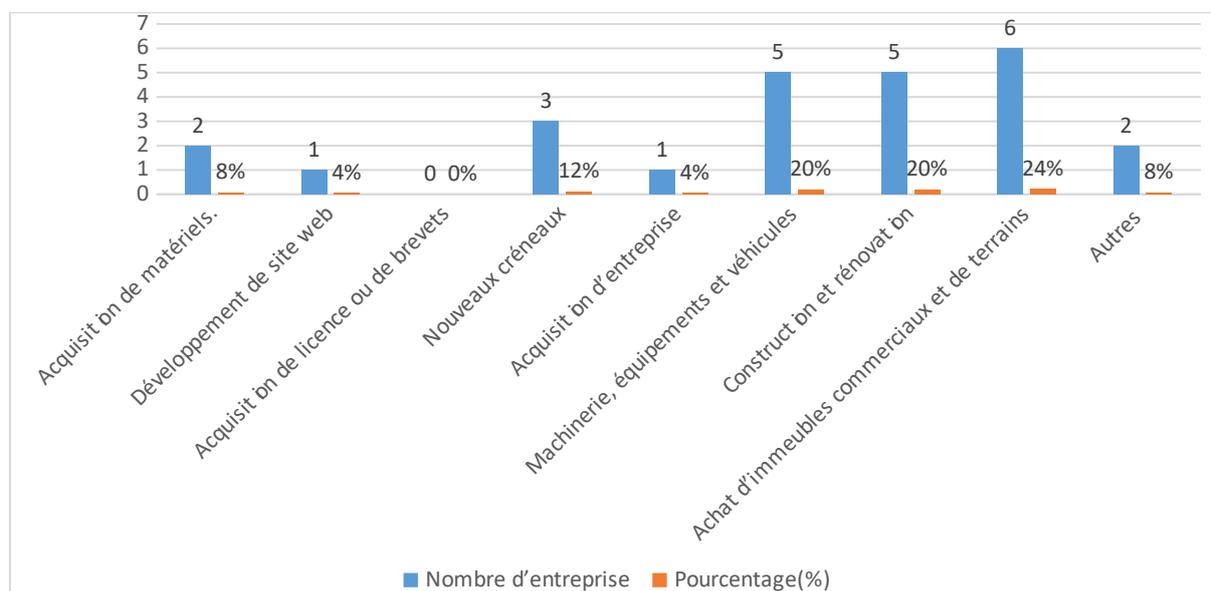
Ces résultats indiquent que les entreprises ont pris en compte divers aspects lors du choix de l'emprunt bancaire comme mode de financement, en tenant compte de la sécurité, de la rapidité et de la rentabilité financière. Ces facteurs reflètent les considérations économiques et financières des entreprises lorsqu'elles évaluent les différentes options de financement disponibles.

#### **➤ La nature de l'investissement projetée**

La figure N°18 présente les différents types d'investissements que les entreprises réalisés dans la période 2020-2022

**Figure N°18 : Les diverses catégories d'investissements envisagées par les entreprises pour la période 2020-2022**

### Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité



Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'enquête

En analysant les chiffres du tableau, voici les principales observations :

- 8% des intentions d'investissements s'orientent vers l'acquisition de matériels.
- 4% prévoit d'investir dans le développement d'un site web.
- Aucune intention d'investir dans l'acquisition de licences ou de brevets.
- 12% de réponses ont manifesté leur intérêt pour l'investissement dans de nouveaux créneaux.
- 4% d'intentions prévoit d'investir dans l'acquisition d'une autre entreprise.
- 20% des intentions veulent investir dans l'acquisition de machinerie, d'équipements et de véhicules.
- 20% prévoient d'investir dans des projets de construction et de rénovation. Cela indique qu'elles ont l'intention de développer ou de mettre à niveau leurs installations physiques existantes.
- 24% d'intentions envisagent d'investir dans l'achat d'immeubles commerciaux et de terrains.
- 8% d'intentions ont mentionné des investissements qui ne sont pas spécifiés dans l'enquête. Les détails précis de ces autres investissements ne sont pas donnés.

### **Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité**

---

En interprétant ces données, on peut constater que les entreprises envisagent une variété d'investissements pendant la période 2020-2022. Les investissements les plus fréquemment mentionnés sont l'achat d'immeubles commerciaux et de terrains, la machinerie, les équipements et les véhicules, ainsi que la construction et la rénovation. Cela suggère que ces entreprises cherchent à renforcer leurs capacités de production, à améliorer leurs infrastructures physiques ou à développer leur présence sur le marché.

En revanche, il est intéressant de noter l'absence d'entreprises ayant exprimé leur intention d'investir dans l'acquisition de licences ou de brevets. Cela peut indiquer que les entreprises considérées n'ont pas jugé nécessaire d'acquérir des droits de propriété intellectuelle spécifiques pendant cette période, peut-être en raison des coûts associés ou du manque d'opportunités dans ce domaine.

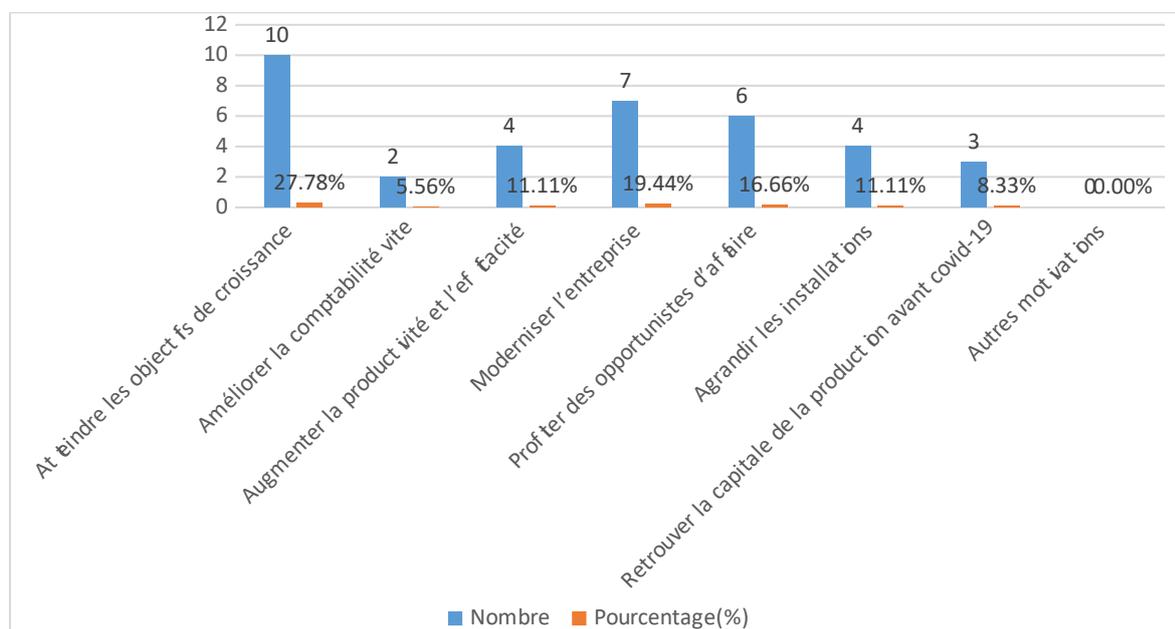
Globalement, ces données reflètent les orientations et les priorités d'investissement des entreprises pendant la période donnée, mettant en évidence leur volonté de renforcer leurs infrastructures physiques, d'explorer de nouveaux marchés et d'optimiser leurs opérations.

#### **➤ Les motivations d'investissement**

La figure N°19 présente les motivations d'investissement des entreprises durant 2020-2022.

**Figure N°19: les motivations d'investissement des entreprises cliente de la BNA durant 2020-2022**

### Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité



Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'enquête

En analysant les chiffres du tableau, voici les principales observations :

- 27,78% des réponses indiquent que la motivation principale pour investir était d'atteindre l'objectif de croissance. Cela suggère que ces entreprises cherchaient à développer leurs activités, à augmenter leurs parts de marché ou à étendre leur portée afin de réaliser leur potentiel de croissance.

- 5,56% des réponses ont mentionné leur volonté d'améliorer rapidement leur comptabilité comme motivation d'investissement. Cela peut indiquer une nécessité d'améliorer les pratiques financières et comptables de ces entreprises pour une meilleure gestion des ressources et une prise de décision éclairée.

- 11,11% des réponses ont exprimé leur motivation d'investir pour augmenter la productivité et l'efficacité de leurs opérations. Cela suggère qu'elles cherchent à optimiser leurs processus, à adopter de nouvelles technologies ou à améliorer l'utilisation de leurs ressources pour accroître leur productivité et leur rentabilité.

- 19,44% des réponses ont mentionné la modernisation de leur entreprise comme motivation d'investissement. Cela peut inclure des investissements dans de nouvelles technologies, des mises à niveau d'équipements ou des améliorations des systèmes de gestion pour rester compétitives sur le marché.

### **Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité**

---

- 16,66% des réponses ont indiqué qu'elles souhaitaient profiter des opportunités d'affaires comme motivation d'investissement. Cela suggère qu'elles étaient à l'affût d'opportunités lucratives, telles que des fusions et acquisitions, des partenariats stratégiques ou des ouvertures de nouveaux marchés, pour stimuler leur croissance et leurs performances.

- 11,11% des réponses ont exprimé leur intention d'investir pour agrandir leurs installations. Cela peut inclure l'expansion des locaux, l'augmentation de la capacité de production ou l'ouverture de nouvelles succursales pour répondre à la demande croissante ou saisir de nouvelles opportunités commerciales.

- 8,33% des réponses ont mentionné leur volonté de retrouver le niveau de production d'avant la pandémie de Covid-19 comme motivation d'investissement. Cela suggère qu'elles cherchaient à récupérer ou à surpasser leur niveau de production d'avant la crise pour retrouver leur position concurrentielle sur le marché.

Il convient de noter que dans ce tableau, aucune entreprise n'a mentionné d'autres motivations d'investissement spécifiques.

En interprétant ces données, il apparaît que les entreprises ont diverses motivations pour investir pendant la période 2020-2022. La recherche de croissance, la modernisation des opérations, l'exploitation des opportunités d'affaires et l'amélioration de l'efficacité sont des motivations clés pour de nombreuses entreprises. Ces motivations sont souvent liées à des objectifs de développement, de compétitivité et de rentabilité à long terme. Les investissements prévus visent à renforcer les capacités et les performances des entreprises, à saisir les opportunités du marché et à se rétablir des impacts de la pandémie de Covid-19.

#### **➤ Les freins à l'investissement dans la wilaya de Bejaia durant la période du Covid-19**

Le tableau N°19 présente les raisons qui découragent les entreprises à investir. Durant 2020-2022 (période du covid-19)

**Tableau N°19: les raisons qui découragent les entreprises clientes de BNA à investir**

les raisons qui vous font démotiver pour investir	Nombre de réponses	Pourcentage(%)
Manque de confiance en économie	10	17,54%

### Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité

Manque de fonds générés par l'entreprise	6	10,52%
Risque associé au projet d'investissement	4	7,02%
Faible demande pour les biens et services	4	7,02%
Manque d'aide de l'état	9	15,79%
Retrait des associés	2	3,51%
Courte échéance des prêts	2	3,51%
Des prêts en cours	2	3,51%
Incertitudes sur l'horizon du COVID-19	8	14,04%
Réticence de la banque face a l'horizon incertain de COVID-19	2	3,51%
Projet jugé trop risqué par la banque	2	3,51%
Garantie insuffisante	1	1,75%
Des couts élevés	3	5,26%
Croissance de l'entreprise jugée faible par la banque	1	1,75%
Dossier de crédit défaillant	0	00%
Autres obstacles à l'investissement	1	1,75%
Total	57	100%

**Source :** réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête impact du Covid-19 sur l'investissement des entreprises chez la BNA Bejaia 2023.

En analysant les chiffres du tableau, voici les principales observations :

- 17,54% de réponses indiquent que le manque de confiance en l'économie était une raison décourageante pour investir. Cela suggère que ces entreprises ont exprimé des inquiétudes quant à la stabilité économique générale, ce qui les a amenées à adopter une approche prudente et à hésiter à engager des investissements importants.
- 10,52% des réponses mentionnent le manque de fonds disponibles comme une raison décourageante pour investir. Cela peut indiquer que ces entreprises ne disposaient pas des ressources financières nécessaires pour entreprendre de nouveaux investissements, ce qui limitait leur capacité à développer leurs activités.

### **Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité**

---

- 7,02% des réponses indiquent le risque associé au projet d'investissement comme un facteur décourageant. Cela peut indiquer que ces entreprises considéraient que les projets d'investissement potentiels comportaient des incertitudes ou des risques élevés, ce qui les rendait réticentes à les poursuivre.
- 7,02% des réponses montrent que la faible demande pour les biens et services était une raison décourageante pour investir. Cela peut refléter un contexte économique difficile où la demande des consommateurs était insuffisante pour justifier de nouveaux investissements.
- 15,79% des réponses indiquent que le manque d'aide de l'État comme un obstacle à l'investissement. Cela suggère que ces entreprises estimaient que les mesures de soutien et d'incitation du gouvernement étaient insuffisantes ou inadéquates pour encourager les investissements.
- 14,04% des réponses ont exprimé des incertitudes liées à l'horizon du COVID-19 comme une raison décourageante pour investir. Cela peut indiquer que ces entreprises étaient préoccupées par les impacts continus de la pandémie et l'incertitude entourant la reprise économique, ce qui les rendait prudentes dans leurs décisions d'investissement.
- 3,51% des réponses ont mentionné la réticence de la banque à financer des projets en raison de l'horizon incertain du COVID-19. Cela peut indiquer que les institutions financières étaient prudentes dans l'octroi de prêts, ce qui rendait plus difficile l'obtention de financements pour les projets d'investissement.

En interprétant ces données, il apparaît que la période du COVID-19 a eu un impact significatif sur les décisions d'investissement des entreprises. Les incertitudes économiques, les contraintes financières, les risques perçus et les conditions du marché difficiles ont contribué à décourager certaines entreprises à investir. De plus, le manque d'aide de l'État et les réticences des institutions financières ont également été des facteurs dissuasifs. Ces obstacles ont potentiellement freiné la croissance économique et l'expansion des entreprises pendant cette période.

- **Les mesures prises pour confronter et/ s'adapter à la crise du Covid-19.**

### Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité

Le tableau N°20 présente les mesures prises par les entreprises pour faire face à la pandémie

**Tableau N°20: les mesures prises par les entreprises pour faire face à la pandémie**

pour faire face à la pandémie	Nombre de réponses	Pourcentage(%)
Solliciter de l'aide de l'état	6	16,22%
Diversifier les produits	3	8,11%
Réduire les charges	10	27,03%
Renforcer la proximité avec les clients	6	16,22%
Solliciter un prêt	5	13,51%
Changer d'activité	0	00%
Sous-traiter avec d'autre entreprise	2	5,41%
Délocaliser le lieu de l'unité	0	00%
Rééchelonner un prêt existant	4	10,81%
Autres	1	2,70%
Total	37	100%

**Source :** réalisé par nos soins à partir des résultats de l'enquête impact du Covid-19 sur l'investissement des entreprises chez la BNA Bejaia 2023.

En analysant les chiffres du tableau, voici les principales observations :

- 16,22% des réponses indiquent que les entreprises ont sollicité l'aide de l'État pour faire face à la pandémie. Cela suggère que ces entreprises ont cherché à bénéficier de mesures de soutien gouvernementales telles que des subventions, des prêts à taux préférentiels ou d'autres formes d'assistance pour surmonter les difficultés économiques liées à la crise.
- 8,11% des réponses montrent, que les entreprises ont mentionné avoir diversifié leurs produits. Cette mesure indique que ces entreprises ont adapté leur offre en introduisant de nouveaux produits ou en élargissant leur gamme existante afin de s'adapter aux besoins changeants des consommateurs pendant la pandémie.

### **Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité**

---

- 27,03% des réponses des entreprises enquêtées ont pris des mesures pour réduire leurs charges. Cela peut inclure des actions telles que la réduction des coûts opérationnels, la maîtrise des dépenses, la renégociation des contrats ou la restructuration des effectifs afin d'améliorer leur rentabilité et leur résilience financière.
- 16,22% des réponses des entreprises ont mentionné avoir cherché à renforcer la proximité avec leurs clients. Cela peut comprendre des initiatives telles que l'amélioration de la communication, la personnalisation des offres, l'adaptation des canaux de distribution ou la mise en place de services de livraison pour maintenir une relation étroite avec les clients malgré les restrictions liées à la pandémie.
- 13,51% des réponses des entreprises enquêtés ont indiqué avoir sollicité un prêt pour faire face à la pandémie. Cette mesure reflète le besoin de ressources financières supplémentaires pour soutenir les opérations, maintenir la liquidité ou financer des investissements nécessaires pendant cette période difficile.
- 5,41% des réponses indiquent que les entreprises ont opté pour la sous-traitance avec d'autres entreprises. Cela peut indiquer que ces entreprises ont externalisé certaines fonctions ou activités afin de réduire les coûts, d'optimiser les opérations ou de bénéficier de compétences spécialisées.
- 10,81% des réponses indiquent que les entreprises ont rééchelonné un prêt existant. Cette mesure implique de renégocier les modalités de remboursement d'un prêt déjà contracté afin de mieux s'adapter aux contraintes financières imposées par la pandémie.

Il est également important de noter qu'aucune entreprise n'a mentionné avoir changé d'activité ou délocalisé son unité. De plus, une entreprise a mentionné d'autres mesures qui ne sont pas spécifiées.

En conclusion, les entreprises ont adopté différentes stratégies pour faire face à la pandémie de COVID-19, notamment en réduisant les charges, en sollicitant l'aide de l'État, en diversifiant leurs produits, en renforçant la proximité avec les clients, en sollicitant des prêts et en sous-traitant avec d'autres entreprises. Ces mesures témoignent des efforts déployés par

### **Chapitre III Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de la crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité**

---

les entreprises pour s'adapter aux conditions économiques changeantes et maintenir leur activité malgré les défis posés par la crise sanitaire.

#### **Conclusion**

En conclusion, ce chapitre pratique offre une vision approfondie et complète de l'activité de la Banque Nationale d'Algérie (BNA) dans le contexte des crédits d'investissement et de l'impact du COVID-19 sur les investissements des entreprises. La première section a présenté l'organisme de la BNA, mettant en évidence son rôle central en tant qu'institution financière nationale et son engagement envers le développement économique de l'Algérie. Cette section a permis de comprendre les valeurs, les objectifs et les services offerts par la BNA.

La section suivante a démontré le processus détaillé de montage d'un crédit d'investissement à travers l'étude d'un cas concret, à savoir l'embouteillage d'eau de source. En décrivant les différentes étapes, les critères d'éligibilité et les garanties requises, cette section a fourni une vue d'ensemble des exigences rigoureuses imposées par la BNA pour soutenir des projets d'investissement rentables. Elle a également souligné l'importance de la planification financière, de l'analyse des risques et de la collaboration entre la banque et l'entreprise cliente pour assurer la réussite du projet.

Enfin, la troisième section a abordé l'impact du COVID-19 sur les investissements des entreprises, en se basant sur les résultats d'un questionnaire réalisé auprès de 35 entreprises clientes de la BNA. Les réponses obtenues ont révélé les défis majeurs auxquels les entreprises ont été confrontées en raison de la crise sanitaire, tels que la baisse des revenus, les contraintes financières et les incertitudes économiques. Néanmoins, elles ont également souligné la capacité d'adaptation et la résilience dont les entreprises ont fait preuve pour surmonter ces obstacles. Les principales conclusions de cette enquête indiquent que la plupart des entreprises ont réduit leurs projets d'investissement en raison de l'incertitude économique causée par la crise sanitaire. Certaines entreprises ont même reporté leurs projets indéfiniment.

# **Conclusion générale**

## Conclusion générale

---

La crise économique mondiale déclenchée par la pandémie de COVID-19 a révélé les défis auxquels l'Algérie est confrontée en termes de dépendance excessive aux revenus pétroliers et de vulnérabilités structurelles. Les mesures de confinement et la baisse des prix du pétrole ont entraîné une contraction économique, touchant particulièrement les secteurs clés de l'économie. Cependant, cette crise peut être une opportunité pour diversifier l'économie, promouvoir l'innovation et la réforme, et renforcer la résilience économique du pays. Des stratégies adaptées, la collaboration entre les secteurs public et privé, ainsi que la coopération internationale, seront essentielles pour stimuler la relance économique et mettre en place des réformes structurelles pour une économie plus robuste à l'avenir.

La crise sanitaire de la COVID-19 a eu un impact significatif sur l'évolution du financement des projets d'investissement au sein de la Banque Nationale d'Algérie (BNA) dans la wilaya de Bejaia. Notre recherche a examiné plusieurs questions clés liées à cette problématique et a permis de mieux comprendre les conséquences de la crise sur le financement des projets d'investissement, ainsi que les critères de sélection utilisés par la BNA et les secteurs les plus touchés.

Tout d'abord, nous avons constaté que la BNA effectue une étude technico-économique et financière approfondie de toute demande de financement de projet d'investissement, afin de mieux cerner les risques inhérents et de fixer sa décision en fonction du degré de rentabilité du projet. Cette approche prudente et analytique est essentielle pour garantir la viabilité des projets financés.

Ensuite, il est clair que la crise sanitaire de la COVID-19 a conduit à une diminution des ressources financières des entreprises et à une réticence des entrepreneurs à entamer de nouveaux projets d'investissement à la BNA. L'incertitude économique et l'aversion accrue au risque ont entraîné une baisse de la demande de financement, notamment dans les secteurs les plus touchés par la crise tels que le tourisme, l'énergie et le secteur manufacturier.

Nos résultats confirment également que la crise a eu un impact sur les intentions d'investissement des clients de la BNA de Bejaia. L'insuffisance de l'assistance publique et les difficultés économiques ont conduit à une réduction de la demande de financement, renforçant ainsi la baisse du niveau d'investissement dans la wilaya.

En ce qui concerne les critères de choix du financement bancaire privilégiés par les clients de la BNA, il est important de souligner que ces derniers optent pour les crédits

## Conclusion générale

---

bancaires pour leur fiabilité, sûreté et rapidité d'octroi de financements, et il est probable que les entreprises recherchent des opportunités dans des secteurs plus résilients et porteurs de croissance.

Dans le cadre de notre recherche, nous avons examiné l'impact de la crise sanitaire de la COVID-19 sur l'évolution du financement des projets d'investissement à la Banque Nationale d'Algérie (BNA) dans la wilaya de Bejaia. Nous avons retenu trois hypothèses pour orienter notre étude. Examinons maintenant ces hypothèses à la lumière des résultats de notre recherche.

H1 : La BNA effectue une étude technico-économique et financière approfondie de toute demande de financement de projet d'investissement, afin de mieux cerner les risques inhérents et fixe sa décision en fonction du degré de rentabilité du projet.

Notre recherche confirme cette hypothèse. Nous avons constaté que la BNA accorde une grande importance à l'étude approfondie des dossiers de crédit d'investissement. Cela implique une analyse détaillée des aspects technico-économiques et financiers du projet, ainsi qu'une évaluation des risques potentiels. La BNA veille à prendre des décisions de financement basées sur la rentabilité du projet et cherche à garantir la viabilité financière de celui-ci. En ce qui concerne l'étude de dossier de crédit d'investissement (embouteillage eau de source) en période de COVID-19, la BNA a pris plus d'une année dans l'étude de dossier de crédit d'investissement à cause des perturbations causées par les confinements répétitifs et la fermeture des différents intervenants dans l'étude de dossier de crédit tels que : (les laboratoires d'analyse, les compagnies d'assurance ou les mairies...) Cependant, il est possible de supposer que de telles perturbations ont pu affecter le processus d'évaluation des dossiers de crédit et avoir un impact sur le délai de traitement des demandes.

H2 : La crise sanitaire de la COVID-19 a conduit à une diminution des ressources financières des entreprises et une réticence des entrepreneurs à entamer de nouveaux projets d'investissement à la BNA.

Cette hypothèse est également confirmée par notre recherche. La crise sanitaire a eu un impact significatif sur les ressources financières des entreprises. Les mesures de confinement et les restrictions ont entraîné des perturbations économiques, ce qui a conduit à une contraction des revenus des entreprises. En conséquence, les entrepreneurs ont été plus

## Conclusion générale

---

réticents à engager de nouveaux projets d'investissement, ce qui a influencé la demande de financement à la BNA.

H3 : La crise a conduit à une réduction de la demande de financement des projets d'investissements en raison de l'incertitude économique, de l'insuffisance de l'assistance publique et de l'aversion au risque, ce qui a entraîné une baisse du niveau d'investissement.

Notre recherche confirme également cette hypothèse. L'incertitude économique liée à la crise sanitaire, combinée à l'insuffisance de l'assistance publique et à l'aversion accrue au risque, a entraîné une réduction de la demande de financement des projets d'investissement. Les entrepreneurs ont adopté une approche plus prudente en raison de l'incertitude économique, ce qui a conduit à une baisse du niveau global d'investissement.

En conclusion, la crise sanitaire de la COVID-19 a eu un impact significatif sur l'évolution du financement des projets d'investissement au sein de la BNA dans la wilaya de Bejaia. La contraction des ressources financières, la réticence des entrepreneurs à investir et la diminution de la demande de financement ont tous contribué à cette situation. Il est essentiel de prendre en compte ces facteurs pour adapter les pratiques de financement et soutenir la relance économique de la région. Des mesures telles que la modernisation des pratiques bancaires, l'amélioration de la transparence et de la gouvernance, ainsi que des mesures d'incitation pour encourager les investissements sont nécessaires pour stimuler la croissance économique et favoriser la diversification des sources de revenus dans la wilaya de Bejaia

# BIBLIOGRAPHIE

## Ouvrages et Articles

1. Algérie : rapport de situation sur l'épidémie du COVID-19(2021)-Alegria
2. Béland, D. Lecours A. (2014), crise économiques et protection social. Presses de sciences PO.
3. L'Organisation mondiale de la santé (OMS)
4. Lemoine, F. (2010). Crises et cycles : théorie économique et politique de la crise. La Découverte
5. Les conséquences économiques du covid-19 et ses enjeux géopolitiques/IRIS
6. Loth. D, La crise, ces causes, ces conséquences. Les voies de sortie, UPE, Edition pubibook université : économie et gestion, science économique, 55p.
7. Marcelle GENNE, Préface de Henri BARATOLI, Investissement et environnement (les méthodes d'évaluation de projet) A/0289,2ème exp, éd ECONOMICA, 1996
8. Mouhoubi. S, le mande en crise : la fin de l'unilatéralisme américain, Alger : office des publications universitaires, 2009, 221p.
9. ONS : démographie algérienne 2008, consulté le 20/05/2023. In, chrome-extension://oemmnadbldboiebfnladdacbfmadadm/https://www.ons.dz/IMG/pdf/demographie\_algerienne2008.pdf
10. ONS, Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises Année 2022, consulté le 04/06/2023. In, chrome-extension://oemmnadbldboiebfnladdacbfmadadm/https://www.ons.dz/IMG/pdf/IVU2022.pdf
11. Organisation internationale du travail) édition 2020
12. Patrick. A, « financement des investissements : sources, choix et conséquences », éditeur : la découverte, 2003.
13. Rapport N°3339 Sur la situation de l'épidémie du covid-19 en Algérie, 2021

## Mémoires et thèses doctorats

1. AMMICHE. S, MAZAZI. L, « l'impact de la crise sanitaire covid-19 sur le secteur bancaire », Mémoire de Master en science économique, option : économie monétaire et bancaire, université de Bejaia, promotion : 2021
2. BELLAHA.H, « le dispositif de contrôle interne au sien de système bancaire et son impact sur la maitrise de risque », Mémoire de master en science commercial, Option : finance et contrôle, université de Sidi bel Abbas, promotion: 2015
3. BENCHIKH. M, Les comportements bancaires sont-ils les fondements des crises financières économiques, option : monnaie banque et environnement international, Bejaia, 2013.
4. BOUCHTOUT. R, ARAB. Z, 102 f «évaluation et choix d'un projet d'investissement : SPA CEVETAL, Master en science économiques : économie appliquée et ingénierie financière, université de Bejaïa, promotion: 2014
5. BOUDA. L, BOUATMANE. S, L'impact de la crise des Subprimes sur les secteurs bancaires et assurantielle, master en science économique, option : monnaie banque et environnement international, promotion : 2013
6. BOUKARI.G, AMARI. M, évolution et choix d'investissement, option : finance, promotion : 2012
7. DJOUA.K, ATMANIL, «le concept de gouvernance et de gestion des risques bancaires », Mémoire de master en science financière et comptabilité, Option : finance et banque, Université de Tizi Ouzou, Promotion: 2018
8. GAUTHER. C, PHD, « l'impact de la covid-19 sur la croissance économique », Mémoire de master du maitrise, université du Québec en Outaouais, octobre2020
9. LAHOUZLN, BOUFADENE. M, financement d'un projet d'investissement, Mémoire fin de cycle en science économique, université Bejaïa, promotion : 2018
10. Thèse impact de la crise sanitaire COVID-19 sur l'activité bancaire en Algérie cas de la wilaya de Bejaia, Benaouf, Bouiche, Mahfoud Nacera, master en sciences économiques : économie monétaire et bancaire : université Abderrahmane mira de Bejaia : 2021

11. TOUFIK, DALAL « méthodes d'évaluation d'un projet d'investissement : cas de l'entreprise : Candia, SARL-Tchin Lait (Bejaïa), option science économique, université de Bejaïa, promotion : 2016

**Sites web :**

1. (Site web: <https://www.who.int/fr>)
2. Coronavirus : « air Algérie suspend ses vols vers la France et l'Espagne », sur Algérie
3. Covid-19/vaccin : l'Algérie à acquise jusqu'à présent près de 2.5million de doses  
Site : (<https://www.aps.dz/juin> 2021)
4. DSP Bejaia : la population au 31/12/2018. In, <http://www.dsp-bejaia.dz/index.php/population>  
Eco
5. <http://www.dsp-bejaia.dz/index.php/population>
6. <https://www.gide.com/fr/actualités/covid-19-alerie>
7. Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière en Algérie : Le site officiel du ministère de la Santé publie des communiqués et des mises à jour régulières sur la situation de la COVID-19 en Algérie. (Site web : <http://www.sante.gov.dz/>)
8. [www.bankofalgeria.dz](http://www.bankofalgeria.dz)

# Table des matières

---

Remerciements

Dédicace

Liste des abréviations

Liste des tableaux

Liste des figures

Sommaire

Introduction générale .....	1
<b>CHAPITRE 01 : contexte de la crise économique du covid-19 en Algérie</b>	
Introduction .....	4
Section 01 : Revu de littérature sur les crises économiques .....	4
1.1. La Théorie keynésienne et la crise économique.....	5
1.2. Les grandes crises économiques .....	6
1.2.1. La crise économique de 1637 : la première panique .....	6
1.2.2. La crise de 1929 .....	7
1.2.3. La crise causée par la seconde guerre mondiale .....	8
1.2.4. La crise 2008 .....	8
1.2.5. La crise du coronavirus .....	9
Section 02 : Etat des lieux de la crise du covid-19 en Algérie .....	9
2.1. Généralités sur le Covid-19 .....	10
2.2. Définition du covid-19.....	10
1.2. Les grandes crises économiques .....	10
2.3. Apparition et propagation de la crise sanitaire covid-19.....	11
2.4. COVID-19 dans le monde.....	12
2.5. Vaccin contre le covid-19.....	12
2.6. Les pays les plus touchée par covid-19 .....	13
2.7. Apparition du COVID-19 en Algérie .....	14
2.8. Description Épidémiologique par wilaya .....	16
2.9. Vaccination COVID-19 en Algérie .....	17
2.10. Les mesures sanitaires prises par le gouvernement algérien .....	18
2.10.1. Fermeture des frontières .....	18

# Table des matières

---

2.10.2. Confinement .....	19
2.10.3. Création d'une commission et d'un comité de suivi .....	19
2.10.4. Port du masque et Distanciation sociale.....	19
2.10.5. Campagnes de Sensibilisation et information, dépistage et de vaccination .....	20
Section 03: Impact de la crise du covid-19 sur l'économie algérienne .....	22
3.1. La crise sanitaire Covid-19 et les agrégats macro-économiques nationaux .....	22
3.2. L'impact de la crise du Covid-19 sur l'emploi et le financement des entreprises .....	25
3.3. La crise du Covid-19 et le commerce international .....	29
Conclusion .....	36
<b>CHAPITRE 02 : Le financement bancaire des projets d'investissement</b>	
Introduction .....	38
Section 01 : Définition et caractéristiques d'un projet d'investissement .....	38
1.1. Définition d'un projet d'investissement .....	38
1.2. Les caractéristiques d'un projet d'investissement .....	39
1.3. Les étapes de calcul .....	40
1.4. Les typologies du crédit d'investissement .....	41
Section 02 : Notion de base sur le montage de crédit d'investissement .....	43
2.1. Constitution d'un crédit d'investissement .....	43
2.1.1. Documents administratifs et juridiques .....	43
2.1.2. Documents économiques et financiers.....	43
2.1.3. Documents comptables et fiscaux .....	44
2.2. Etude de la viabilité de projet .....	44
2.2.1. Généralités .....	44
2.2.2. Etude du marché .....	44
2.2.3. Etude commerciale.....	44
2.2.4. Etude technique.....	45
2.2.5. Etude de la rentabilité de projet .....	45
2.2.6. Etude financière du projet.....	45
2.2.7. Analyse des documents comptables .....	45
2.2.8. Le passage du bilan comptable au bilan financier .....	46
2.2.9. Le tableau des comptes de résultats (TCR) .....	48
Section 03 : Les risques et les garanties du crédit d'investissement .....	51
3.1. Les risques du crédit d'investissement.....	51

# Table des matières

---

3.2. Le risque de non-remboursement .....	52
3.3. Le risque d'immobilisation .....	52
3.4. Le risque de taux .....	52
3.5. Le risque de change .....	53
3.6. Le risque de solvabilité .....	53
3.7. Les garanties .....	53
3.7.1. Les garanties personnelles .....	53
3.7.2. Les garanties réelles .....	54
3.7.3. Les garanties complémentaires et assimilées .....	56
3.7.4. Les règles prudentielles en Algérie .....	56
Conclusion.....	58
<b>CHAPITRE 03 : Le financement des projets d'investissement chez la BNA à la l'ère de La crise sanitaire COVID-19 : processus et réalité</b>	
<b>Introduction .....</b>	<b>59</b>
<b>Section 01 : Présentation de la direction BNA Bejaia.....</b>	<b>59</b>
1.1. Historique de la BNA .....	60
1.1. Organisations, métiers et stratégies de la BNA .....	61
1.2. Missions et Objectifs de la B.N.A.....	65
1.3. Stratégie .....	66
<b>Section 02 : Analyse des résultats d'enquête chez la BNA .....</b>	<b>67</b>
2.1. Méthodologie de l'enquête.....	67
2.1.1. Définition de l'enquête .....	67
2.1.2. Définition du questionnaire .....	67
2.1.3. Les avantages de l'enquête .....	67
2.1.4. Objectif visés de l'enquête .....	68
2.1.5. Les obstacles rencontrés durant l'enquête .....	69
2.1.6. Présentation de l'échantillon .....	69
2.1.7. Le déroulement de l'enquête .....	69
2.1.8. L'élaboration du questionnaire .....	70
2.1.9. Le dépouillement des données .....	70
2.2. Présentation des résultats de l'enquête sur l'impact du Covid-19 sur les intentions d'investissements et le choix de financement des projets d'investissement par les entreprises clientes de la BNA dans la wilaya de Bejaia .....	70
2.2.1. Présentation de l'échantillon .....	70

# Table des matières

---

<b>2.2.2. L'impact de la crise du Covid-19 sur l'activité des entreprises de Bejaia .....</b>	<b>73</b>
<b>2.2.3. Impact de la crise économique du Covid-19 sur les intentions d'investissement des entreprises clientes BNA Bejaia .....</b>	<b>79</b>
<b>Conclusion.....</b>	<b>93</b>
<b>Conclusion générale .....</b>	<b>94</b>
<b>Bibliographie</b>	
<b>Liste des Annexes</b>	
<b>Table des matières</b>	

## **Résumé**

La crise du COVID-19 a eu un impact significatif sur l'investissement dans la wilaya de Bejaïa et a nécessité des ajustements majeurs dans le montage et le financement des projets chez la BNA (Banque Nationale d'Algérie). Les entrepreneurs de Bejaïa ont dû faire face à des incertitudes économiques et sanitaires sans précédent, ce qui a entraîné une réévaluation des plans d'investissement. Dans ce contexte, la BNA a joué un rôle essentiel en adaptant ses politiques de financement pour répondre aux besoins changeants des entreprises locales. Les principaux résultats ont révélé une demande croissante de financement pour la relance économique post-covid-19, ainsi qu'une volonté accrue d'investir dans des secteurs résilients. Malgré les défis engendrés par la crise du covid-19, la BNA a continué à soutenir l'investissement à Bejaïa en fournissant des solutions de financement flexibles et en encourageant la reprise économique dans la région.

## **Summary**

The COVID-19 crisis has had a significant impact on investment in the Bejaïa province, requiring major adjustments in project planning and financing at the BNA (Banque Nationale d'Algérie). Entrepreneurs in Bejaïa have faced unprecedented economic and health uncertainties, leading to a reassessment of investment plans. In this context, the BNA has played a crucial role by adapting its financing policies to meet the evolving needs of local businesses. Key findings have revealed a growing demand for financing in the post-COVID-19 economic recovery period, as well as an increased willingness to invest in resilient sectors. Despite the challenges posed by the COVID-19 crisis, the BNA has continued to support investment in Bejaïa by providing flexible financing solutions and fostering economic recovery in the regio.

## **Les mots clés**

L'investissement, Le financement, La BNA, La crise du covid-19, Bejaïa.